DERNIÈRE ÉDITION

Live la grève !

Figh May . Wedter to

t etrêten panisani, On the case on a factor

Me Recruit Cosmos ion communiste

CLAUDI FARRACT

C mailtearda de france STEE PER PROPER es de milion e Same to heres Harmore die foot 医性结节 化铁铁金 國家 國際 DE LA PRES GRMATIQU QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE

En annoncent la

suspension du retrait de ses

troupes d'Afghanistan, ainsi que l'envoi d'une « relève » dotée

d'armes plus perfectionnées, Moscou s'attendait à une réac-tion négative à Washington. Le

président Reagan a aussitôt

exprimé sa « déception », et le porte-parole de la Maison Blan-che a estimé que la décision

soviétique ne pouvait qu'« accroître la tension dans la

région » et permettait « de se demander si les Soviétiques res-

pecteront les accords de

Genève ». Mais, tout en expri-mant leur « préoccupation », les

Etats-Unis ont pris bonne note

retirer toutes ses troupes d'ici

L'annonce, bien calcuiée, faite

à Moscou intervient au lende-

main de l'adoption par l'Assem-blée générale de l'ONU, à l'unani-

mité et sans débat, d'une

résolution de compromis sur l'Afghanistan, parrainée à la fois par l'Union soviétique et par le

Pakistan. Ce texte demande notamment au secrétaire général de l'organisation internationale de « faciliter » la solution politi-

que globale du conflit. C'est ce à quoi M. Perez de Cuellar devrait

premier ministre de Kaboul.

Pour les responsables améri-

cains, qui ne peuvent souhaiter

une rupture de l'accord de

soviétique est d'autant plus diffi-

cile à imaginer que les mouve-ments de résistance afghans se

résistance semble aujourd'hui

dotée d'un armement suffisant

pour poursuivre ses attaques, au

rythme actuel, au moins pendant

tion au Pakistan - l'État le mieux placé pour faire pression

mieux piace pour faire pression sur la résistance — n'a jamais été si imprevisible qu'en cette cam-pagne qui précède les élections législatives du 16 novembre, les

plus ouvertes depuis de nom-

a peut-être avant tout un carac-

tère défensif ; c'est l'interprétation qu'on semble en faire aussi à

Pékin, où le ministère des

affaires étrangères, en manifes-tant son « inquiétude » et en

appelant Moscou à s'abstenir de

chercher des prétextes pour

retarder le départ de ses

troupes », a fait preuve de fer-

meté tout en ne remettant pas

en cause le projet soviétique de

« sommet » pour avant juillet

1989, ainsi que l'a confirmé.

l'accord de Genève est ainsi

entrée dans une phase critique,

regrettable sans doute, mais qui

M 0146 - 1107 0- 6,00 F

était bien prévisible.

olques houres auparavant, M. Zhao Ziyang, chef en titre du PC chinois. L'application de

L'offensive de M. Gorbatchev

breuses années.

isieurs mois. En outre, la situa-

Our le terrain, la

révèlent incontrôlables.

que l'URSS « comptait toujours

au 15 février ».

prévisible

№ 13616 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 6-LUNDI 7 NOVEMBRE 1988

La suspension du retrait des troupes soviétiques

Moscou veut obliger Washington à faire pression sur la résistance afghane Un geste

Moscou a annoncé, vendredi 4 novembre, la suspension de son retrait militaire d'Afghanistan et l'envoi, dans ce pays, d'une « relève » de troupes dotées d'armes perfectionnées. Mais l'URSS s'est déclarée « décidée à respecter les accords de Genève » pour peu qu'ils « soient observés par les autres parties ». Moscou compte, pour ce faire, sur les Etats-Unis.

MOSCOU

de notre correspondant

Chaque jour un peu plus humi-liée par les conditions de son retrait d'Afghanistan, l'URSS raidit sa position pour tenter d'impo-ser le compromis politique qui lui sauverait la face.

Amoncés, vendredi 4 novembre, en des termes soigneusement pesés, la « suspension » du retrait des troupes d'Afghanistan, la livraison « d'armes plus puissantes - au régime de Kaboul et l'envoi de nouvelles unités de relève constituent cependant un

risque considérable pour M. Gor-

Rien ne dit, en effet, que ce coup de poker suffira à limiter la pression militaire exercée par les résistants afghans ni à convaincre les Etats-Unis et le Pakistan de peser en faveur de pourparlers, même indirects, avec le régime de Kaboul.

Si le coup de semonce qu'il vient de tirer n'était pas suivi d'effet, le secrétaire général serait donc confronté à une difficile alternative : partir néanmoins ou revenir quoi qu'il en coûte.

> BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 3.)

Pour débloquer les échanges commerciaux

La France va lever l'embargo sur le pétrole iranien

Le gouvernement français s'apprête à lever complètement l'embargo sur le pétrole iranien décidé pendant l'été 1987. Les mesures d'assouplissement annoncées en septembre - autorisation d'opérations de troc - n'ont en esset donné lieu à aucun contrat. Les compagnies pétrolières réclament une liberté totale de négociation des



Mort de Jean-Pierre Stirbois

Le secrétaire général du Front national se tue dans un accident de la route. PAGE 22

Les négociations

Reprise des contacts entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen.

PAGE 3

Courrier bloqué

La grève des camionneurs des postes empêche la distribution de 70 % du courrier en Ile-de-France. PAGE 19

Grand Jury RTL- « le Monde »

M. Patrick Le Lay, PDG de TF1, invité dimanche, à 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 22.

L'avenir du territoire après le référendum

Vivre ensemble en Nouvelle-Calédonie

s'employer dès la semeine pro-chaine, en recevant séparément à New-York M. Rabbani, le chef doxe n'est peut-être qu'appa-rent : M. Mikhail Gorbatchev novembre, l'enjeu du référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie, avant interpelle en effet l'exécutif d'inciter les Français à réponque M. Rabbani doit être, merdre « oui ». Pendant dix ans, credi, l'hôte de la Maison Blan-Canaques et caldoches vont che. Eprouvés par un retrait « à chaud », les Soviétiques ont devoir faire l'apprentissage de signalé aux Américains, depuis des semaines, qu'ils entendent au moins limiter les dégâts. la vie en commun.

Rien ne sera plus vraiment comme avant en Nouvelle-Calédonie.

La victoire du « oui », qui ne faisait aucun doute, à la veille du référendum, engagera la population de cette terre traumatisée dans une aventure collective.

Le niveau de la participation électorale en métropole ne laissera indifférents, certes, ni les caldoches ni les Canaques. Il permettra aux uns et aux autres de mesurer l'intérêt que leurs compatriotes lointains accordent à

· Allez-vous prendre la leur destin. Si les abstentionnistes main tendue ou bien la refu- sont très nombreux, les Calédo- daire, quoi qu'on ait pu en dire, ser? » : c'est par cette ques- niens se sentiront livrés à eux- conférera à l'engagement de la tion que M. Mitterrand a mêmes. Les caldoches n'en seront France l'onction démocratique résumé, vendredi soir que plus désemparés, les Cana-

> Si, an contraire, les métropolitains ne lésinent pas sur le vote de solidarité qui leur a été demandé, les Calédoniens se sentiront encouragés à avancer dans la voie ouverte par les accords de Matignon. Les caldoches auront le sentiment d'être enfin compris par la mère patrie, les Canaques celui d'être enfin entendus par la natrie des droits de l'homme.

Mais l'inévitable controverse sur le taux d'abstention n'aura pas, sur le territoire, la même ampieur qu'en métropole où elle sera alimentée par les arrièreisées politiciennes. Car pour les Calédoniens, seul le succès du « oui » importe réellement.

Pour la première fois, l'avenir de la Nouvelle-Calédonie sera balisé par l'expression directe de la souveraineté nationale. Le

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR

suprême.

CELLE CAULION n'apporte pas la garantie absolue que personne, ensuite, ne reviendra sur le pacte scellé entre le ple français et la Nouvelle-Calédonie, les gouvernants futurs qui seraient d'aventure tentés de s'y essayer, sans le consentement des principaux intéressés, porteraient atteinte à la volonté popu-

Cette précaution n'était pas inutile, après les précédents de 1963 et de 1986.

En 1958, les Calédoniens avaient fait confiance au général de Gaulle : au référendum du 28 septembre 1958 sur l'autodétermination de la Communauté française, ils avaient approuvé à 98,11 % (26 085 « oui » contre 500 - non -) la Constitution de la Ve République.

ALAIN ROLLAT. (Lire la suite page 12.)

SUPPLÉMENT TUNISIE

Un an d'état de grâce instituent le dialogue entre les

. Il y a un an, le 7 novembre 1987, le président Bourguiba était destitué et remplacé par le général Ben Ali. En quelques mois le paysage politique a profondément changé en Tunisie et, malgré de sérieuses difficultés économiques, l'état de chef de l'Etat, qui a engagé des échanges de vues avec l'opposi-

La célébration du premier anniversaire du nouveau régime, kındi à Tunis, sera le prélude à la signature d'un pacte national

différents courants de pensée. Dans un supplément spécial à le Monde fait le point sur quelques réalisations tunisiennes certaines, telle l'émancipation des femmes, commencées il v a longtemps, sous l'ancien prési dent Bourguiba, dont le nom n'a pes été rayé de l'histoire par son successeur. Cas pages évoquent aussi de grands projets et donnent la parole à M. Ismaii Khélil, gouverneur de la Banque

Pages 5 à 11.

Epidémie de «virus» informatiques aux Etats-Unis

Ordinateurs piégés

échappé de peu à une catas-trophe informatique après qu'un étudiant eut introduit, mercredi 2 novembre, par inadvertance selon lui, un « virus » dans un ordinateur de son université? Ce virus s'est ensuite propagé sur l'ensemble du territoire américain. Cette « épidémie », actuellement maitrisée, pose le problème de la sécurité des systèmes informatiques.

Dans la nuit du mercredi 3 novembre, les Etats-Unis ont été touchés par la plus grosse épidémie de « grippe informatique » de leur histoire. Des milliers d'ordinateurs, six mille selon les spécialistes, se sont mis à dérail-ler et à travailler avec une lenteur de tortue sur les programmes qu'ils étaient censés mener à bien. Révolution informatique? Lassitude des machines qui tournent habituellement à un train d'enser et répondent à la milliseconde près ? Non. Plus simplement, l'introduction, via le réseau de télécommunications Arpanet, qui connecte entre eux nombre de gros ordinateurs américains, d'un virus informatique dans les programmes des « Il n'y a pas eu de réels dom-

mages », si l'on en croit le programmateur en chef de l'université du Michigan. Seulement un

Les Etats-Unis ont-ils grand désordre, mais pas de perte de fichiers, semble-t-il. « Rien de catastrophique » donc pour l'offi-cier de sécurité du laboratoire très secret de Los Alamos (Nouveau-Mexique) et pour d'autres utilisateurs américains qui affirment que ce virus - n'a atteint que les systèmes qui ne possédaient pas de grandes garanties de sécurité » et qu'e il n'a, à aucun moment, affecté les systèmes informatiques de la défense nationale ». Le trop célèbre scénario de War Game, où un adolescent met le feu aux poudres en déclenchant, via un micro-ordinateur, une riposte atomique contre l'Union soviétique, n'était heureusement pas pour cette fois.

Reste que les virus sont une véritable catastrophe pour les centres informatiques. Leur principe est connu depuis déjà cinq ans, et leurs inventeurs, plus ou moins bien intentionnés, se multiplient hélas! en dépit des contremesures que tentent de mettre en place les fabricants d'ordinateurs. Schématiquement, le virus est une sorte de programme que l'on introduit dans un ordinateur et qui va se fixer - tel son homologue biologique dans la cellule dans les systèmes de fonctions élémentaires déterminant le bon fonctionnement des programmes.

> J.-F. AUGEREAU. -(Lire la suite page 14.)

G R A 5 5 E

Plus que jamais, "négritude et francité."



Ce que je crois

LEOPOLD SEDAR SENGHOR **CE QUE** JE CROIS

A L'ÉTRANGER: Algéria, 4,50 DA; Mirror, 8 dir.; Turninia, 700 m.: Allemagna, 2,50 DM; Autricha, 20 sch.; Belgiqua, 40 fr.: Canada, 1,75 S; Antilies/Réunica, 7,20 F; Cita-d'Ivoira, 315 F CFA; Dinnement, 10 kr.; Espagna, 175 pes.; G-8., 60 p.; Cales, 100 dr.; Hinnida, 20 co.; Sérégal, 335 F CFA; Subba, 14 ca.; Suissa, 1,80 fr.; USA, 1,50 S; USA (West; Coast), 2 S.

Dates

Le Monde

Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

Gérant: André Fontaine, cteur de la publication

Inhert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) Améré Laurem (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944,

Capital social: 620 000 F Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuvo-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woots. Réducteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



Tél : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** Tél.: (1) 42-47-98-72

Telf	FLANCE		部語	AND S
3	354 F	399 F	594 F	477
•	€ F	762 F	972 F	1 337 F
,	954 F	1 009 F	1404F	1952 F
1=	1 290 F	f 300 F	I 300 F	2530 F

ÉTRANGER: Par voie aérienne

tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre réglement

à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définités es grerineires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Jointre la dernière bande d'envoi à soute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 6 mois 9 mois 1 an

П	Ш	П	П
Nom			
Prénon	a :		
Adress	o :		
Code	postal : _		

Localité:

Il y a cinquante ans

La « Nuit de cristal »

ELON l'humour sadique qu'affectionnaient les nazis, le nom poétique de « Nuit de cristal » fut donné au pogrom déclenché dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938 contre les juifs du Reich à cause des tonnes de vitres d'appartements, de vitrines de magasins de vitraux des synagogues brisés qui jon-chèrent les rues d'Allemagne et celles de l'Autriche annexée, que les victimes durent débiayer elles-mêmes le lende-

Dès le 8 novembre, la Deutsche Allgemeine Zeitung avait annoncé que l'atten-tat commis la veille à Paris par le jeune juif polonais Herschei Grynszpan pour attirer l'attention du monde sur le sort de quelque quinze mille juifs polonais – dont sa famille – transférés en l'espace d'une nuit, dans des conditions inhumaines, vers la Pologne aurait les conséquences les plus graves pour les juifs. Le même jour, des manifestations antijuives, orchestrées par le parti nazi, se déroulèrent dans de nombreuses localités. Mais l'ordre du pogrom général n'intervint qu'au soir du 9 novem-

Comme tous les ans, la vieille garde nazie était réunie ce soir-là à Munich pour commémorer le putsch hitlérien de 1923, lorsque, peu après 21 heures, un courrier vint annoncer à Hitler que le secrétaire d'ambassade Ernst von Rath — la victime de l'attentat de Paris - avait succombé à ses blessures. Le chancelier se retira alors pour s'entretenir un moment avec Goeb-bels. Puis il quitta brusquement la réunion en se contentant de déclarer : « Il faut laisser le champ libre aux S.A. »

Un plan préalable

Si Goebbels apparaît, selon les nombreux témoignages de responsables nazis, comme le régisseur du pogrom ordonné par Hitler, l'existence d'un plan préalable semble corroborée par le fait qu'un télétype secret, signé Mitiler Gestapo II, est diffusé depuis Berlin à 23 h 55 à tous les services de la police d'Etat pendant que les principaux chefs SA présents à la réunion de Munich regagnent leur hôtel pour téléphoner les instructions de Goebbels à leurs sections régionales. Or, bien que la teneur du télétype de la Gestapo berli-noise rejoigne dans ses grandes lignes les ordres des chefs SA, ceux-ci en différent cependant sur quatre points importants :

1. S'il est question dans les deux cas d'incendier les synagogues, seule la Ges-tapo ordonne de s'emparer des archives et des objets du culte pour les mettre en lieu sur. Ordre qui ne sera que rarement suivi. 2. La décision d'arrêter vingt mille à

trente mille bommes juifs de seize ans à soixante ans - on arrêtera des vicillards de soixante-dix ans et plus - ne figure pas dans les instructions des SA.

3. Alors que le message de la Gestapo demande de traiter avec la plus extrême rigueur les juifs trouvés en possession d'armes, les SA ordonnent de les abattre.

4. Concernant la direction des opérations, le télétype Müller prévoit la partici-pation des SS et donne la responsabilité principale de la police d'Etat, alors que, selon le message des SA, « le Führer ne souhaite pas l'intervention de la police ».

En fait, les instructions que Heydrich, chef de la sûreté, transmettra par radio de Munich à 1 h 20, après consultation de Himmler et de Hitler, représentent une synthèse du télétype Müller et des instruc-tions des chefs SA. Ces instructions prévoient notamment : le contrôle par la police, sans intervention de sa part, des opérations de destruction et d'incendie afin d'éviter les pillages et d'éventuels dégâts aux biens - aryens - avoisinants, et l'arrestation de vingt mille à trente mille hommes, en priorité des notables, à transferer en camps de concentration. Ajout significatif des craintes de représailles qui existent encore à cette époque : interdiction formelle de molester des ressortissants étrangers, fussent-ils juifs.

Dès ! heure du matin, avant que les ordres de Heydrich aient été retransmis, les SA et les SS, généralement en civil, escortés de Jeunesses hitlériennes et d'une foule hétérogène, sont déjà à l'œuvre, Du nord au sud, de l'est à l'ouest du Reich, les synagogues, les maisons communautaires, les logements, les hôpitaux, les hospices de

personnes âgées, les orphelinats, les maga-sins subissent l'assaut de hordes déchainées aux cris de ; · Vengeance pour l'assassinat de von Rath!», « Mort à la juiverie internationale! », « Crève, Judas ! .-.

Partout, le portail des synagogues est enfoncé à coups de barres de fer ou même, comme à Leipzig, à l'aide d'une motrice de tramway. Avant d'être incendié, l'intérieur est saccagé. A Potsdam, le temple, surmonté de l'aigle prussien, du glaive et du sceptre, en souvenir de sa fondation à l'initiative de Frédéric II, ne pouvant être incendié parce qu'il se trouve à proximité de la poste centrale, est détruit avec des grenades à main.

A Berlin, le pogrom commence à 1 heure du matin, après que des équipes spécialisées ont isolé les institutions juives en coupant les lignes téléphoniques, débranché les installations électriques et de chauffage, cependant que la police

ment éclairée. De là, tous sont conduits sur la place du Marché, où ils doivent rester debout, à peine vêtus, jusqu'à 5 heures du matin. Les femmes, les enfants, les infirmes sont ensuite renvoyés chez eux, tandis que les hommes, auxqueis on a fait désherber un terrain avec leurs dents, seront acheminés sur le camp de Dachau,

A Stuttgart, où la réserve d'une partie de la population et les protestations de quelques pasteurs et théologiens protes-tants – dont l'évêque du Wurtemberg, Theophil Wurm - suscitent la colère du journal régional nazi, les appartements ont été épargnés. Mais la synagogue est réduite en cendres, et une foule médusée vient contempler les magasins détruits dans l'artère centrale, la Königstrasse, où les SS obligent les propriétaires à cacher les dégâts derrière des planches.

Des scènes d'une barbarie que le consul américain de Stuttgart qualifie d'« incroyable pour toute personne vivant



dévie la circulation des points névralgiques. Sept synagogues sont en flammes. Tous les magasins juifs, dûment signalés en vertu d'une ordonnance antérieure, sont bombardés à coups de pavés, saccagés et pillés, ce qui irritera an plus haut point le maréchal Goering, délégué au plan, qui aurait préféré qu'on tue deux cents juifs plutôt que de perdre des biens devant revenir à l'Etat.

Jusque dans les plus petites localités, les victimes sont tirées du lit, molestées, souvent jetées à la rue, voire tuées. Ainsi à Lesum, près de Brême, les trois juiss qui y vivalent encore - dont une vieille femme - sont abattus à coups de revolver. Fait nouveau : c'est la première fois que les nazis tuent indistinctement des hommes, des femmes, des adolescents

Dans le sud du Reich, la violence n'est pas moindre. A Munich, où la grande synagogue a été détruite quatre mois auparavant pour être remplacée par un parking, l'arrestation de six mille hommes commence à 3 heures du matin. A Nuremberg, où la synagogue avait été également démolie peu auparavant et l'ensemble des magasins juiss « arya-nisés » sur l'ordre du sinistre gauleiter Streicher, les SA saccagent les appartements juifs et maltraitent sauvagement leurs habitants. En ce haut lieu de l'antisémitisme depuis le Moyen Age, on dénombrera neuf tués dans des conditions indescriptibles et dix suicidés - dont la moitié sont des femmes - pour la seule journée da 10 novembre.

La ville voisine de Fürth n'est pas en reste. A 2 heures du matin, tous les juifs, même les enfants en bas âge, les malades, les femmes enceintes, sont arrachés du lit, emmenés d'abord au théâtre, où les uns sont parqués dans la salle obscure pour voir les autres battus sur la scène violem-

au vingitème siècle dans un pays civilisè » se déroulent aussi à Francfort, qui compte un nombre particulièrement élevé d'insti-tutions juives, à Mannheim, Heidelberg, Karlsruhe, dans les villes de la Ruhr. Même dans une ville d'eaux internationale comme Baden-Baden, où, cependant, pour ne pas effrayer les curistes étrangers pourvoyeurs de devises dont le Reich a grand 7 heures du matin et les arrestations sont opérées par des policiers en uniforme de sortie. Ce qui n'empêchera pas les violences à l'intérieur des bâtiments, y compris la synagogue, où les victimes, contraintes de fouler aux pieds un manteau de prière (talith), doivent écouter d'abord la lecture d'extraits de Mein Kampf faite par l'un des leurs à la table de l'officiant, puis chanter en chœur le Horst Wessel Lied avant leur transfert et l'incendie du sanctuaire.

Dans certains cas, comme à Francfort ou à l'orphelinat de Dinslaken près de Cologne, les victimes osent répondre aux SA et SS stupéfaits en récitant en chœur la prière du Schema Israel. « Ecoute Israël, l'Eternel est notre dieu, l'Eternel est unique. »

Le 10 novembre à 17 heures, la presse berlinoise est la première à annoncer l'ordre de Goebbels d'arrêter le pogrom. A 20 heures, toutes les stations radiophoniques du Reich transmettent l'appel à mettre fin à la phase « spontanée » de l'action antijuive. La phase « légale » prendra le relais deux jours plus tard. Au total, le Tribunal suprême du parti estime à quatre-vingt-onze le nombre de personnes tuées, suicidées, mortes des suites de bles-sures durant la « Nuit de cristal ». Nombre auquel il faut ajouter quelque deux mille morts durant ou après l'internement dans les camps de Buchenwald, Sachsen-hausen et Dachau. Sans parler des biens saccagés et pillés et du milliard de marks

d'amende exigé par l'Etat pour le meurtre d'amende exigé par l'Etat pour le meatre de von Rath. Somme prélevée sur les 7 milliards d'avoirs juis placés, en vertu d'une ordonnance d'avril 1938, sous le contrôle de l'Etat et dont Goering, en sa qualité de délégué au plan, pouvait dispo-ser « selon les besoins de l'économie alle-

A cette époque, l'objectif n'était pas encore la « solution finale ». Il s'agissait pour les maîtres du IIIe Reich de rendre le pays judenrein, de le débarrasser de ses juifs, après les avoir préalablement dépouillés de la plupart de leurs biens. Or malgré cinq années de mesures discrimi-natoires, force était de constater que les trois quarts des cinq cent vingt-cinq mille juifs vivant en Allemagne en 1933 et les quelque cent mille convertis et enfants de queique cent mintes » qui leur étaient partiel-lement ou totalement assimilés par la législation raciale s'étaient refusés à quit-ter le pays pour un exil incertain. A ce nombre étaient venus s'ajouter depuis l'Anschluss les cent quatre-vingt-douze mille juifs d'Autriche. D'où l'idée de radicaliser la contrainte à l'émigration par la terreur, inspirée sans doute par l'effet spectaculaire des persécutions sauvages contre les juifs de Vienne au lendemain de

«Exterminer la pègre juive»

Or, après l'échec de la conférence d'Evian qui avait réuni. en juillet 1938, à l'initiative du président Roosevelt, les délégués et observateurs de trente-cinq Etats pour résoudre le problème de l'accueil des réfugiés du Reich et après l'assurance donnée par la France qu'aucun des Etats participants à la Conférence d'Evian « ne conteste au gouvernement allemand le droit absolu de prendre à l'égard de certains de ses ressortissants des mesures qui relèvent de sa souveraineté -. Hitler avait acquis la conviction qu'il pouvait traiter désormais ses juiss comme bon lui semblait, afin d'obtenir leur départ à tout prix.

En ce sens, la « Nuit de cristal » constitue un tournant décisif de la politique antijuive du Reich, dans le cadre d'une préparation accélérée à la guerre. La panique qu'elle provoque parmi les victimes permit à ses instigateurs de réaliser un premier objectif : le volume de l'émigration atteignit entre 1938 et 1939 celui des cinq années précédentes. De plus, le pogrom ouvrait la voie à une série de décrets et d'ordonnances visant à l'isole-ment complet et à la paupérisation totale des juifs restès dans le Reich.

Ce qui attend les vicillards, les femmes scules, les malades, les enfants qui ne peuvent pas pertir et les responsables communautaires qui ne se résolvent pas à les abandonner est clairement anno schwarzen Korps, organe des SS, qui joue le rôle d'annonciateur de la politique anti-juive. « A ce stade d'évolution, conclut l'article, nous nous trouvons confrontés à la dure nécessité d'exterminer la pègre juive de la même façon que, dans notre Etat sonde sur l'ordre, nous exterminons les criminels, c'est-à-dire par le feu et l'épée. Il en résultera la fin effective du judaïsme en Allemagne et sa complète extermination. >

Cet ultime avertissement fut transmis aux autorités américaines par l'ambassa-deur des Etats-Unis à Berlin. Le New York Times le publia dans son édi-tion du 23 novembre 1938. Il ne fut pas entendu. Si la plupart des pays — y com-pris le Portugal de Salazar — protestèrent contre la barbarie du pogrom, bien peu se montrèrent disposés à ouvrir leurs frontières aux persécutés.

En cette fin d'année 1938, marquée par l'engrenage des abandons des grandes démocraties occidentales devant la politique de force hitlérienne, le rideau tomba sur le progrom de la « Nuit de cristal ». dont les spectateurs n'avaient pas compris qu'elle annonçait une tragédie infiniment plus vaste et plus meurtrière dans laquelle un grand nombre d'entre eux deviendraient à leur tour des victimes abandon-

RITA THALMANN,

Auteur, avec Emmanuel Feinermann, de la Nuit de cristal, 9-10 novembre 1938 (Laffont, 1972).

"GRAND JURY" RTL-Le Monde dimanche 18 h 15 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE avec Michel COLONNA d'ISTRIA et Jean-François LACAN (Le Monde). Philippe CALONI et Béatrice HADJAJE (RTL)

I dialogi

344 G

医多种性 医甲基甲基

CILLE B. T. E.

and the second second

Manager 1

114

Many Color

Etranger

Le conflit cambodgien

Le dialogue Sihanouk-Hun Sen reprend à Fère-en-Tardenois

Une troisième série d'entretiens entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, s'ouvre, lundi 7 novembre, à Fère-en-Tardenois, dans la région pari-

We won Hard S.

Tanillard: Care. White there are " mouritle at 17

manife de desegui.

and a spilling and the state

BOOL IED CHARLES & S. L.

laye judency,

battperes, febres at-

PUR SPRACES de Land

mile the art on A.

Charles and the contract

Maintature tal tre

CAMERING ICA CO

Metaculaur de p

Or, après Trebe.

TENER OUI SUST ! ..

Tiellietere du -/

Blace poor 12/2

Personal description of

State parties

ellemant to go

Some Wapper's ten a con-

anginier de K. PROPERTY AND A CO.

and the other pro-

property object that alreading with an above population and

AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PA

The Park Property of the Park

Em ger geben."

Maring and . -

B. Marie C. Walter

Santhair, Marine To

Mary Mary 1975

plates de la maria. Rota familia esa

Agree to an in-

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

CONTRACTOR STATE

建筑 建物体的特别 在一一

🚧 🤲 "I na rai-i

Butte in Bustes

The section 2 is a

Trengthanian Sin .

BE PERSON ...

THE RESIDENCE OF

AND PARTY OF

A STATE OF THE STATE OF T

機構業でおる。とうな

Maria de Maria

Ministraes de la composit

Carried Sans for the said

PROPERTY.

RA DE MEN. To . To ... PROPERTY.

and Aleks

EXH M

27.45 NOT 20

the fe parts in the contract of

Maille goods of Australia

AND THE STREET, STREET, ST.

Control les juris de la company

· Exterminer la pegre juig

Cette rencontre, à laquelle doit se joindre M. Son Sann, chef de file de l'autre faction non communiste de la resistance khmère, intervient après l'adoption à une majorité record, jeudi, par l'Assemblée générale de l'ONU, d'une motion exigeant le retrait du Cambodge de toutes les forces étrangères (une référence aux troupes vietnamiennes) et le ur aux politiques et aux pratiques universellement condam-nées d'un passé récent » (une allusion aux crimes des Khmers

Le dialogue Sibanouk-Hun Sen reprend également après les entre-tiens, qualifiés de « constructifs et utiles par la partie américaine, qu'ont eus à Paris, mercredi, MM. Gaston Sigur et Igor Rogat-chev, les diplomates américain et soviétique en charge notamment du dossier cambodgien. Signe des temps, Pékin a approuvé ces pourparlers soviéto-américains, pour peu qu'ils « visent à pousser le Vietnam à retirer ses troupes le plus tôt pos-sible du Cambodge et à rechercher une solution équitable et raisonna-

La situation - a considérablement évolué » — ainsi que l'a déclaré M. Hun Sen jeudi, à son arrivée à Paris — depuis les deux premières rencontres entre le prince et le jeune premier ministre de Phnom-Penh, en France, en décembre 1987 et en janvier dernier. Tout d'abord, la perspective d'un sommet sino-soviétique s'est rapprochée - on parle du pre-mier semestre de 1989 - et celle

d'un règlement cambodgien s'est, du coup, nettement renforcée. Ensuite, paraît désormais acquis que le Vietnam retirera, quoi qu'il arrive, toutes ses troupes du Cambodge l'an prochain. Hanoï compte d'ailleurs, dès le mois de décembre, rapatrier plus de trente mille soldats du Cambodge, soit le tiers de ses effectifs

Toutefois, l'organisation de cette nouvelle rencontre entre le prince, qui a démissionné le 10 juillet de ses fonctions de président de la résis-tance, et M. Hun Sen s'est heurtée à de sérieux obstacles, les questions de protocole rejoignant les problèmes de fond. Les entretiens devaient s'ouvrir samedi à l'hôtel Crillon, à Paris. Vendredi après-midi, les deux parties ont fini per s'entendre sur une rencontre à Fère-en-Tardenois, dans une apperet où Sibanous et dans une auberge où Sihanouk et Hun Sen s'étaient reucontrés, pour la première fois, en décembre 1987. Pendant plusieurs jours, en effet, des questionss de préséance ont failli provoquer l'ajournement de la réu-

> Une « liste moure »

Le prince Sihanouk a invité les deux autres factions khmères – le Front de M. Son Sann et les Khmers rouges — à participer aux entretiens, ce qui pose anjourd'hui un double problème. M. Son Sann, qui a cepté et était attendu à Paris pendant le week-end, a créé un très net embarras, mercredi à l'ONU, en déclarant que la résolution sur le Cambodge visait • essentiellement le régime de Phnom-Penh •, susci-tant ainsi la profonde irritation des sihanoukistes et des auteurs du texte (les six Etat non communistes de l'Association des nations de l'Asie du Sud-est, qui soutiennent la résis-tance khmère).

(Suite de la première page.)

prendrait un coup supplémentaire.

doute serait-ce plus grave encore -

c'est toute la politique de la « peres-

ration avec l'Ouest.

représentant attitré des Khmers rouges, il n'a pas répondu positivement à l'offre du prince Sibanouk et sa présence semble d'autant moins probable que, depuis, M. Hun Sen a déclaré qu'il refuserait de le rencon-trer, le plaçant à son tour sur la liste noire des dirigeants khmers rouges tenus pour responsables des tueries des années 1975-1978. Au cas où un Khmer rouge se rendrait à Fère-en-Tardenois, il s'agirait d'un diplomate de second rang, en l'occur-rence le représentant du Cambogde

Alors que la détente internationale et, notamment, le rapproche-ment sino-soviétique facilitent la recherche d'un règlement cambodgien, les divisions, malentendus et méliances entre Khmers prennent, automatiquement, davantage de relief. Tandis que le consensus en faveur d'un règlement se renforce sur le plan international, la négociation entre des factions cambodres, soumises à des pressions de plus en plus convergentes pour s'entendre, passe au premier plan.

Chaque camp a ses atouts, les Khmers rouges une armée et Hun Sen une administration. Mais, conforté par le large soutien interna-tional dont il dispose aujourd'hui, le prince Sihanonk semble vouloir se situer an-dessus de la mêlée, alors que M. Hun Sen tient à être traité sur un pied d'égalité dans un dialo-gue qu'il souhaite à deux - avec le prince, - donc sans y associer M. Son Sann et les Khmers rouges. Sur le fond, Phnom-Penh veut, de la même façon, que les concessions

M. Hun Sen exige, en premier lieu, que le prince Sihanouk renouce, dans le cadre d'un règle-ment. à réclamer le « démantèlement, à réclamer le « déma ment » de l'« Etat » dont il est le

emier ministre. Il veut, en particutration qui gère le Cambodge depuis 1979, sous la protection des troupes vietnamiennes. En échange, il semble plus souple sur d'autres points : question d'un gouvernement d'union - il n'exigerait plus sa formation après des élections - et le contrôle international de l'ensemble

Entre-temps, après avoir long-temps observé une grande réserve, la France est entrée, à son tour, dans la danse en exprimant le vœu de jouer le rôle d'« Intermédiaire déterminant -, M. Hun Sen a été accueilli, cette fois, avec quelques égards, en dépit du fait que Paris n'entretient aucune relation avec Phnom-Penh et ne reconnaît que le prince Sibanouk. Toutefois, la position française demeure en retrait par rapport à celles de Washington ou de Londres, qui soutiennent beaucoup plus activement Sihanouk et ses partisans.

Cette nouvelle session de pourparlers entre Cambodgiens s'amorce sans programme ni calendrier et dans une atmosphère peu encoura-geante. On ignore quel rôte jouera M. Son Sann ainsi que l'éventuel représentant des Khmers rouges. Entre une solution bipartite et une formule quadripartite de règlement le choix ne semble tonjours pas fait. Invités, de plus en plus, à s'entendre, jours pas partager la même concep-tion du Cambodge, y compris quand il s'agit — dans le cas du prince Sihanouk et de M. Hun Senn — de faire face à des Khmers rouges qui, tout en se préparant à une phase de lutte politique, n'ont renoncé ni à leurs méthodes ni à leurs appétits de

JEAN-CLAUDE POMONTI.

CORÉE DU SUD

La déchéance de l'ancien président Chun Doo-hwan

L'ancien président sud-coréen Chun Doo-hwan a accepté de faire des excuses publiques au pays pour la corruption et les violations des droits de l'homme qui ont entaché ses huit années de règne, a annoncé, vendredi 4 novembre, le président du Parti pour la justice et la démocratie (PJD) au pouvoir, Yun Giel-joong. De violents affrontements, sans doute les plus durs depuis le début de l'année, ont eu lieu, jeudi 3 novembre, dans les rues de Sécul entre des milliers de policiers et d'étudiants. Ces derniers tentaient d'accéder au domicile de l'ancien président Chun Doo-hwan — protégé par une ving-taine de milliers de policiers — pour procéder à son « arrasta-tion » et à son « exécution ».

en février dernier, M. Chun a vu s'effriter jour après jour son image d'homme d'Etat. Ce fut d'abord l'arrestation puis la condamnation à sept ans de prison pour détoumement de fonds de son frère cadet, suivie, il y a qualques jours, de celle de l'ancien maire de Séoul (l'un de ses proches) à cinq ans pour pots-de-vin. Son frère aîné est à son tour sur la sellette pour une sombre affaire de trafic d'influence dans la police; on le mafia de Yongsan ». L'Associa-tion pour la promotion de la nouvella génération, dont l'épousa de l'ancien président, Mes Les Soon-ja, vient d'être contrainte de démissionner, fait également l'objet d'enquêtes : on a découvert parmi ses généreux dona-teurs des sociétés au bord de la banqueroute, contraintes de passer à la caisse pour des sommes considérables, rapporte le Korea Hereld.

Depuis qu'il a quitté le pouvoir

Plus grave encore est l'affaire des « camps d'entraînement » de Samchong. En 1980 et 1981, des dizaines de milliers de « délinquants » avaient été envoyés se « purifier » par le travail dans des camps tenus per

défense a révélé en octobre à une des commissions parlemenles abus du régime précédent que cinquante détanus étaient pectes ; six ont été battus à mort at les dossiers de neuf autres ont été détruits. L'armée a aussi reconnu la mort par e suicide en reison de mesures disciplinaires » de deux mille deux cent cinquante-quatre militaires, et dix autres, tués par leurs supérieurs depuis 1980, année de l'arrivée au pouvoir du général

La déchéance de l'ancien dictateur pourrait servir son excollaborateur, depuis lors converti à la démocratie, le président Roh Tae-woo. Ce demisr a en effet promis d'achever de restaurer les libertés dans un pays où parsiste encore une législation d'exception anticommuniste et où des prisonniers politiques sont toujours détenus. Ce qui renforcerait encore son prestige au moment où il se lance dans une diplomatie € d'ouverture » en direction de Pyongyang.

PATRICE DE SEER.

MALDIVES

Les auteurs du putsch manqué capturés par la marine indienne

La marine de guerre indienne a arraisonné, samedi 5 novembre, le navire à bord duquel les auteurs d'un coup de force, l'avant-veille à Malé, avaient pris la fuite. Les otages, y compris le ministre des transports et de la marine marchande, seraient saufs. Entre-temps, les parachutistes indiens, qui avaient maté la tentative de coup d'Etat contre le président Gayoom, ont commencé à évacuer l'archipel des Maldives. Le bilan des victimes du putsch manqué est de douze à vingt tués. On compte également une cin-quantaine de blessés, dont certains grièvement

Les Etats-Unis se sont félicités de l'intervention militaire indienne. Selon M. Gandhi, le contingent indien n'a subi aucune perte et un nombre indéterminé de «rebelles armés - ont été capturés. La natio-nalité de ces derniers n'a pas été pré-cisée, mais il s'agirait bien de Tamouls sri-lankais. De son côté, l'ancien président des Maldives, M. Ibrahim Nasir, exilé à Singapour, a démenti toute implication dans le putsch. — (AFP, Reuter.)

> La visite du premier ministre bangladeshi à Paris

Signature de deux protocoles d'aide

La France et le Bangladesh ont signé, jeudi 3 novembre, à l'occasion de la visite à Paris du premier minis-tre bangladeshi, M. Moudud Ahmed, deux protocoles concréti-sant l'aide promise en septembre à la suite des inondations qui ont

affecté le pays du Delta. L'un de ces protocoles, d'une valeur de 30 millions de francs. porte sur la livraison de blé, et l'autre est un accord financier, d'un montant de 20 millions de francs, qui seront consacrés au programme de reconstruction du pays. Après avoir rencontré MM. Mit-

terrand et Rocard mercredi et jeudi, le chef du gouvernement bangia-deshi a exprimé, vendredi, au cours d'une conférence de presse, sa confiance dans le gouvernement français dont il est « sur qu'il continuera a nous cider ».

La visite de M. Ahmed s'inscrit dans la perspective d'une séance de l'ONU, le 16 novembre, au cours de laquelle le cas du Bangladesh doit être évoqué. Venu quérir le soutien de la France, qu'il a quittée samedi, le premier ministre s'est auparavant rendu en Grande-Bretagne et en Belgique. Dans ces deux pays, il s'est gique. Dans ces deux pays, a de sécurité franco-allemanus de sécurité fran

ports de « confiance » et de « solida-Dans le premier cas, il contribuerité - avec les Etats-Unis, l'exemple rait à souligner plus encore l'affront subi par la puissance soviétique, et sur lequel fonder les tentatives de compromis dans les autres grands conflits régionaux. Si, demain, le ce ne serait alors pas seulement son autorité nationale et internationale qui en sortirait amoindrie. Ce serait Kremlin devait se résoudre à se réengager réellement en Afghanis-tan, M. Gorbatchev essuierait un aussi la crédibilité du statut de super-puissance de l'URSS qui en échec personnel de première gran-Dans le second cas - et sans

Prudence

qu'elle n'en est plus guère intimi-dante. Les nouvelles « unités Plus profondément, ce règlement doit être une pierre angulaire du dotées d'armes plus perfectionnées » ne sont envoyées que pour notamment pas le traité sur l'éli-

troupes dont le temps de service expire. Et cette relève n'impliquerait pas - • je veux le souli-gner », a déclaré M. Bessmertnykh, - d'augmentation de la présence soviétique en matériel ou Quant aux missiles sol-sol que

Moscou veut obliger Washington à faire pression sur la résistance afghane

le régime de Kaboul a commencé résistance (des Scud-B), ils ne seraient en aucune manière destinés à des frappes sur le Pakistan, · Ils sont uniquement employés, a déclaré le premier vice-ministre. contre les stocks de matériel et d'armes utilisés contre les unités militaires soviétiques et les villes afghanes. » Ces livraisons ne violent, de surcroît, a-t-il ajouté. aucun accord international et

- partiellement - relever les mination des missiles de moyenne Genève, les derniers soldats soviéportée, puisqu'il s'agit là d'armes d'une portée de 300 kilomètres.

> L'expression de « suspension du retrait » ne figure, enfin, pas dans la déclaration officielle lue par M. Bessmertnykh. Elle n'a été employée qu'en réponse aux questions qui lui ont été posées ensuite et qui lui ont donné l'occasion de dite: - L'important n'est pas la date à laquelle ce retrait reprendra, mais celle à laquelle il sera achevé. »

En principe, c'est le 15 novem-bre que l'URSS aurait dû entamer la seconde phase du rapatriement des cinquante mille hommes qui lui restent en Afghanistan, depuis le départ, en août dernier, de la première moitié du contingent. D'après les accords de

tiques devraient avoir quitté le pays le 15 février prochain, et les mesures annoncées vendredi ne constituent ainsi pas une violation formelle des accords conclus en avril dernier.

M. Bessmertnykh a d'ailleurs insisté sur la volonté de Moscou de respecter les engagements pris mesures de protection et de légitime défense » qu'il a annoncées vendredi par la violation des accords dont se seraient rendus coupables « les chefs de l'opposition afghane basés à Peshawar ». Grâce à des armes fabriquées « aux Etats-Unis et dans d'autres pays et livrées à travers la frontière pakistano-afghane », les - bandits - auraient ainsi développé, à la faveur du retrait soviétique, leurs activités militaires et « terroristes » dirigées » en permier lieu - contre la population

Durant le seul mois d'octobre, a affirmé le premier vice-ministre, 230 personnes auraient ainsi été tuées et 580 blessés dans les villes ou villages. Dans la seule capitale, a-t-il encore dit, 750 civils afghans ont été tués depuis le 15 mai, et, - ces derniers temps -, les attaques se sont concentrées sur les troupes soviétiques. Aucun chiffre de victimes n'a été donné là par M. Bessmertnykh, qui a, en revanche, fait état de 555 . incidents » et de « pertes ».

La seule phrase qui sonnait plus comme une menace que comme une mise en accusation de la résistance afghane, du Pakistan et des Etats-Unis, aura finalement été qu'il faut, pour que l'URSS respecte les accords de Genève, - qu' « ils soient une réalité, qu'ils soient observés par les autres parties ».

Cela allait sans dire, et, concrètement parlant, M. Gorbatchev ne pouvait et ne peut pas faire beaucoup plus que donner à voir aux opinions et aux gouvernements occidentaux l'inconfort de la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui. . L'Union soviétique, conclut la déclaration de vendredi, part de l'idée que c'est précisément par des moyens pacifiques et uniquement pacifiques que les problèmes afghans peuvent être résolus. Les États-Unis et le Pakistan devraient user de leur influence sur les unités de bandits afin de mettre fin à l'effusion de sang dans ce pays qui souffre tant. »

BERNARD GUETTA

troika» qui serait remise en ques-tion. Car, objectif prioritaire de C'est si vrai que la déclaration M. Gorbatchev depuis son arrivée lue, vendredi, devant la presse par au pouvoir, le règlement afghan ne le premier vice-ministre des doit pas être seulement la fin d'une aventure où Moscou n'a fait que per-dre hommes, argent, soutiens du tiers-monde et possibilités de coopéaffaires étrangères, M. Bessmertnykh, comprend tant de prudence

Diplomatie

Le sommet de Bonn

Une chaîne culturelle franco-allemande verra le jour en 1990

BONN

de nos envoyés spéciaux

MM. François Mitterrand et Helmut Kohl ont conclu, vendredi 4 novembre, les cinquantedeuxièmes consultations francoallemandes en se félicitant du bon climat de travail entre les deux gou-vernements. La principale décision annoncée a été celle de la création, le 1° janvier 1990, d'une chaine culturelle franco-allemande.

Pour le reste, Bonn et Paris sont décidés à agir en commun à l'égard Moscou et des autres pays du pacte de Varsovie, ainsi que pour la préparation du grand marché européen de 1993. Ces deux questions ont été largement évoquées par le chancelier et le président de la République en prevision des voyages de M. Mitterrand à Moscou et de M. Kohl à Washington, ainsi que du prochain conseil européen de Rhodes.

M. Kohl a indiqué que la procédure de ratification des protocoles additionnels au traité de l'Élysée instituant un conseil économique et financier et un conseil de décense et de sécurité franco-allemands devrait

objections soulevées par le Parti social-démocrate ouest-aliemand à propos de la dissuasion nucléaire semblent avoir été levées par la rédaction d'un exposé des motifs indiquant qu'il ne saurait y avoir de stratégie de défense fixée une fois pour toutes.

Le désir mest-allemand de voir se créer parallèlement un conseil franco-allemand de l'environnement a été jugé prématuré. Il a sculement été convenu entre les eux ministres concernés, MM. Töpfer et Lalonde, de mettre en place un groupe de tra-vail chargé de ces questions. Les positions des deux pays dans ce domaine continuent à faire l'objet de controverses, notamment sur l'introduction rapide des pots catalytiques sur les automobiles.

Maigres résultats également dans le domaine de l'éducation : M. Lionel Jospin, était apparemment arrivé peu préparé à Bonn. Une fois de plus on n'est pas allé bien au delà des déclarations d'intention sur l'apprentissage de la langue de l'antre, dont la nécessité a pourtant été réaffirmée par M. Mitterrand au cours de la conférence de presse de clôture.

H. de B. et L. R.

Le noyau d'une télévision européenne

La chaîne franco-allemande se substituera à la SEPT, dont les missions et la structure devront changer dès l'année prochaine. Une nouvelle société de droit français, dont le siège sera à Strasbourg, sera constituée et financée à parts égales par la SEPT côté français et par les deux chaînes publiques allemandes, ZDF et ARD. Cette société disposers du budget de société disposera du budget de la SEPT et d'une somme égale prélevée sur la redevance allemande, soit au total entre 800 et 900 millions de francs.

Le chaîne utilisera le canal attribué à la SEPT sur le satellite français TDF 1 et les réseaux Ablés, ainsi que la norme D 2 MAC Paquet qui permet la diffu-sion d'un même programme en plusieurs langues simultanément. Noyau d'une future télévision culturelle européenne, elle à pour objectif d'« apporter aux Européens issus d'espaces linguisti-ques différents une femiliarité accrue avec les langues des partenaires » et pourra s'ouvrir à d'autres organismes de radiodif-

Le sommet de Bonn a été l'occasion de rendre publique la composition du haut conseil cultural franco-allement dont la création avait été annoncée à la fin de 1986 et dont la mission

est de e suscitar des activités culturelles communes et de pré-senter aux gouvernements des propositions ». Il est formé de dix représentants des deux pays (1) Allemand et un Français. OLIVIER SCHMITT.

(1) Pour la France : Gilbert Amy (compositeur), Michel Batail-lon (Théâtre national populaire, Villeurbanne), Christian Bourgois (éditeur), Patrice Chéreau (Théà-(enteur), Patrice Cherean (Inca-tre des Amandiers), Georges Arthur Goldschmidt (écrivain, tra-ducteur), Pierre Laffrite (président de l'Association pour la science et la technique), Jacques-Louis Lions (président du Centre national d'études spatiales), Jeanne Morean (comédienne), Suzanne Pagé (Musée d'art moderne de Paris), Michel Tournier (écrivain).

Pour la RFA : Clara Burckner (Association fédérale du film). Ludwig Harig (écrivain), Otto Herbert Hajek (sculpteur), Her-bert Heckmann (Académie de le langue et de la poésic), Glinter Könemam (intendant de l'Opéra de Karlsruhe), Siegfried Palm (musiciea), Welfgang Rihm (pré-sident du conseil allemand de la musique), Katharina Schmidt (conservatrice de musée), Franz Seitz (industrie du film), Peter Stein (metteur en schne de théi-



Europe

Du 7 au 11 novembre

Le prince Charles sera reçu en France quasiment comme un chef d'Etat

LONDRES

de notre correspondant

L'existence d'une famille royale présente cet avantage de pouvoir faire de la politique sans en avoir l'air. La maison de Windsor est rompue à cet exercice et devrait en fournir une preuve de plus lors de la visite de cinq jours que doivent effectuer en France, à partir du lundi 7 novembre, le prince de Galles et son épouse, Diana. La République, de son côté, ne déteste pas déployer ses fastes pour des occasions de ce genre. Ce déplacement a tous les aspects d'une visite d'Etat, hormis ce terme lui-même, qui est réservé à la reine, comme en témoignent les honneurs militaires rendus à l'arrivée et au départ et le dîner solennel offert lundi soir, à l'Elysée, par M. Mitterrand.

Le prince Charles est selon son entourage, très satisfait du programme qui lui a été proposé. Celuici fait une large place à l'architecture et à l'urbanisme, conformément aux préoccupations récemment exprimées dans un film que l'héritier de la couronne a réalisé lui-même pour la BBC et dans lequel il s'en est pris avec vigueur aux architectes britanniques contemporains. Le prince Charles visitera ainsi la Pyramide du Louvre, l'Arche de la Défense et le quartier rénové situé derrière la gare Montparnasse. Dans son documentaire il avait donné les architectes français en exemple à leurs collègues britanniques. Déplorant les bouleversements apportés à la silhouette traditionnelle de Lon-

dres par plusieurs constructions modernes, il s'écriait : « Imagine-ton les Français faisant la même chose sur les berges de la Seine? ». Cette visite permettra peut-être de savoir s'il maintient ce jugement très favorable, mais un de ses conseillers exclut de toute façon qu'il prenne position de façon abrupte.

La même réserve est prévisible à propos de l'Europe, un sujet que le prince devait aborder lundi soir à l'Elysée, lors du discours le plus important de sa visite, mais dans lequel il n'est pas question, quelles que soient ses convictions personnelles, qu'il se démarque trop ostensiblement de la position, hostile à la supranationalité », proclamée le 20 septembre dernier de façon retentissante, à Bruges, par Mª Thatcher, Les rapports francobritanniques permettent plus de liberté. N'est-ce pas le roi Edouard VII qui, lors d'un banquet à Paris en 1903, créa l'aumosphère favorable à la signature de l'Entente cordiale, un an plus tard ?

Ariane, Chartres, Chambord

Accueilli à Orly par M. Michel Rocard, le prince de Galles doit avoir, landi en fin d'après-midi, an entretien avec le président de la République avant le diner à l'Elysée. Mardi matin, il se rendra au musée d'Orsay, avant d'être reçu à l'Hôtel de Ville par M.Jacques Chirac et de déjeuner avec son épouse, à Matignon, avec M. et M. Rocard. Il rencontrera

M. Roland Dumas, le ministre des affaires étrangères, mardi après-midi, à l'hôtel de Marigny où il habitera pendant son séjour parisien. La soirée sera consacrée à un dîner en bateau-mouche.

Le prince de Galles se rendra mercredi matin anx installations d'assemblage de la fusée Ariane, aux Mureaux, puis à l'Institut national agronomique, à Thiverval-Grignon. Le couple princier visitera les châteaux de Chenonceaux et de Chambord dans l'après-midi avant de dîner, le soir, avec le ministre de culture et de la communication, M. Jack Lang.

La matinée de jeudi présentera un mélange inattendu : la cathédrale de Chartres et les magasins Marks and Spencer du boulevard Haussmann. L'héritier de la couronne parlera de la perspective du marché unique européen, le même jour, au cours d'un déjeuner à la Chambre de commerce de Paris, avant de participer, en présence d'un groupe d'hommes d'affaires britanniques, à un entre-tien entre le ministre français de l'industrie, M. Roger Fauroux, et son collègue britannique, lord

Enfin, le prince Charles assistera, en compagnie de M. Mitterrand, aux cérémonies du soixante-dixième anniversaire de l'armistice, le Il novembre à l'Arc de triomphe. Il revêtira son uniforme de colonel honoraire des Welsh Guards, dont un détachement défilers à cette occasion. Le prince de Galles et son épouse regagneront Londres le 11 novembre, en fin d'après-midi.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Proche-Orient

LIBAN

Deux gouvernements, deux Sûretés... et bientôt deux chefs de l'armée

BEYROUTH

de notre correspondant Institutions après institutions, ser-

vices publics après services publics, la déliquescence du Liban se fait de plus en plus - officielle -. Sans pré-sident de la République depuis le 23 septembre, le pays était déjà doté de deux - gouvernements - - l'un chrétien, l'autre musulman - puis la Sûreté fut dédoublée (le Monde du 18 octobre), chacune des deux « autorités » ayant nommé son directeur à la tête de cet organisme, devenu ces organismes.

L'armée, quant à elle, si elle était, de fait, divisée depuis longtemps entre • brigades • à majorité chré-tienne (à l'est) et à majorité musulmane (à l'ouest), n'en avait pas moins gardé jusque-là un seul chef. Or le risque grandit anjourd'hui de voir prochainement deux commandements. Le gouvernement de Beyrouth-Ouest, dirigé « par inté-rim » par M. Selim Hoss a, en effet, chargé son ministre de la défense, M. Adel Osseirane, de réorganiser l'armée en fonction de la conduite de son commandement, le général Michel Aoun, « qui s'est immiscé dans la politique », étant devenu, lui aussi, premier ministre, nommé à cette fonction par M. Amine Gemayel, le jour où celui-ci quittait la présidence.

Toutefois, d'accord avec M. Hoss, M. Osseirane se contenterait de nommer un chef d'état-major, en l'occurence le général Sami Khatib, conciliation, chargé simplement d'assurer l'intérim du commandement en chef. Une mesure partielle que récuse l'un des dirigeants de l'Ouest, le chef druze Walid Journblatt, qui a laissé, à cette occasion, exploser sa colère contre les sun-

Ce que veut M. Joumblatt, c'est la refonte pure et simple de l'armée, ou plutôt des brigades situées hors du - réduit chrétien - et leur fusion avec les milices du camp musulman, au sein d'une force commune sous couvert de laquelle celles-ci - prin-cipalement le PSP de M. Journblatt et Amal chiite, éliminées de Beyrouth-Ouest après l'intervention syrienne de février 1987 - opéreraient leur retour.

M. Joumblatt à Damas

La colère du chef druze s'est traduite par des mots d'une rare aménité puisqu'il a traité les sunnites d'« enturbannés » à « la solde de Michel Aoun », qu'il aliait » attendre au tournant ». Car les dirigeants sunnites, pour lesquels un retour des milices serait un véritable cauchemar, ne veulent pas en entendre parler. Comme on ne connaît pas encore les intentions syriennes à ce propos, le malaise grandit dans le camp musulman. Au lendemain de sa sortie, M. Joumblatt a pris le chemin de Damas, sans que l'on sache exac-tement s'il s'agissait, de la part du gouvernement syrien, d'un rappel à l'ordre pour calmer ses ardeurs ou, au contraire, d'un geste destiné à bien faire comprendre qu'il agit pour le compte de la Syrie.

En tout état de cause, et même sous une forme - édulcorée -, le general-premier ministre Aoun rejettera certainement les mesures prises par . l'autre . gouvernement, qu'il ne reconnaît pas plus que celui de M. Hoss ne reconnaît le sien. La simple dualité ne suffisant pas, chacun des deux « cabinets » s'emploie à contester systematiquement, ou presque, les décisions de l'autre. Le simple - Libanais n'a d'autre solution que de souffrir un peu plus dans sa vie quotidienne. Ainsi pour le dédoublement de la sécurité, les passeports émis ou renouvelés après la date charnière du 23 septembre étant refusés à l'aéroport de Beyrouth, situé en secteur musulman.

Cette division transparaît également en politique étrangère. Le camp chretien articule la sienne autour de l'hostilité arabe, déclarée ou rentrée, à l'égard de la Syrie et s'accroche à l'axe Bagdad-Le Caire-Amman-OLP. Le général Aoun a d'ailleurs envoyé l'un de ses ministres, le général Abou Jamra, comme émissaire auprès du président ira-kien Saddam Hussein, dont il reçoit armes et appui.

Dans le camp musulman, les positions sont moins claires. Les sunnites lorgnent en effet, avec un espoir zeinté de scepticisme, vers les pays du Golfe, dont le conseil de cooperation vient d'adopter l'idée d'un sommet consacré au Liban, ainsi que vers le secrétaire général de la Ligue arabe, pour tenter de contrebalancer l'action de leur trop puissant allié et

LUCIEN GEORGE.

La fin de la visite du premier ministre britannique en Pologne

Le « triomphe » de M^{me} Thatcher à Gdansk

M™ Margaret Thatcher a achevé, vendredi 4 novembre, une visite officielle de trois jours en Pologue, qui, si elle n'a pas produit de résultats concrets sur le plan diplomatique, est interprétée en Grande-Bretagne comme un succès personnel. L'ironie a voulu que le premier chef de gouvernement occidental à rendre visite à M. Lech Walesa dans son fief, à Gdansk, pour y déjeuner avec tout l'étatmajor de Solidarité, soit précisément celui qui a le plus œuvré pour l'affaiblissement du pouvoir syndical dans son pays.

LONDRES de notre correspondant

L'image de Mª Thatcher prenant appui sur le plancher de sa voiture, pour se dresser au-dessus de la foule qui l'acciame devant les grilles des chantiers navals de Gdansk et répondre à ses vivats, restera comme une des pius marquantes de son voyage de trois jours en Pologne.

• Un triomphe », titrait, le samedi
5 novembre, The Independant. Le premier ministre britannique a su, en effet, déjouer le piège qui hii était tendu par le pouvoir avec la fermeture des chantiers pour des raisons d'efficacité économique présen-tées comme typiquement « thatché-

riennes ». Elle a su trouver le ton juste, à Varsovie comme Gdansk. M≈ Thatcher a exprimé sans détours et en termes émus, dans le grand port de la Baltique, son sou-tien à Solidarité, tout en évitant, à Varsovie, d'humilier publiquement le général Jaruzelski. L'exercice était difficile. Elle s'en est acquittée avec un art consommé, même si le Guardian remarque que le déjeuner qu'elle a pris vendredi avec M. Walesa était un des rares qu'elle ait partagés ces dernières années avec un dirigeant syndical...

« L'esprit

Le premier ministre britannique peut se féliciter rétrospectivement d'avoir tant insisté pour rencontrer, à Gdansk même, le président de Solidarité. Elle était le premier chef de gouvernement occidental à le faire. Cela a donné lieu à des scènes faire. Cela a donné lieu à des soènes quelque peu surréalistes, amplement décrites ici par la presse. « Qu'est-ce qu'ils crient? » a-t-elle demandé à M. Walesa. « A bas le communisme! » a-t-il répondu. « Gardez Lénine, nous garderons les chantlers! », scandait la fouje, faisant allusies, au anglésiel de l'esterne. allusion au nom officiel de l'entre-prise qui va être fermés.

M= Thatcher a déclaré à Gdansk qu'elle « devait » venir dans este ville » pour y découvrir par elle-même l'esprit de la Pologne ». « Je veux vous remercier pour l'accueil si chaleureux que vous m'avez réservé, à moi et à tout ce que je crois », a-t-elle dit aux fidèles rassemblés dans l'église Sainte-Brigitte, haut lieu de Solidarité. L'avertissement da général Jaruzelski, à la veille de sa visite, de ne pas se mêler des affaires intérieures de la Pologne avait été manifestement oublié.

Me Thatcher avait été tout aussi

M≈ Thatcher avait été tout aussi directe, jeudi soir, lors du banquet offert par le chef de l'Etat polonais et l'ensemble du gouvernement.

• Vous n'obtiendrez le plein soutien de la population à vos réformes que lorsque celle-ci jouira de la liberié individuelle et politique, y compris du droit de former des syndicats libres et indépendants », avait-elle déclaré. Elle avait également affirmé au premier ministre, M. Rakowski, qu'une «économie planifiée à partir du centre ne fonc-tionnera jamais avec succès ». Le premier ministre britannique a

donc mené cette visite pavillon hant.

Nous considérons Solidarité Nous considerons Sotidarile comme bien plus qu'un syndicat. C'est un groupe très, très important -, a-t-elle déclaré lors de sa conférence de presse finale à Varsovie. Le message qu'elle a répété aux dirigeants polonais est le suivant : il n'est pas question de fournir une aide économique à la Pologne tant que le pouvoir ne dialoguera pas que le pouvoir ne dialoguera pas avec Solidarité.

M. Neil Kinnock, le leader de l'opposition travailliste, l'a accusée de manquer de sincérité. D'autres voix discordantes se sont élevées ici d'autant que cette visite a coïncidé avec l'annonce de la fermeture des chantiers navals de Sunderland, en Grande-Bretagne.

Israël attend l'élection américaine avec sérénité amorce d'une coopération stratégiles Etats-Unis n'ont pas caché leur que dans le domaine militaire, participation israélienne à l'initiative de

JÉRUSALEM de notre correspondant

Les Israéliens observent la campagne présidentielle américaine avec une relative sérénité : républicaine ou démocrate, la prochaine administration - dit-on dans les milieux officiels - ne devrait pas sensiblement modifier la politique des Etats-Unis au Proche-Orient.

Le dernier des responsables de l'équipe Reagan à s'être rendu en visite officielle à Jérusalem, le secréłucci, a tenu, vendredi 4 novembre, des propos rassurants. En substance, le message était le suivant : quel que soit le nouveau président et quel que soit le prochain premier ministre israélien, l'ailiance stratégique entre les deux pays demeurera. Bénéfi-ciaire chaque année de plus de 3 milliards de dollars d'assistance civile et militaire, Israel continuera d'être - devant l'Egypte - le pays qui recoit la part la plus importante de l'aide américaine à l'étranger. M. Cariucci a encore souligné - la profondeur des relations » et la qua-lité de l'amitié entre Jérusalem et

Celle-ci a rarement été aussi nette que durant les deux mandats du président Reagan. Hormis quelques coups de colère aux allures de paychodrames, notamment pendant la guerre du Liban, les liens entre Israël et les Etats-Unis ont encore été resserrés : mise en place d'une zone de libre-échange bilatérale,

désense stratégique (le programme dit de « la guerre des étoiles »), etc. Passé l'épisode libanais, il y eut bien encore quelques accrocs sur la question des ventes d'armes américaines aux pays arabes, des moments de mauvaise humeur au plus fort du soulèvement dans les territoires occupés et une sérieuse rebuffade encaissée par le secrétaire d'Etat. M. George Shultz, lorsque ses efforts de paix furent proprement torpillés par le premier ministre Itzhak Shamir. Mais, dans l'ensemble, M. Reagan est considéré à Jérusalem comme ayant été un des prési-dents américains les plus chaleureux à l'égard d'Israël.

Les deux candidats ayant multiplié les déclarations d'amitié à l'Etat juif

Démonstration d'amitié

La campagne électorale aux Etats-Unis est restée dans le ton. Le candidat républicain, M. George Bush, et son adversaire démocrate, M. Michael Dukakis, ont rivalisé dans les professions de foi pro-israéliennes. Chacun a cherché à s'attacher les votes de la commu nauté juive - environ six millions de personnes - en multipliant les clarations d'amitié à l'égard de l'Etat hébreu. M. Dukakis est même allé un peu plus loin, en affirmant qu'une de ses priorités, une fois installé à la Maison Blanche, scrait d'ordonner le déménagement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. La proposition a suscité un haussement d'épaules incré-dule en Israël.

S'il fallait percevoir une petite préférence, c'est d'ailleurs au candidat républicain qu'elle irait. La percée du pasteur noir Jesse Jackson, lors des primaires démocrates, a inquiété : le challenger de M. Dukakis s'est déclaré partisan du droit à l'autodétermination des Palestiniens, voire d'un dialogue avec l'OLP, et ses propos ont semblé susciter un certain écho dans le parti. Mais c'est là affaire de nuance. Sur le fond, MM. Bush et Dukakis ont présenté des pro-grammes similaires et bien accueillis à Jérusalem : renforcement des relations entre les deux pays, non à la création d'un Etat palestinien indé-pendant et aux contacts officiels avec l'OLP tant que l'organisation de M. Yasser Arafat n'aurait pas reconnu Israel et renoncé à la vio-

Côté américain, on a aussi ses pré-férences. L'avenir des relations israélo-américaines s'annoncerait chain occupant de la Maison Blanche trouvait pour interlocuteur un premier ministre travailliste, notamment M. Shimon Pérès pour lequel sympathie. C'est maintenant une hypothèse fort peu probable, et tout semble indiquer que c'est de nou-veau avec le chef de la droite, M. Itzhak Shamir que Washington devra traiter. On reconnaît à Jérusalem que

M. Shamir se retrouvera dans une position délicate, vraisemblablement confronté à une diplomatie américaine inchangée, c'est-à-dire favorable à ce compromis territorial dans les territoires occupés dont le chef du Likoud ne veut pas entendre par-

Ce différend, estime-t-on dans les milieux officiels israéliens, peut déboucher sur un réel conflit. Il en sera ainsi si le soulèvement se pour-suit dans les territoires et si M. Shamir gouverne avec une extrême droite qui pousse à la provoca-tion en imposant une repression accrue et la multiplication des implantations juives en Cisjordanie et à Gaza. Allié aux partis ultra-orthodoxes enfin, M. Shamir peut s'alièner l'ensemble de la communauté juive américaine qui se réclame des courants les plus modérés du judaïsme et que les images du soulèvement avaient déjà

L'horizon est peut-être un peu plus nuageux que ne le laisse enten-dre M. Carlucci.

ALAIN FRACHON.

Le FPLP demande le report du Conseil national palestinien

Damas (AFP). - Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, de M. Georges Habache) a demandé, vendredi 4 novembre, le report de la prochaine session du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), prévue le 12 novembre à Alger. Le FPLP a appelé en outre les Palestiniens à « ne pas courir après les mirages des solutions pacifiques qui sont dépassées par le rapport actuel des forces entre nous et l'ennemi », · Tous choix anachronique constitue un saut dans l'inconnu et mene à plus de concessions devant les projets américano-sionistes. »

« Ceux qui ont misé sur la vic-toire des travaillistes dans les élections israéliennes, pour faire progresser la solution, ont reçu une gifle avec le retour au pouvoir du chef du Likoud, M. Itzhak Shamir et des forces extrémistes, qui visent à plus d'expansion et à plus d'annexion », ajoute le communiqué. Selon le FPLP, « les résultats des élections israéliennes doivent inciter les Arabes à entreprendre une action commune, qui aura l'option militaire comme premier objectif »

URSS

Le projet d'amendement de la Constitution soviétique suscite des protestations en Estonie

Une session extraordinaire du Parlement d'Estonie a été convo-quée pour le 16 novembre, en réaction à la publication du projet d'amendement de la Constitution soviétique qui a soulevé une vague de protestations dans cette république balte.

Ce projet, publié il y a deux semaines et qui doit être soumis fin novembre au Parlement soviétique, ne fait pas mention, souligne-t-on en Estonie, du droit des Républiques l'édérées a davantage d'autonomie, prévu pourtant dans les documents adoptés par la conférence du parti à Moscou en juin dernier. Le premier secrétaire du Parti estonien, M. Vaino Valyas, s'est entretenu à ce propos avec M. Mikhail Gorbatchev, vendredi 4 novembre à Mos-

Le projet d'amendement de la Constitution soviétique a été interprété comme un désaveu du mouvement qui a soulevé l'Estonie et les deux autres républiques baltes ces derniers mois, avec l'accord plus ou moins tacite du Kremlin, qui y voyait un moyen de canaliser, au service des réformes, le nationalisme

Les Estoniens les plus radicaux envisagent d'appeler le Parlement local à user du droit de sécession au cas où les projets publiés seraient adoptés. Le numéro deux du parti local, M. Indrek Toome, a déclaré pour sa part à la radio cette semaine que l'adoption de ce projet • serait un pas en arrière - par rapport à la Constitution actuelle. Des responsaconstitution actuelle. Des responsa-bles du gouvernement, du parti, du Parlement et des juristes ont parti-cipé toute la semaine à des émissions télévisées en Estonie pour critiquer ces projets. Des appels à créer un comité chargé de les réviser, avec la participation de représentants des sérubliques cert été les réserves. républiques, ont été lancés.

Le présidium du Soviet suprême estonien, qui a décidé vendredi de convoquer la session extraordinaire du Parlement, a aussi inscrit à son ordre du jour • les répressions staliniennes des années 40 et 50 ». Il a enfin fixé la date d'une session ordinaire, les 5 et 6 décembre, qui doit notamment accepter l'offre de démission présentée vendredi par le premier ministre, M. Bruno Saul, un dirigeant dénoncé par le mouvement estonien qui lui reproche sa trop grande servilité par rapport à Mos-COL - (AFP.)

en bref

 INDE : quaranta et un morts au Pendjab. - Vingt-cinq personnes ont été tuées et cinquante autres blessées à la suite de l'explosion de plusieurs bombes de forte puissance, le vendredi 4 novembre, à Batala, dans le Pendjab, a annoncé l'agence de presse indienne PTI. Ces attentats n'ont pas été revendiqués. Par ailleurs, seize ouvriers agricoles ont été tués le même jour par des séparatistes sikhs qui ont ouvert le feu dans une ferme. - (AFP.)

· MEXIQUE : un mort fors d'affrontements entre syndica-listes. – La betaille rangée qui a opposé, jeudi 3 novembre, des membres de syndicats antagonistes dans le salon d'un grand hôtel de Mexico a fait un mort et vingt-deux blesse Près de deux cents personnes ont été arrêtées. Six cents membres de la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM), armés de pistolets et de cocktails Molotov, avaient pris d'assaut l'hôtel Presidente Chapultepec pour tenter de faire signer de force aux musiciens de l'établissement un contrat collectif avec leur centrale. Le commando de la CTM s'est alors heurté à des membres de la Confédération révolutionnaire des ouvriers et paysans, syndicat rival. A l'arrivée des forces de l'ordre, les assaillants avaient déjà saccagé le salon, détruit les ordinateurs et les télex et dévasté les bureaux de l'hôtel. - (Reuter.)

• RDA : remaniement. - Le premier vice-premier ministre est-allemand, M. Werner Krolikowski, a quitté le gouvernement de la RDA pour prendre de nouvelles fonctions à la direction du SED (PC estallemand), a annoncé, jeudi 3 novembre, l'agence ADN. Déjà membre du bureau politique, M. Kro-likowski pourrait être nommé secrétaire du comité centrel. - (AFP.)

• TUNISIE: condamnation d'un proche de M. Bourguiba. — M. Mahmoud Bel Hassine, qui fut l'homme de compagnie de l'ex-président Habib Bourguiba, a été condamné, le jeudi 3 novembre par la chambre criminelle de la cour d'appel de Tunis, à dix ans de travaux forcés et à 300 000 dinars d'amende. Il était poursuivi pour détournement de deniers publics dans l'exercice de ses fonctions à la direction de l'Office national du thermalisme. - (Cor-

d'état de grâce

LEADER ELEXPORTA SSUS ÉCRUS EL DONT SPORTS V TBLEU DE TRA SANFOR

> · 一个工作的 \$10000000 · 10 (18) on the state of

EXPANT

* AASSAA I THE TOTAL

生 医乳腺 縣 有量

leux Sûretes... .

deretions d'ametica

caine avec seren

April to Tall 1

Microsoft gray in the

Electrical.

and the same

and profits

el de

 $\chi_{1}\chi_{2}\sim 255^{2}$

Le FINA A mana

le report da cosa

national passions

REPORT OF THE Water Broken

TUNISIE un an d'état de grâce



E 7 novembre 1987, le président Bourguiba, accroché au pouvoir malgré un état de santé qui l'empêchait d'assumer normalement ses fonctions, était destitué par le général Zine El Abidine Ben Ali, alors premier ministre. Cette initiative mettait un terme aux spéculations de plus en plus alarmistes sur l'avenir de la Tunisie en proie à des difficultés croissantes alors que la magistrature suprême n'était plus assumée que de façon fantasque. La France, les Etats-Unis et les pays européens de la Méditerranée intéressés par l'avenir du Maghreb à leur porte se rassuraient. Sur le plan intérieur, toutes les formations politiques, conscientes de la montée des périls pendant une interminable sin de règne, étaient soulagées après cette prise du pouvoir par un militaire qui n'avait rien à voir avec le putsch tant redouté.

Un an après, le général Ben Ali continue à bénéficier de l'état de grâce. L'amendement de la Constitution, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, une loi sur les partis, un nouveau statut de la presse, des mesures de grâce, l'affirmation par le chef de l'Etat de la nécessité du pluralisme politique lors du congrès du parti gouvernemental, l'ancien Parti socialiste destourien devenu le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), ont traduit la volonté d'aller vite et loin. La signature d'un Pacte national, sorte de code de bonne conduite entre le pouvoir, les partis et les associations représentatives, à l'occasion du premier anniversaire du nouveau régime, sera une nouvelle étape dans la démocratisation.

Le président Ben Ali a voulu puiser une nouvelle légitimité dans des élections présidentielle et législatives anticipées qui auront lieu d'ici un an. Cinq partis sont déjà reconnus, d'autres sont en gestation, depuis un Parti de l'unité maghrébine jusqu'à une formation écologiste. Le système électoral actuel - scrutin majoritaire à un tour - risque de dissiper bien des illusions. Dans le foisonnement actuel, le problème est de trouver une opposition représentative, susceptible de prendre une option sur l'alternance, si cela est concevable un jour, une fois dépassées les limites actuelles de l'expérience tunisienne. Le concept nouveau de majorité présidentielle » paraît embarrasser le Mouvement des démocrates socialistes de M. Mestiri, principale formation d'opposition sous M. Bourguiba. La libéralisation du régime lui enlève une partie de ses motivations et il lui reste à se déterminer alors que certains de ses membres paraissent intéressés par une expérience

Mais la grande inconnue demeure l'attitude des islamistes. Le Mouvement de la tendance islamique (MTI), dont M. Bourguiba voulait

faire exécuter des responsables avant sa chute, a participé aux discussions sur le Pacte national, mais il n'a toujours pas fait de demande pour sa reconnaissance en tant que parti légal. Gracié par M. Ben Ali, son chef, M. Rached Ghanoouchi, multiplie les propos apaisants sans convaincre tout le monde. Ses hésitations à demander sa reconnaissance officielle - ce qui implique un changement de dénomination, la loi interdisant les références à la religion - révèlent le débat interne du mouvement : gagner de l'audience en se faisant mieux entendre dans un cadre légal ou bien parier sur l'échec à terme du régime et se présenter un jour comme recours.

Si l'embellie politique est incontestable, la situation économique et sociale reste préoccupante. Les problèmes fondamentanx du pays demeurent : chômage, inadaptation de l'enseigne-ment aux besoins réels, faible pouvoir d'achat de la majorité de la population. Un plan de redressement économique a porte ses premiers résultais. mais, face aux critiques, les autorités arguent d'une sécheresse catastrophique cette année. Il sera impossible de parler d'assainissement réel de la situation aussi longtemps que tout se jouera à pile ou face en fonction de la météorologie, par étroitesse de la marge de manœuvre et manque

M. Bourguiba encore au pouvoir, il est probable que le séisme algérien aurait eu des prolongements jusqu'en Tunisie. Officiellement, celle-ci s'est rangée sans états d'âme aux côtés du gou-vernement d'Alger ébranlé par l'émeute. Le 12 octobre, un conseil des ministres est allé jusqu'à dénoncer « les campagnes de presse étrangères qui visent à faire du mal à l'Algérie sœur ». La presse gouvernementale a été d'une très grande discrétion sur les troubles jusqu'à ce que le président Chadli reprenne la situation en main. Mais, hors déclarations officielles, certains Tunisiens ne sont pas mécontents de la leçon de modestie administrée à des voisins par trop arrogants et imprévoyants. Récemment limogé, M. Messaadia, alors numéro deux du FLN, ne se privait de dire à Tunis tout le mal qu'il pensait de l'expérience de multipartisme, « mauvais exemple » pour la région!

Présentée comme « l'homme malade du Maghreb » pendant les dernières années du précédent régime, la Tunisie n'a pas vu s'écrouler le mythe algérien sans une certaine ironie. Mais, sachant quelle communauté de destin les lie, elle observe avec beaucoup d'intérêt le virage qu'est en train de négocier l'Algérie de M. Chadli moins de douze mois après le « changement » tant célébré chez elle.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

SOMOTEX

FILIALE DE LA SOGITEX HOLDING



DE L'EXPORTATION

TISSUS ÉCRUS ET FINIS DONT SPORTS WEAR ET BLEU DE TRAVAIL SANFOR

SIÈGE ET USINE : 5018 MONASTIR

TÉL. 61-091 - 61-092 - TELEX : 30-606

DIRECTION DE L'EXPORTATION : 2013 BIR KASSAA TÉL.: 381-133 - TELEX: 14-444

PDG SOGITEX HOLDING M K TOUIBI PDG SOMOTEX M N KENANI DIRECTEUR DE L'EXPORTATION M B CHAOUCH

«Nous pouvons augurer une reprise» nous déclare le gouverneur de la Banque centrale

PRINCIPAL artisan de cortains produits et, surtout, sur l'action de « redressel'action de « redressement » entreprise à partir de l'été 1986, alors qu'il était ministre du plan et des finances, M. Ismaïl Khelil, gouverneur de la Banque centrale et membre du bureau politique du Rassemblement constitutionnel démocratique, fait le point de la situation

omique du pays et des pers-

pectives qui se présentent. « Après l'éclaireie de 1987, la Tunisie connaît des difficultés, en raison notamment de la sécheresse et de l'invasion acridienne. Comment appréciez-vons ce nouvel infléchissement de la situation

- La conjoncture de l'économie tunisienne présente, au terme des neuf premiers mois de l'année

1988, un tableau contrasté. » Il y a, d'une part, le fait que la Tunisie est passée en 1988 par une année agricole très difficile. La sécheresse qui a affecté la plu-part des régions du pays s'est traduite par une diminution de 24 % de la production agricole par rapport à l'année dernière. La récolte céréalière n'a atteint que 2,9 millions de quintaux, accusant ainsi une baisse de 85 % par rapport à la campagne antérieure. Son niveau représente à peine le quart de la production d'une année normale. Cette situation a eu des conséquences défavorables sur les revenus d'une partie de la population, sur l'évolution des prix de

» Pour atténuer les effets de cette situation, le président Ben Ali a réservé dernièrement un conseil des ministres à l'examen de la situation sociale du pays. Les mesures nécessaires ont été prises pour sauvegarder le pouvoir d'achat des citoyens, et notam-ment ceux à revenu limité, pour garantir un minimum de revenu aux familles nécessiteuses et pour assurer la création d'un plus grand nombre d'emplois à travers la réalisation des nouveaux projets de développement, notam-ment dans les régions défavori-

» D'autre pert, il y a l'évolution très favorable de nos équilibres extérieurs avec une diminution sensible du déficit courant de la balance des paiements et une augmentation non moins sensible des réserves de change ; le climat général, plus propice à l'investis-sement ainsi qu'en témoigne l'amélioration notable des intentions d'investir, et, enfin, la reprise de certaines activités économiques, et plus particulièrement du commerce et du tourisme. Il se dégage ainsi un ensemble d'indicateurs positifs qui permettent d'augurer raisonnablement d'une reprise de l'économie tunisienne dans les mois à

> Propos recueillis par MICHEL DEURE (Lire la suite page 11.)



serept

Société de Recherches et d'Exploitation des Pétroles en Tunisie

S.A. au capital de 7 217 320 DT-Act. : E.T.A.P (50 %) S.N.E.A (50 %)

Siège Social: EL-MANAR II, Route X, BP 78, 1004 - TUNIS

Téléphone: (216.1) 237.133 Téléphax (216.1) 238.226 - Telex: 13041

ENTREPRENEUR GÉNÈRAL DE TRAVAUX

d'Exploration : sur le Permis de Kirchaou de Production : sur les Champs pétrolifères de Douleb et Tamesmida, à terre et sur la Concession d'Ashtart, en mer.

> PROMOTEUR D'ACTIVITÉS NOUVELLES à travers ses filiales :

SAROST: pour le ravitaillement et l'approvisionnement des plates-formas pétrolières en mer

SEREPT ENERGIES NOUVELLES: pour l'énergie solaire et

LE FORAGE S.A. : pour les forages hydrauliques.

SOTULUB: pour les lubrifiants.

AQUACULTURE DU SUD TUNISIEN : pour l'élevage, la production et la commercialisation de poissons

Après la mise en œuvre du plan de redressement

Une politique économique d'inspiration libérale

«L'A météorologie n'a décidément pas voté pour le 7 novembre! ». commente-t-on à Tunis, aussi bien dans les cercles gouvernementaux que dans les milieux d'affaires ou au sein de l'opposition. Le fait est que, après la crise qui a culminé pendant le premier semestre de 1986 et la relance qui s'est dessinée l'année suivante. l'économie tunisienne, toujours fragile, se heurte à nouveau à de sérieuses difficultés en raison principalement de la sécheresse et de l'invasion acridienne du printemps dernier, qui menace encore

Pourtant, la première année de la mise en œuvre du plan de redressement établi en juillet 1986 a été marquée par une amélioration de l'état de l'économie, stimulée également par la remontée des prix du pétrole et -par des conditions climatiques très favorables. L'année 1987 - qui correspond à la première année du septième plan quinquen-nal (1987-1991) — s'est ainsi soldée, selon le rapport d'activité de la Banque centrale, par « un relàchement des pressions qui étalent à l'origine de l'aggravation des déséquilibres des paiements exté-

a progressé en 1987 de 5,8 % contre un taux prévu dans le plan de 4,4 %, avec notamment des progrès substantiels dans l'agriculture et le secteur touristique. La récolte céréalière s'est élevée à plus de 19 millions de quintaux, soit trois fois plus que la produc-tion de 1986 (6,3 millions de quintanx). Du côté touristique, le taux de croissance d'une année sur l'autre a été en 1987 de 47 %. avec une augmentation speciaculaire des entrées et des nuitées. Ce véritable boom a été, il est vrai, favorisé par un sensible ajuste-ment de la parité du dinar (1), qui a précédé une dévaluation de 10% au mois d'août 1986. Se situant en deçà de leur cote d'alerte en 1986, les réserves de change ont pu être reconstituées, et le déficit des finances publiques a été réduit, passant de 6.6 % du PIB à 5,8 % en 1987.

D'inspiration résolument libé-1986 en vue de résorber le déficit l'économie, notamment en en 1986, il avait atteint 7,4 %, les matière d'exportation, ont fait recettes touristiques et les transl'objet, le 22 octobre 1987, de correctifs (amnistie fiscale, légère tunisiens à l'étranger ayant évolué rieurs et des finances publiques ». réduction des taux d'intérêt...) à un rythme soutenu.

destinés principalement à stimu-ler l'investissement et à susciter un regain de confiance. Les milieux économiques tunisiens et étrangers avaient été, en effet, fortement ébranlés par l'ampleur de la crise politique ayant précédé l'éviction de l'ex-président Bour-

Mais ce bilan encourageant de non manufacturières, touchant l'an dernier présente quelques zones d'ombre. La population active a continué de croître, et l'écart entre les créations d'emplois et la demande additionnelle, estimée à 63 000 pour 1987. constitue l'un des éléments plus

L'éviction de l'ex-président Bourguiba a rassuré les milieux économiques. Mais beaucoup d'indicateurs restent au rouge.

Par ailleurs, les progrès réalisés dans les activités tournées vers l'exportation, tels l'industrie textile, le cuir, la chaussure et la transformation du phosphate, ont permis un accroissement de 27,6 % des exportations. Le déficit commercial dans ces conditions, a accusé une baisse de 160 millions de dinars, se situant rale, les mesures adoptées en août pour 1987 à 738,4 millions de dinars. D'autre part, le déficit de de la balance des paiements et la balance des paiements courants d'accroître les performances de s'est simé à 1 % du PIB, alors que,

de l'économie tunisienne. Le lancinant problème du chômage (plus de 270 000 chômeurs, soit, selon les statistiques officielles, 14,3 % de la population active) est d'autant plus inquiétant qu'il affecte à présent les demandeurs d'emploi diplômés, conséquence de l'inadéquation emploiformation. Et puis les mesures de libéralisation préconisées et le programme de redressement du secteur public ne risquent-ils pas d'avoir des répercussions sur l'emploi ? Enfin, si la croissance a ferts de revenus des travailleurs repris dans certains secteurs, elle même regressé dans les industries mentation des prix des sept der-

préoccupants du tableau de bord

particulièrement les hydrocar-bures et le secteur minier, ainsi que dans la construction et dans les industries mécaniques.

La Tunisie, qui a bénéficié depuis l'été 1986 de trois « facilités » du FMI totalisant 536,9 millions de dollars (dont 270 millions n'ont pas encore été tirés), demeure aussi vulnérable au niveau de son endettement. En ce domaine, l'éclaircie de 1987 n'a pas sensiblement modifié les données inquiétantes de 1986. Le olume de la dette est ainsi passé de 4 150 millions de dinars à 4 470 millions, et le taux d'endettement par rapport au PIB - malgré la croissance de celui-ci - a été seulement ramené de 59,5 % à 55.5 %: mais le ratio du service de la dette est resté stationnaire. passant seulement de 26,9 % à 26,8 %.

La récolte catastrophique de l'année en cours - avec 2,9 millions de quintaux de céréales, sous les effets conjugués d'une impla-cable sécheresse (qui a sérieuse-ment affecté le potentiel hydraulique) et de l'invasion acridienne a de nouveau aggravé les pressions a continué de marquer le pas et a économiques et sociales. L'aug-

niers mois a culminé au cours de l'été en raison de la baisse de la production mais aussi d'une spéculation attisée, entre autres, par la forte demande libyenne. Cette hausse (officiellement de 4,6 % mais estimée au moins au triple par des experts étrangers) a ainsi en pour conséquence, en raison de la stagnation des salaires, malgré deux légers relèvements du SMIG, une sensible détérioration du pouvoir d'achat de larges couches de la population. Il y sera toutefois en partie remédié à partir du la janvier prochain par une augmentation . exceptionnelle . des traitements (15 dinars par mois) dans les services publics, et un réajustement des salaires dans le secteur privé négocié par secteur entre les partenaires sociaux. Mais les disparités sociales, qui n'out cessé de s'aiguiser ces dernières années, n'en demeureront pas moins importantes. Il est considéré que 10 % des Tunisiens les plus riches détiennent le tiers du volume de la consommation nationale, et les 10 % les plus

hausse co

SECRIF ITALO 10%

(i) 10 france valent environ

démunis seulement 2 %.

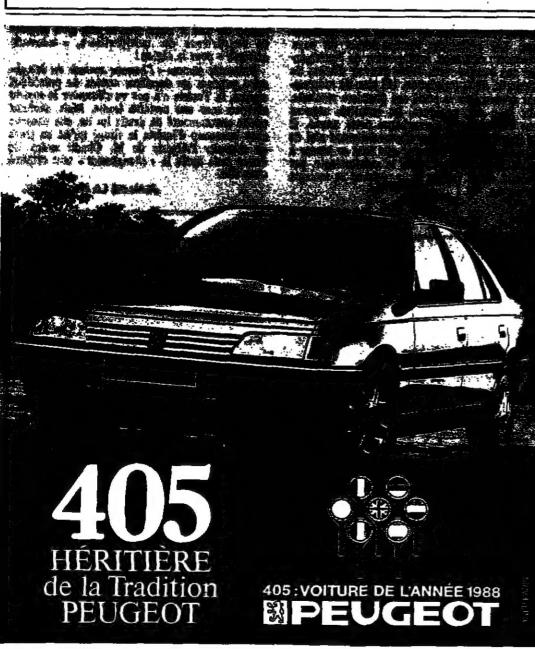
30 siècles d'histoire à deux heures de chez vous.

Parce qu'elle est le sourire, la chaleur et l'hospitalité, parce qu'on y parle partout le Français, la Tunisie c'est le pays ami. A 2H d'avion environ, 3 000 ans d'histoire vous attendent. Un passé fascinant. La Tunisie, c'est le carrefour de toutes les civilisations méditerranéennes, lci, se sont succédés Hannibal, Jugurtha, Saint-Augustin. Monuments, musées, sites archéologiques témoignent et racontent... Tunisie carthaginoise, romaine, byzantine, vandale, ottomane... Découvrez les minarets colorés de Tunis, Djamââ, Ezzitouna la mosquée de l'olivier, sanctuaire le plus ancien de Tunis, Kairouan, la cité spirituelle du pays, haut lieu de l'Islam. Rêvez encore devant les ruines de la prestigieuse cité phénicienne et romaine de carthage, les sites d'El Jem et les vestiges romains de Dougga... En Tunisie, écoutez l'histoire de l'histoire.

Pour tous renseignements: Office National du Tourisme Tunisien 32, avenue de l'Opéra - 75002 Paris - Tél.: 47.42.72.67, 12, rue de Sèze - 69006 Lyon - Tél.: 78.52.35.86



Tunisie amie. Le pays proche.

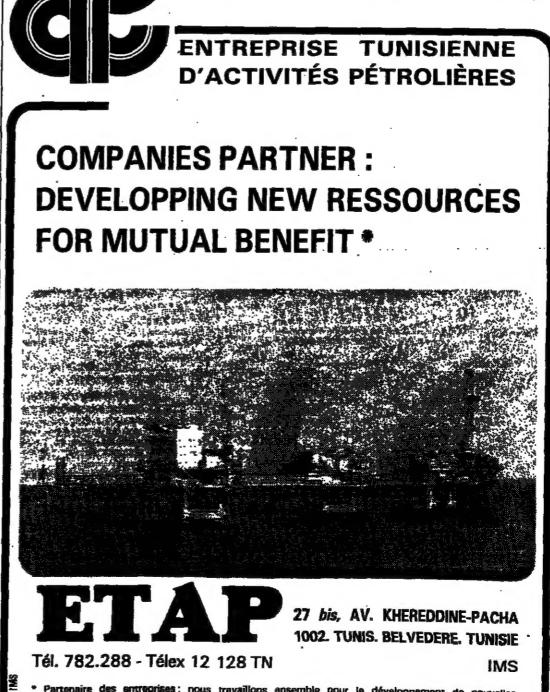




85 Avenue Louis Braille 1003 Cité El Khadra - TUNIS

Téléphone: 785.055 / 781.803 / 784.917.





الأسة الأنسبة لأنشطت البنروليت

Main an dispersion of the



AN EMEREDONI

Des stations balnéaires au tourisme saharien

La hausse continue des recettes touristiques

Seuls les touristes étrangers ont encore ces curiosités dans la Tunisie de l'après-7 novembre : sortis de leurs cara, ils s'aventurent sur l'esplanade flanquée de deux minarets qui précède le mansolée construit de son vivant pour Bourguiba. Derrière les grilles du monument, fermé au public, ils braquent les objectifs vers la coupole dorée sous laquelle reposera - sauf changement - celui qui fut «le Combattant suprême ». Ici, on n'a pas porté atteinte au culte voué par sa ville natale à l'ancien chef d'Etat, logé depuis le 22 octobre dans une résidence de gouverneur. Un complexe touristique porte son prénom, et c'est toujours à l'aéroport international Habib Bourguiba de Monastir-Skanès que débarquent les milliers de visiteurs étrangers encore attirés par les douceurs du littoral tunisien en ce milieu d'automne.

La Tunisic a fait un pari sur la baisse continue du coût des transports aériens et sur l'angmentation de la demande de loisirs dans les classes moyennes européennes, avec un allongement de la saison touristique en raison du dynamisme croissant d'un troisième âge de plus en plus vert. Les esthètes peuvent trouver à redire à la transformation des côtes pour satisfaire les besoins en muitées, les sybarites peuvent faire la moue devant les prestations hôtelières des « cinq étoiles luxe » façon locale, ce pari est gagné, et dans des conditions plus qu'hono-

Au cours des huit premiers mois de 1988, la Tunisie a accueilli 2 240 000 touristes êtrangers, soit 70 % de plus que l'année précédente. Ce record est dû en partie à l'afflux de centaines de milliers de Libyens, qui font des achats mais n'enrichissent pas beaucoup les grands

Néaumoins, l'augmentation des arrivées d'Européens demeure : près de 1 200 000 cette année. contre 1 000 000 en 1987 et 800 000 en 1986. Les Français plus de 300 000 - restent en tête, suivis de près par les Allemands, après lesquels viennent les cette année) et les Scandinaves. Les Français sont même les seuls à être venus moins nombreux en 1988 (-4%). Les responsables du dynamique Office national du tourisme tunisien ont la bonté de dire que « cette légère baisse est due aux élections qui les ont empêchés de sortir de leur pays ». La vérité est que - sur le



Tunisie - les grands agents de des chambres souffrant de néglivoyages allemands on britanni- gences mais, globalement, archiques sont plus efficaces et ont tecture - souvent de style arabodavantage de moyens que leurs homologues français.

Marketing, planification, statis-tiques mensuelles sur les entrées, la Tunisie a une approche réaliste pour le développement d'une industrie » qui, en 1988, devrait lui avoir rapporté quelque 7 milliards de francs et qui, en 1987, a couvert 75 % de son déficit commercial. Pour un secteur qui emploie 40 000 personnes à temps complet et procure une activité indirecte à 150 000 autres, la Tunisie a investi plus de 5 mil-liards de francs depuis l'indépen-

Pour le moment, l'essentiel de ces sommes a été consacré aux 80 kilomètres du littoral mis en exploitation intensive sur un total de 1 200 kilomètres. Des dizaines parc et plage privée - ont été construits les uns à la suite des autres dans les grandes zones de baignade et de bronzage intensif: Hammamet, Sousse, Monastir, Jerba. Pour le prix d'une pension de week-end dans un hôtel moyen en France, on passe ici une semaine, voyage compris. Soleil assuré, service parfois fantaisiste

variés sur la superficie réduite d'un ensemble bomogène : des terrains de sports, tennis et golf, des andalou - convenable, avec des boîtes, des bars et restaurants en pièces spacieuses et des parties dehors des hôtels, des centres

> Un pari gagné sur les loisirs des classes moyennes européennes de tous les âges et de tous les horizons

communes étendues. La nourriture – poissons grillés, légumes et fruits – n'a pas encore été trop pervertie par les gosts de la clien-tèle anglo-hollandaise, pourtant moins entreprenante pour découvrir les saveurs méditerranéennes que pour se lancer dans des bains spartiates en fin de saison.

L'exemple de Port-El-Kantaoui

Améliorer le taux d'occupation des hôtels en dehors de la haute saison, qui, d'avril à octobre, attire encore plus de 70 % des touristes étrangers, demeure le prin-cipal objectif des responsables. Pour cela, un nouveau mot d'ordre : priorité au « complexe intégré ». Il s'agit d'offrir au visiteur non plus une chambre et une plage mais des équipements

commercianx pour les visiteurs qui préfèrent loger dans des appartements en location intégrés au complexe hôtelier, voire des ports de plaisance et, bientôt, des

Fin octobre, à Port-El-Kantaoui, le premier de ces com-plexes intégrés, créé à quelques kilomètres de Sousse avec des capitaux tunisiens et procheaux, on refusa monde dans les meilleurs hôtels en raison du succès de la formule. Le port de plaisance n'était guère occupé, les propriétaires de yachts préférant généralement d'autres escales plus hixueuses, mais sur les quais c'était l'affluence. Véritable fait de société européen, des ménages de retraités se mélaient à des jeunes couples attirés par les tarifs de fin

Acab Cunisian Bank

de saison, toutes catégories sociales confondues, toutes langues mélangées, dans ce grand rassemblement sous le signe des «trois S» : soleil, sport et, par-

Ce n'est pas par hasard que l'actuel ministre du tourisme, M. Mohamed Jegham, a été appelé à ses nouvelles fonctions après avoir dirigé la Société d'études et de développement de Sousse-Nord à l'origine de l'essor de Port-El-Kantaoni. . Il faut généraliser l'expérience des complexes intégrés, nous a-t-il dit. Plusieurs projets vont voir le jour. Le chef de l'Etat a donné son accord. . Le plus grand de ces projets concerne la région de Tabarka, dans le Nord, délaissée alors qu'elle offre des rivages et une forêt de qualité exceptionnelle. Les travaux pour la construction d'un port de plai-Les bulldozers devraient entrer en action l'an prochain pour l'aménagement d'un aéroport internatio-

L'Etat a créé une agence fon-cière touristique, dont le rôle est d'acheter des terrains, de les via-biliser puis de les céder à des promoteurs en évitant les spéculations excessives. Plusieurs projets ont été réalisés par des promo-

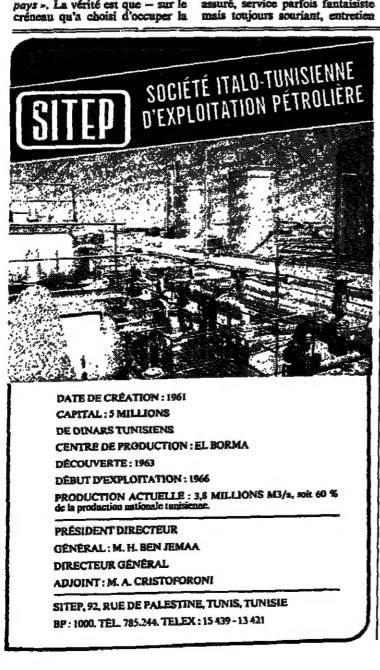
teurs étrangers, en particulier des tours-opérateurs allemands et français, tels Neckerman, Thomson Holidays et Nouvelles Frontières. Les capitaux arabes sont très présents avec, par exemple, le Fonds d'Abou-Dhabi et le Consortium koweitien d'investissement immobilier. La loi accorde le paiement des droits de douane au taux minimal, voire la dispense pour certains biens d'équipement, des lors qu'il s'agit d'investissements dans le tourisme. Elle permet aux investisseurs étrangers de transférer librement les revenus du capital apporté en devises. Etrangers on nationaux, les hôteliers sont exonérés d'impôt sur les bénéfices dès lors que ceux-ci sont réin-

En dehors des - complexes intégrés », le cheval de bataille est le tourisme saharien. La Tunisie a largement de quoi alimenter la fascination du Grand Sud sur une partie de la clientèle étrangère. Les cinq gouvernorats du Sud - Tozeur, Kébili, Tataouine, Gafsa et Médenine - constituent près de la moitié du territoire national. Un grand hôtel dans la palmeraie de Nefta – où l'ancien président aimait naguère prendre ses quartiers d'hiver - a beaucoup fait pour l'image du tourisme saharien, mais la capacité d'accreil au Sud reste limitée : 4 000 lits pour une capacité totale de plus de 100 000. Des études récentes ont conclu à la nécessité d'aménager des zones touristiques à Douz, Kébili et Tozeur, déjà équipé d'un aéroport qui reçoit des charters mais n'est pas desservi par la compagnie nationale

« Les distances qui séparent ces richesses les unes des autres sont relativement limitées, souligne un rapport interne de l'Office national. Le tourisme saharien est un produit fort. C'est un complé-ment appréciable au tourisme balnéaire, qui lui permet d'affirmer son image de marque tout en restant dans le giron du tourisme méditerranéen. » Il est clair, malgré ce souci de diversifier l'image de marque du pays, que la Tunisie a fait un choix fondamental en faveur d'un certain type de tourisme balnéaire pour étrangers. L'antienne à la mode dans la région est la complémentarité entre la CEE élargie aux pays méditerranéens et le Grand Maghreb en gestation. La Tunisie a fait la prouve qu'il est au moins un domaine où cela ne relève pas du doux rêve.

Tunis Air.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.







Un secteur qui absorbe un tiers des recettes de l'État

Enseignement: une «religion» en crise

A Tunisie a deux religions, l'islam et l'éduca-tion ». La formule, qu'on affectionne ici, est à peine excessive. Car les Tunisiens « croient » en l'enseignement, de manière presque mystique. Pendant trente ans, l'« école pour tous » ne fut-cile pas l'un des credo du bourguibisme? Et le Combattant suprême, s'adressant à son peuple se voulait d'abord un « maître d'école » face à ses « enfants ». D'ailleurs, il fit de l'instruction un culte, et du gouvernement une

La révolution scolaire bouleversa la Tunisie tout juste indépendante. C'était l'époque où - l'on plantait des arbres et des écoles ». Chaque village s'enorgueillissait de ses nouvelles classes, souvent construites avec l'aide financière des parents. De ces gros cubes blancs, visibles de loin, Bourguiba aimait poser la première pierre. Aucun doute : la Rémocratisation de l'enseignement fut une belle réussite statistique. En trente ans, les effectifs se multiplièrent par cinq dans le pri-maire, par quinze dans le secon-

Aujourd'hui, 94 % des garçons et 81 % des filles sont scolarisés. Un isien sur quatre est à l'éc un fonctionnaire sur trois travaille pour l'éducation nationale. Cette année, les six universités tuni-

veaux bacheliers. L'analphabétisme ne cesse de battre en retraite (46 % contre 84 % en 1958). L'État consacre un tiers de ses rea-sources à l'éducation, dont le bud-get grossit annuellement deux fois plus vite que les autres.

Promotion sociale

Trente-deux ans après l'indépen-dance, la demande d'enseignement demeure très forte. En Tunisie comme ailleurs, elle exprime, de la part des familles, un formidable désir de promotion sociale. Bien des parents se saignent aux quatre veines pour offrir à leurs enfants – et d'abord au fils aîné – la chance d'échapper à la médiocrité, voire à la misère. On investit sur la matière grise de ses héritiers. Lorsqu'ils som précocement doués, on les inscrit d'emblée en maternelle - ce qui n'est pas l'usage -moyennant de gros frais. Plus tard, on entretiendra leur avance à coups de leçons particulières.

La réussite aux examens marque un véritable événement auquei la presse tunisienne fait écho en énumérant, avec quelque cérémonie, les listes des heureux enfants qui ent le cap, redoutable il est vrai, du passage en sixième. Aux yeux de tous, le diplâme reste

La scolarisation massive a pro-duit une élite nombreuse ayant France, parmi laquelle on compte, à titre d'exemple, quatre-vingts polytechniciens, quelque trois cents centralicus, et trois fois plus de diplômés des arts et métiers. Moteur du développement économique, elle a permis une rapide

Contrainte, pour endiguer le raz de marée scolaire, de recruter des enseignants à tout va, l'éducation nationale se fit de moins en moins exigeante. Aujourd'hui, un profes-seur du secondaire sur deux seulement possède une maîtrise. D'où un funeste engrenage qui entraîne vers le bas l'ensemble du système. Mal formes, les enseignants for-ment mal à leur tour. Les moins

La démocratisation de l'enseignement est une belle réussite statistique. Restent les problèmes de la qualité... et des débouchés.

point que la Tunisie exporte aujourd'hui des milliers de coopé-

Mais ces chiffres scintillants forment un miroir aux alouettes qui détourne le regard de l'essentiel : la chute du niveau moyen de l'enseignement, toutes disciplines confondues. A mesure qu'elles devenaient accessibles au plus grand nombre, les études perdaient en qualité. Ce déclin, parfois vertigineux, tient au simple fait que la Tunisie n'avait les moyens ni financiers ni humains de son ambitieuse

bons on les moins chanceux, faute

La défaillance de l'encadrement engendre un enseignement au rabais. Chez l'élève, la culture générale s'érode, l'esprit critique émousse, la curiosité intellectuelle 'épuise. Qu'ils aient ou non la tête bien pleine, les étudiants tunisien l'ont moins souvent qu'autrefois bien faite. De brillants scientifiques surprement par leur esprit étriqué, leur manque d'ouverture au monde. Quelques fâcheuses

n'out fait qu'aggraver la crise : réformite aigué, valse des ministres (cinq au cours des deux dernières

Le terreau de l'islamisme

Du fait même de son ampleur, la démocratisation de l'enseigne ment tunizien portait en germe son contraire : la sélection à outrance. Autour de 1970, celle-ci commença de transformer la pyramide scolaire en un énorme entonnoir au goulot trop étroit. Sur soixantequinze élèves qui entrent dans le primaire, un seul décroche le baccalauréat. Tous les autres déclarent forfait ou sont éliminés en chemin, lors des examens successifs aux allures de concours qui barrent la

route au plus grand nombre. L'insuffisance des débouchés peut justifier a posteriori cette féroce sélection des candidats au diplôme. Pourtant, comme le souli-gne M. Hedi Khelil, ministre de enseignement primaire et secondaire, la Tunisie n'a qu'une modeste proportion de bacheliers -8% environ - dans chaque classe d'âge. « Après tout, ajoute-t-il, mieux vaut avoir des chômeurs qualissés que des chômeurs anal-phabètes. Les premiers trouvent, au bout du compte, plus facile-

Peut-être. Mais que d'espoirs déçus, que de rêves évanouis! Dans ce terreau d'amertume, l'islamisme a largement puisé une vigneur insoupçonnée. Brutalement exclus de la course aux diplômes par une sélection couperet qui brise net leur profond désir d'ascension sociale et fait d'eux, par défaut, des déclassés, des mil-liers de jeunes, habités par un sen-timent d'échec, donnent libre cours à leur aigreur ou cherchent à apaiser leur désarroi. Aussi beaucour prêtent-ils une oreille d'antant plus attentive aux slogans manichéens de l'intégrisme qu'ils sont déjà imprégnés d'une éducation religieuse singulièrement passéiste. reçue sur les bancs du secondaire.

Déracinés mais éveillés à l'esprit revendicatif, ces exclus du système, privés de leur avenir, trouvent refuge dans le passé mythique d'une identité collective que flatte leur islam intolérant. Comment s'étonner des lors que le mouvement intégriste ait si facilement, au crépuscule du bourguibisme, envahi les campus tunisiens, quitte à s'y maintenir ensuite par la force et l'intimidation?

Déclin du français

Il est donc dans l'intérêt bien compris du pouvoir politique de limiter les dégâts de l'échec scoréforme qui devrait entrer en œuvre dans les petites classes, lors de la prochaine rentrée. La créa-tion d'une «école de base» obligatoire sur un cycle de neuf ans, à cheval sur le primaire et le collège unique, vise à mieux préparer les adolescents à leur avenir soit soolaire puis universitaire, soit professionnel. Des « passerelles » conduisant notamment à des cycles courts devraient garantir en particulier aux « recalés du bac » — 65 % des candidats — une meilleure inser-

tion dans la vie active. Une refonte de la formation pro-fessionnelle, visiblement inspirée de fessionnelle, visiblement inspirée de la prometteuse expérience marocaine, la détachera du système scolaire en la reliant plus étroitement aux entreprises. Cette formation intégrée sera plus efficace, souvent plus rapide, et surtout mieux adaptée à la situation de l'emploi dans un pays qui compte 14% de chémeurs. Les autorités, dans le même estrit, veulent aussi réduire les esprit, veulent aussi réduire les cohortes de bacheliers littéraires aujourd'hui aussi nombreux que les scientifiques, - dont beaucoup sont des chômeurs en puissance.

La scolarisation massive a fait une victime de taille : l'enseigne-ment du français. Le déclin, quantitatif et qualitatif, de notre langue est une évidence. Le français recule et se dégrade. Plusieurs générations de Tunisiens parfaite-ment bilingues assistent, tristes et impuissants, à cet étiolement apparemment irréversible. Qu'il est ioin, entend-on dire, le temps où les jeunes Tunisiens, munis d'un simple certificat d'études, savaient tourner une lettre dans un français ou un arabe impeccables! Aujourd'hui, la maîtrise écrite, voire orale, de notre langue est devenue chose rare.

Nombreuses sont les raisons de cette déshérence : pédagogiques,

aucune formation idoine. Diplomes sans emploi dans leur spécialité, ile enseignent notre langue en attendant mieux. Situation o combier paradoxale : le français est, au côté de l'arabe, une langue d'ensei-gnement majeure (à partir de la même mal enseignée. L'absence d'épreuve obligatoire de français au baccalauréat contribue à le dévaloriser aux yeux des étudiants.

Ceux-ci préfèrent souvent d'autres matières à option moins difficiles, par exemple les sciences islamiques. Ils ont plus de chances d'obtenir une bonne note en commentant des versets du Coran qu'en rédigeant une dissertation française. Autre facteur décourageant : la sévérité des jurys d'université, qui s'efforcent, à raison, de maintenir le niveau. Résultat : sur les trente postes d'assistants de français à pourvoir cette année à

Dans certaines disciplines ens gnées pour moitié en français, nombre d'étudiants ont du mai à suivre. D'où la nécessité d'un complément linguistique. Ainsi, les sièves de la toute nouvelle faculté d'études juridiques y étudieront dant trois ans ie français, ainsi que l'anglais. La discrète réintroduction du français comme matière à option dans les sections scientifiques des classes terminales est pour l'instant le seul indice d'une timide réhabilitation de notre

L'arabe aussi a périclité

Son enseignement subit encore les effets d'une politique hostile encouragée notamment par l'ancien premier ministre Mohamed Mzali, lequel jugea bon d'interrompre la coopération avec Paris en matière de formation des maîtres. Les manuels de français demeurent aujourd'hui littérairement pauvres et peu attrayants. Les professeurs de français furent longtemps mal considérés et leur association attend toujours d'être agréée par

En outre, le français ne baigne plus dans un environnement culturel favorable. Les livres non scolaires sont rares et chers. L'attachement sentimental qu'un s'est transformé en une certaine indifférence. On s'exprimait naguère en français par goût, on le parle aujourd'hui par nécessité. Notre langue a cédé du terrain à l'anglais et – plus récemment – à l'italien, qui doit sa spectaculaire percée à la première chaîne de télévision – RAI I – reçue en direct en Tunisie. De plus en plus souvent, les gamins des rues inter-pellent en italien l'étranger de passage. Il est donc crucial pour la France d'assurer au plus vite à son tour une présence télévisée dans son ancien protectorat.

L'arabe, littéral et dialoctal, a lui aussi périclité. Faut-il, comme certains intellectuels tunisiens, clover au pilori le bilinguisme acolaire? Selon eux, le caractère franco-arabe du système d'enseifranco-arabe du système d'enseignement est responsable de ce double déclin. N'est-ce pas là une
fausse querelle? Après tout, plusicurs générations de brillants
élèves sortis, par exemple, du collège Sadild, sont le plus bel hommage aux bienfaits du bilinguisme.
Ce qui est sûr, c'est que la Tunisie
n'a aujourd'hui ni les moyens ni la
volonté politique d'offrir une « double culture » à tout un peuple.

Tout porte donc à conie que

Tout porte donc à croire que enseignement s'arabisera toujours l'enseignement s'arabisera toujours plus. Dans un monde où les posses-seurs d'une seule langue seront les analphabètes de demain, le francais, langue d'accès à la modernité, redeviendra, à côté de l'arabe, lan-gue de la fidélité, ce qu'il fut jadis : le privilège d'une élite. La ruée des jeunes Tunisiens vers les établissements français témoigne déjà de cette évolution « élitiste ». retour, y développer l'enseignement de l'arabe. Elle projette de doter le baccalauréat d'une option internationale en arabe.

C'est l'une des multiples facettes d'une coopération culturelle francotunisienne très active. Huit mille Tunisiens - dont quatre cents boursiers de l'État français - étudient dans notre pays, six cents coopérants servent en Tunisie. Avec 210 millions de francs. l'« enveloppe » de la coopération française y est, au prorata de la population, la troisième du monde.

JEAN PIERRE LANGELLIER.



ALTER OF THE PROPERTY OF STREET, A SECTION OF THE PROPERTY OF



All see to

HAMPIN

About the state of Courses per real Casten H: Company of the second 1000 (ant Mar.

Statement of the statem Granden ber ber to ivenir Page de l'

Wader with and the Million programme and the second seco

> L Brabe aussi # DET. 2 te

giller dans in gill feneral in

L'émancipation de la femme

Un «acquis» irréversible

ETTANT un terme à des spéculations nées tout de suite après la destitution de M. Bourguiba, le président Ben Ali l'a dit lui-même dans ces colonnes (le Monde du 10 septembre): il ne songe « pas le moins du monde » à une modification du statut de la femme tunisienne. « C'est un grand ocquis de l'indépendance et il est irréversible » Avec l'Egypte, la Tunisie est sans doute le pays arabe le plus avancé en matière d'émancipation de la femme et, sauf certains islamistes, personne ne conteste cette partie-là de l'héritage du Combattant suprême.

Promulgué quelques mois après l'indépendance, le 13 août 1956, le Code du statut personnel, qui a le Code du statut personnel, qui a trait à l'organisation de la famille en général, accorde à la femme des droits qui lui avaient été refusés pendant de longs siècles de servitude et de tradition dépassées. Les trois points fondamentaux sont l'abolition de la polygamie, l'institution du divorce judiciaire au lieu de la répudiation, l'octroi de droits politiques, à commencer par celui de voter. Ce texte - qui demeure un ensemble législatif en soi, non intégré dans un code civil - n'a pratiquement pas été modifié et continue à régir la vie des ménages modernes : exigence du consentement personnel de la femme avant le mariage, interdiction de la polygamie sous peine de fortes sanctions pénales, égalité des époux dans le droit au divorce, participation de la femme aux frais du foyer, partage - encore inégal - de la puissance paternelle, legs obligatoire.

Les avocates, actives dans la profession, ne manquent pas de rappeler les limites de ce code e progressiste ». Dans un pays où le testament n'existe pas, le garcon hérite - de droit - le double de la fille. La tutelle du mari sur les enfants est systématique en cas de divorce. La liberté de

POUR CONQUÉRIR

DE NOUVEAUX

MARCHÉS

INVESTISSEZ EN

■ EXONÉRATION TOTALE DE L'IMPOT

■ PROCÉDURES SIMPLIFIÉES

TEL: 287.600 TELEX: 14166

11, RUE MARBEUF - 75008 - PARIS

TEL.; (01) 47.20.22.03 - 47.20.31.35

POUR EN SAVOIR PLUS.

UN SERVICE GLOBAL

SUR LES BÉNÉFICES ET DROITS ET TAXES.

■ LIBERTE DE TRANSFERT ET DE CHANGE

COUTS D'EXPLOITATION COMPÉTITIFS.

PRENEZ CONTACT AVEC L'API POUR VOUS APPORTER

UNE ASSISTANCE PERSONNALISÉE ET VOUS OFFRIR

63, RUE DE SYRIE 1002 - TUNIS BELVEDERE



mariage se heurte à des difficultés administratives si le conjoint est un étranger non musulman. Les consulats out reen dans les années 70 une circulaire du premier ministre leur interdisant d'enregistrer les mariages sur le registre. de l'état civil, à moins que l'époux puisse présenter un « certificat d'Islamisation ». Cette question du mariage sans distinction de religion a suscité un très vif débat au sein de la Ligue tunisienne des droits de l'homme qui comprend quelques représentants de la sen-sibilité islamiste.

Rares sont les femmes engagées dans la vie politique ou pro-fessionnelle qui déclarent faire confiance aux propos lénifiants des islamistes sur leurs droits. Elles les soupçonnent de vouloir ouvrir une brêche dans le Code du statut personnel en revenant régulièrement à la charge an sujet de l'adoption. Ce problème est marginal et ne concerne que quelques centaines de cas, mais, dans la mesure où une sourate se prononce clairement là-dessus, les islamistes entendent s'en servir pour remettre en question la faculté d'adopter. Les propos tenus après la destitution de M. Bourguiba par le musti de la République, payé par l'Etat et rattaché au ministère de l'intérieur, ont été jugés comme une concession inquiétante aux inté-

Accès inégal à l'enseignement

Le débat juridique paraît néan-moins secondaire au regard du poids des réalités dans la vie quotidienne quels que soient les textes. L'inégalité de fait apparaît des le plus jeune âge dans la fré-quentation des écoles. Selon des statistiques officielles, le pourcentage des filles dans l'enseignement primaire était de 24 % en 1955, avant l'indépendance, et de 44.5 % en 1986. Mais ces chiffres cachent le fait que l'assiduité scolaire des filles est moindre que celle des garçons. Parce qu'ils ne voient pas l'utilité de l'école pour les filles ou parce que les trajets à accomplir entre la maison et cette école posent des problèmes plus aigus que pour les garçons, beancoup de parents sont responsables d'absences répétées, voire d'une interruption pure et simple du travail scolaire après deux on trois

Malgré cette inégalité au départ, après la sélection du secondaire, on trouve quand même une étudiante pour deux étudiants au niveau des études supérieures, avec une prédilection pour la médecine où leur taux de réussite est supérieur à celui des hommes. L'accès des femmes aux professions libérales s'élargit chaque année, mais, si les 450 000 femmes actuellement au travail constituent le quart de la population active, un grand nombre restent cantonnées dans les tâches inférieures de l'agriculture et de l'industrie textile.

La bataille pour la scolarisation dans les campagnes et un meilleur dans les campagnes et un menteur accès à la vie professionnelle est dirigée, depuis 1956, par l'Union nationale des femmes de Tanisie (UNFT). Cette organisation, rattachée jusqu'à présent au parti gouvernemental, s'est démarquée du combat féministe mené par les intellectuelles pour conduire une action éducative et sanitaire auprès des couches populaires, surtout dans les campagnes. Elle revendique 100 000 adhérentes dans 500 sections.

veau qui souffle sur la vie associative depuis un an, il est question que l'UNFT se détache du parti pour entamer une action autonome, ouverte aux différents courants de l'opposition. C'est là un moment important dans la vie de cette organisation de masse considérée comme un pilier du régime sous M. Bourguiba. Il lui fandra en particulier trouver des fonds extra publics pour un budget qui est de l'ordre de 400 000 dinars. Pour cette phase délicate. l'UNFT a éin à sa présidence, cet été, Mª Neziha Mezhond, la promière Tunisienne à avoir accédé aux fonctions de maire. Elles sont actuellement quatre au total à diriger des municipalités avec, en tont, trois cents conseillères municipales, encouragées dans leur action par sept femmes députés.

Après l'indépendance, l'UNFT a rapidement éclipsé d'autres organisations de femmes engagées dans le combat nationaliste, telle l'Union des femmes de Turisie, créée en 1944 et dissoute en 1963 après avoir réuni en majorité des militantes communistes. L'hebdomadaire indépendant le Maghreb vient de donner la parole aux anciennes animatrices de ce mouvement. Leur jugement sur la situation des femmes tuni-siennes en 1988 ? « Elle est complexe et pleine de contradictions. Si nous nous référons au passé, nous pouvons dire que les semmes ont fait des pas de géant. Elles sont magistrats, ambassadeurs, médecins, professeurs de médecine, directeurs de banque. Elles sont députés, voire ministres, mais, au niveau des mentalités, il reste beaucoup à faire. Le regard que porte l'homme sur la femme n'est pas un regard de partenaire. La société tunisienne reste, dans tous sex rouages, une société mas-

Un modèle de planification familiale

AGÉ 219 de l'annuaire du réléphone en Tunisie, un encadré sur trois colonnes tranche sur les publicités de dimension généralement modeste : « L'Office national de la famille et de la population est à votre service pour vous infore votre service pour vous intor-mer davantage et avoir le possi-bilité de choisir votre méthode d'especement des naissances. Vous pouvez vous adresser au siège de l'office et aux centres régionaux qui se trouvent dans

Dans un pays qui compte un Dans un pays qui compte un milion quatre-vingt-douze milie femmes en âge de procréer, près d'un milion de consultations de planification femiliale ont au lieu en 1988, une même personne pouvant évidemment s'être présentée plusieurs fois pendant cas dix mois. C'est un résultat sans 4 univalent en Afrique et un équivalent en Afrique et un encouragement à poursuivre une action considérée depuis 1966 comme un élément inséparable de l'émancipation juridique de la

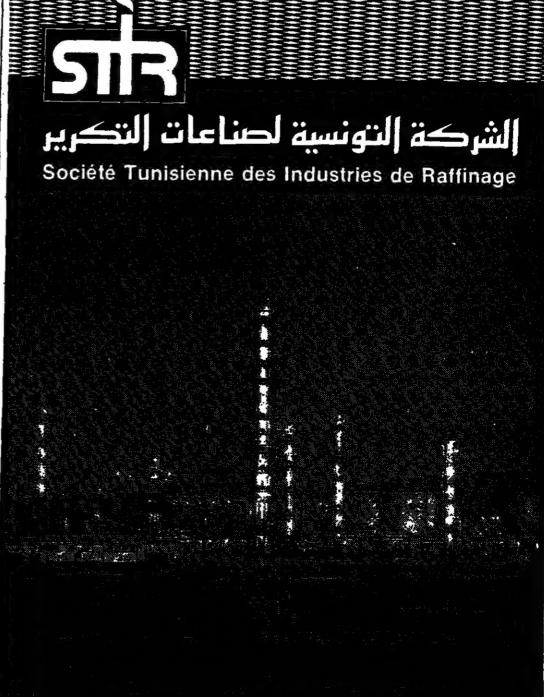
Le prix des Nations unies en matière de population, décemé en 1987 à la Tunisie par M. Perez de Cuellar, orne le bureau du directeur de l'Office, le docteur Hedi Mhenrii, par ailleurs professeur de pédiatrie, à côté d'affiches faissent du couple à deux enferts le modèle de le familie heureuse. Parmi les mesures citées par ce responsa-ble pour aboutir à un taux de croissance démographique de 2,31 % en 1987, il y a le relève-ment de l'âge minimum pour le mariage des femmes à dix-sept. ans, la monogemie et toutes les dispositions de droit social découlant du Code du statut personnel, mais aussi, et an tout réalisme, « la limitation des aflocations familiales à quatre aniants, aujourd'hui, et à trois enfants, sans doute à pertir de 1989 ». Cette demière décision est surtout de l'ordre du symbole puisque, actuellement, ces allo-cations se limitent à 4 dinars (environ 30 F) per enfant et per mois. Bien que ce taux de 2,31 % sont le plus bas du Magh-

dans vingt-huit ans, C'est inacceptable dans un pays où le taux de chômage est de 14 %. Pour faire face aux besoins en matière raire race aux ucounts en manere d'enseignement, on construit en moyenne deux écoles primaires par semaine et un lycée tous les neuf jours. On ne pourre pas continuer à ce rythme. »

Selon une enquête nécente de l'Office auprès de quatre mille ménages, 51 % des Tunisiens en âge de procréer utilisent une máthode contraceptive, comme 41 % en 1983. Mais il y a encorre une grande différence. encore une granda différence entre la ville et la campagna. En milieu rural, moins d'une femme aur trois se donne les moyens d'éviter les prossesses à répéti-

A la clinique de l'Arisna, fleu-ron de l'Office dans la banileue de Tunis, des jeunes fernmes — médecins ou infirmières — montrent la panoplie contraceptive au visiteur étranger avec une totale absence d'inhibition. Selon leurs statistiques, 17 % des consultantes optent pour un des nombreux « dispositifs intrautérins », 12 % pour la ligature des trompes (sprès avoir signé un document attestant qu'elles choisissent cette solution an connaissance de cause), le reste se partegeant entre la pilule et des méthodes « traditionnelles » à l'efficacité plus incertaine.

Dans l'attirail de campagne des équipes volantes en mis permi les paysannes, des bro-chures utilisent un extrait du Coran que l'on peut interpréter comme le conseil d'aspecer les naissances d'au moins trante mois. La livre sacré - et pour cause - est muet sur les débats ouverts par la science contemporaine, mais, fait reparquable, les de la question un cheval de betaille.



SIÈGE SOCIAL - ADMINISTRATION ET USINE

7046, ZARZOUNA / BIZERTE - TÉI. : (02) 31.744 - Telex : 21045

et Société Générale

- TUNISIE Un an d'état de grâce

«Tunis-sur-Lac»

Comment la capitale se voit en l'an 2000

ES odeurs nauséabondes qui, pendant très longtemps, out accueilli le voyageur dès sa descente d'avion à Tunis ont disparu. Entre l'aéroport et le début de la ville, le visiteur était incommodé, surtout en été, par les émanations du lac
lagunaire qui sépare une partie de
la capitale de la mer. A la longue,
les sceptiques finissaient par douter que les travaux, promis depuis
des décades par les autorités, se
réalisent un jour. Le lac et sa pollution faisaient partie du folklore
tunisois. Contre toute attente, le
problème a été pris à bras-le-corps
il y a trois ans. Le lac va cesser
d'empester. Mieux, dans sa partie
aménagée, il va donner naissance
à une ville nouveile.

La capitale, dont l'histoire remonte à vingt-cinq siècles – elle aurait existé bien avant la fondation de Carthage, – connut au douzième siècle, alors que son université islamique était la première du monde musulman, une activité et une prospérité de grande place commerciale et bancaire. Elle comptait alors 100 000 habitants au maximum. Il y en avait déjà 500 000 à l'indépendance. Aujourd'hui, on évalue la population du Grand Tunis à 1,5 million, et on va vers les 2 millions à la fin du siècle.

A l'origine, Tunis — la Médina actuelle — tournait en partie le dos à la mer. La ville moderne s'est développée vers la Méditerranée grâce à des remblais successifs pendant le protectorat. Pen à peu la formation d'un banc de sable à La Goulette transforma la lagune en un lac marin peu profond. An sable apporté par la mer s'ajouta la boue due à la pollution, l'endroit étant devenu le réceptacie des égouts de la ville moderne. A cause de cette pollution, rien n'était construit sur ces rivages pen engageants, alors qu'ils se trouvaient à quelques kilomètres d'une ville manquant d'espace pour s'étendre.

Le premier travail de la Société de promotion du lac de Tunis (50 % de capitaux tunisiens, 50 % de capitaux saoudiens) fut de restaurer la qualité des eaux. Il fallait enlever une bonne partie de la « laitue », mauvaise algue qui étouffait lentement ces eaux calmes et peu profondes où l'aidaient à prolifèrer une radiation solaire intense et une concentration élevée d'azote. Des tonnes et des tonnes de sédiments furent dragués en trois ans, tandis que

optimisme MM. Moncef Mouelhi, ministre de l'équipement et de l'habitat, et Mohamed Ali Bouleymane, secrétaire d'Etat chargé de l'habitat et de l'aménagement du territoire. Il s'agit de créer cinq cités autour de ce plan d'eau. Plus de 300 000 persounes devraient y vivre sur 1 200 hectares, dans des immeubles ou dans des villas. Outre les quartiers résidentiels, il y anra: un centre international qui reliera la ville actuelle aux cités nouvelles; un

Le malodorant lac de Tunis fut longtemps un obstacle au développement de la capitale. Son assainissement donne lieu à une spectaculaire opération immobilière.

les rivages étaient nivelés pour éliminer les zones marécageuses. Des entrepreneurs hollandais installèrent un système d'écluses que même la faible marée méditerranéenne peut ouveir ou fermer, en vue d'assurer une circulation des eaux avec l'aide du vent.

Cinq cités

* Au total, nous a dit le directeur de la Société de promotion,
sur l'immense chantier ouvert aux
portes de la capitale, le temps de
rétention de l'eau ne dépasse pas
vingt jours. J'ai pris un bain dans
ce qui était naguère un cloaque
pour montrer à tout le monde
qu'il ne s'agit pas de paroles en
l'air. » Convaincre l'opinion
publique est d'importance, car
l'assainissement du lac s'accompagne d'une formidable opération
immobilière. Non seulement les
rivages anciens ont cessé d'être
insalubres mais de grandes étendues ont été gagnées sur l'eau
après avoir été remblayées.

C'est d'un projet grandiose, en tout début de réalisation, que nous ont entretenu avec passion et quartier des affaires qui, sur 230 hectares, assurera l'extension du centre-ville de Tunis; un centre d'activités commerciales, artisanales et industrielles ouvert à des activités non polluantes; Carthage 2000, futur centre régional les habitants des communes environnantes (La Marsa, La Goulette, Carthage, etc.) pourront accomplir des formalités ou des achats qui nécessitent aujourd'hui un déplacement pas toujours aisé an centre de Tunis. A cela s'ajouteront un terrain de golf, des plages publiques ou privées, des espaces verts, des

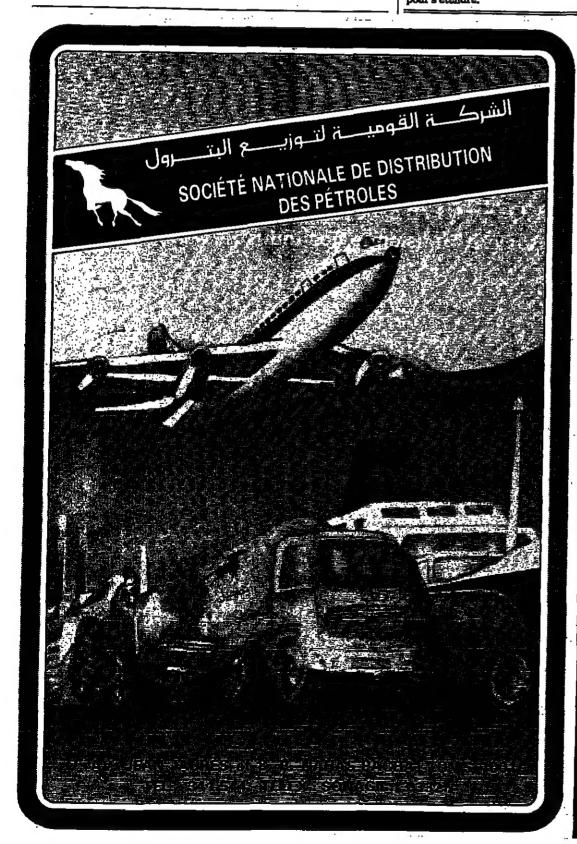
Il reste à trouver un nom à ce futur prolongement de la capitale. « Pourquoi pas Tunis-Marine ou Tunis-sur-Lac? », nous a dit M. Mohamed Ali Bouleymane, en contemplant le coucher de soleil sur ce paysage que les dépliants publicitaires présentent déjà comme habités par de nombreux fiamants roses. Il est des Tunisois pour s'interroger sur la rentabilité du projet ou, plus exactement, sur le nombre de personnes en mesure de se payer une telle acquisition.

dit M. Moncef Mouelhi, mais je suis également bien placé pour connaître le goût des Tunisiens pour la pierre, parfois même au détriment d'autres investissements. Croyez-moi, nous savons ce que nous faisons. » Les nouvelles cités seront destinées à tous, à partir des cadres moyens. « Un appartement de trois pièces à 30 000 dinars (un peu plus de 200 000 francs), avec un crédit, ça représente 30 % du salaire pendant vingt ans, note un financier. Bien des familles sont prêtes à faire le pas. »

La Société de promotion, qui se charge seulement de l'aménagement du site et de sa viabilisation avant de le revendre par parcelles à des promoteurs ou à de simples particuliers, a mis une première tranche à titre quasi expérimental sur le marché. En trois semaines, 22 hectares constructibles ont été enlevés par quelque deux cents particuliers pour une somme totale de 26 millions de dinars. Ce début est jugé très satisfaisant pour une opération qui est prévue pour durer jusqu'à l'an 2000 et au-delà.

Pour le moment, senls une mosquée, financée par les Saoudiens, et le futur siège de la Société de promotion se dressent sur le site longé par de nouvelles voies de circulation rapide. « Le style architectural retenu sera d'inspiration arabo-musulmane », promet un prospectus. Certes, mais le mode de vie, le plus souvent en appartements pour familles éclatées — un ménage dont les deux conjoints travaillent, deux enfants — n'a plus grand-chose à voir avec la tradition. Il se peut qu'il y ait une part d'utopie dans le projet de « Tunis-sur-Lac ». Mais, à travers ce réve, on voit bien l'image idéale que la Tunisie projette d'ellomême à la fin du siècle, et, malgré la mosquée des Saoudiens, il y a de quoi faire hurler plus d'un intégriste.

J. do L.G.





« Nous

Un entretien avec le gouverneur de la Banque centrale

« Nous pouvons augurer une reprise »

nous déclare M. Ismaïl Khelil

(Suite de la page 5.) - Quels réajestements préconisez-vous pour assurer à l'économie tunisienne une plus grande efficacité et une réelle compétitivité internationale ?

- Consciente de l'ampleur des défis qu'elle est appelée à affronter, la Tunisie s'est engagée depuis 1986 dans un vaste programme d'ajustement structurel destiné à remettre l'économie tunisienne sur le sentier d'une croissance saine et soutenue.

 Au premier chef de ces défis figure une pression constante sur le marché de l'emploi due à un croît démographique encore élevé ainsi que l'impérieuse nécessité de rétablir les équilibres budgétaires et financiers et de limiter l'accroissement de l'endettement extérieur.

o who at the control to

to be meaning to be delicated and the second

the state of the state of the state of

Marche Tree

26 m

Contract of the second

meet for a principle

of direct the day

the the state of the

told being an army a fine

topic of a secondary

THE SHAPE THEY CAN TAKE

The state of the s

Man spainting the second

Mere ducines are and

PROGRAMEN CHARLES

» Or, pour relever ces défis et gagner le pari du développement, nous avons cherché à conférer à notre économie plus d'efficacité et de performances en axant notre stratégie sur trois éléments essentiels : la maîtrise de la consommation intérieure, la rationalisation des investissements et la promotion des exportations.

» Les mesures nécessaires ont déjà été prises pour perfectionner et parachever le cadre institutionnel de la promotion des exportations. Nous avons également procédé au réajustement du taux de change du dinar pour corriger l'appréciation de sa valeur par rapport aux monnaies de nos principaux partenaires et concurrents.

» Nous sommes cependant conscients que l'acte d'exporter. n'est pas une chose aisée, puisqu'il suppose une économie efficace et compétitive. Or l'entreprise tunisienne ne peut améliorer sa comnétitivité et s'orienter vers l'exportation que si elle évolue dans un environnement de concurrence créative dans lequel seront éliminées les entraves et les distorsions qui handicapent son développe-

» Aussi avons-nous opté pour la réhabilitation de l'entreprise Centre Drivilegie de Cre tion de richesse et ce au moyen de l'assainissement de son environnement par une libéralisation progressive des différents aspects de l'activité économique.

Abaissement des droits de douene

Cela se traduit comment? Nous avons consacré le principe de la liberté de l'acte d'inveset, partant, celui de la responsabilisation de l'opérateur ique. Nous avons retenu également de libérer, d'une manière progressive, les prix à la production des produits indus-

» Dans le domaine du commerce extérieur, le programme de redressement prévoit une sensible réduction des restrictions quantitatives et un abaissement substantiel des droits de douane.



3, rue de MEDINE 1002 TUNKS BELVEDERE TEL: 890.003 - Telex 15 358 TN

est à votre disposition pour vous fournir gracieusement toute istance dont vous pournez avoir besoin pour mieux connaître les produits tunisiens et pour établir des

relations avec les opérateurs de Tunisie.

Par ailleurs, et partant de l'idée que toute mesure d'encadrement administratif des taux d'intérêt et des activités des institutions financières décourage la mobilisation de l'épargne, fausse les schémas d'investissement et les anticipations des agents économiques, et entrave la concurrence entre les différentes unités financières, nous avons engagé une véritable réforme financière devant assurer une meilleure allo-

cation des ressources disponibles. » C'est dans ce cadre que nous avons procédé à une déréglementation partielle des taux d'intérêt, supprimé toutes les formalités d'autorisation préalable de l'octroi des crédits par les banques et dynamisé le marché moné-

» Notre souci d'accroître les performances et l'efficacité de également à la base de l'option de privatisation des entreprises publiques travaillant dans les secteurs non stratégiques. Cette approche permettra à l'Etat de se désengager des secteurs concurrentiels où l'initiative privée est à même d'atteindre, au moindre coût, les objectifs de croissance économique.

» Nous comptons compléter toutes ces mesures par d'autres visant à réduire davantage la protection excessive de l'entreprise tunisienne. Il s'agit notamment de l'activation de la réforme fiscale déjà engagée par l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Tunisie.

- Les mesures décidées dans le cadre du plan de redressement dès 1986 et les correctifs apportés en octobre 1987 out certes porté leurs fruits en ce qui concerne l'amélioration des équilibres internes et externes, mais ont-ils réellement stimulé l'investissame et suscité le regain de confissec escompté dans les milieux éconos tadisions et étrangers ?

- Effectivement, les résultats enregistrés au terme de 1987 sont encourageants et prouvent que nous sommes sur la bonne voie.

» Mieux encore, les progrès enregistrés en matière d'assainissement de la situation économione et financière se sont affermis en 1988. Il en est résulté, notamment, une consolidation de nos paiements extérieurs et un censible affermissement de nos réserves de change grâce à un essor saus précédent des recettes touristiques et à une poursuite de l'augmentation des recettes d'exportation. Nous avons maintenant des avoirs en devises qui couvrent trois mois d'importations contre à peine cinquante jours à fin 1987 et vingt-cinq jours à fin

» Toutefois, si le problème de l'emploi a continué à se poser avec une certaine acuité, la reprise des investissements devra le contenir efficacement, et ce d'autant plus que le président Zine El Abidine Ben Ali avait, dès 1987, arrêté un ensemble de mesures destinées à rétablir la confiance des investisseurs et à améliorer l'environnement social. Ces mesures se rapportaient essentiellement à l'amnistie fiscale, à la réduction du coût du crédit, à l'assouplissement du régime de change, à l'amélioration des salaires minima et des traitements des agents de la fonction publique, à l'octroi, de nouveau, de facilités de crédit pour les salariés par les organismes de sécurité sociale et à l'amélioration du système de financement de la construction de logements.

Des actions complémentaires

dynamique de redressement éco- La Tunisie se classe ainsi la prenomique et introduire les ajustements de nature à mieux récondre aux aspirations de la population.

les effets ?

- Avez-vous déjà pu en mesurer

- Nous pouvons dire que ces mesures commencent à produire les effets attendus puisque l'investissement paraît reprendre de façon encourageante. Plusieurs indicateurs confirment cette tendance. Il s'agit principalement de la reprise des importations de biens d'équipement, qui progres-sent, au terme des huit premiers mois de 1988, de plus de 22 % à

mière de tons les pays africains, y compris l'Afrique du Sud. Son risque est même mieux apprécié que celui de certains pays pétrolier tels que les Emirats arabes unis - La cession au privé d'un certain nombre d'entreprises publiques et de sociétés étatiques est à

l'ordre du jour. Comment option? Est-elle conciliable avec les mécanismes et la situation ne troille du murché financier ? - De nos jours, la privatisation

prix courants correspondant à est en vogue partout dans le 15 % à prix constants. Il y a égale-monde. L'intérêt qu'elle suscite ment la forte progression, durant est à la mesure de la prise de



la même période, des déclarations au titre des projets orientés vers l'exportation. Il y a ensuite l'importante poussée de l'investis-sement appréhendée à travers le doublement des approbations des banques de développement.

Palement régulier de la dette extérieure

les effets des quelques goulets d'étranglement ressentis par certaines activités orientées vers le marché local, nous sommes en train d'étudier les mesures les plus indiquées pour consolider davantage la relance engagée: Ces mesures se sintent principalement au niveau de l'adaptation de la législation du travail, de la réduction des charges sociales de l'entreprise et de l'aménagement du régime d'importation des biens d'équipement et du mécanisme de

détermination du coût du crédit. » Pour ce qui est de l'appréciation de la situation économique par les milieux financiers internationaux, nous pouvous affirmer. que l'accélération de l'action d'ajustement et d'adaptation de l'économie, dans le cadre du programme de redressement, a. permis de conforter l'image de marque de la Tunisie comme un pays honorant en priorité et à temps ses engagements extérieurs, et qui s'est toujours refusé de recourir au rééchelonnement

de su dette emérieure. D'ailleurs, la dernière analyse de risque pays publice par la revue spécialisée Euromoney présente un témoignage actuel de l'appréciation très favorable que font les marchés financiers internationaux de la nouvelle orientation de l'économie tunisienne et. de sa crédibilité, tant sur le plan politique que sur le plan économique. La Tunisie s'est classée en effet quarante-septième sur une liste de pays. Elle a récupéré quaont été prises pour soutenir la tre places sur son rang en 1987. conscience de la nécessité de limiter l'interventionnisme de l'Etat dans la gestion courante des activités économiques. Il sera ainsi possible à l'Etat de mieux assumer le rôle important qui lui incombe dans l'organisation de la vie politique, économique et

sociale du pays. » Nous considérons, en Tunisie, qu'il est indiqué de faire preuve de pragmatisme en matière de ation. Au opté, au moins dans une première phase, pour la méthode privilégiant l'examen du cas par cas en attendant de concevoir, au fil de l'expérience, une approche globale pouvant comporter plusieurs variantes pour tenir compte des particularités propres à certaines entreprises à privatiser.

» C'est dans ce contexte que nous avons déià entrepris et réussi avec l'aide des organismes financiers internationaux et des banques locales certaines opérations de privatisation, notamment dans le secteur touristique et celui des industries textiles. Nous sommes actuellement en train de revoir l'ensemble des textes réglementaires régissant les entreprises publiques pour améliorer et simplifier la procédure de privatisation de celles qui évoluent dans des secteurs concurrentiels non stratégiques.

» Nous estimons que le système financier a un rôle important à jouer dans la concrétisation du ogramme de privatisation. Avec la mise au point de la réforme de la Bourse et du marché financier et l'harmonisation des mesures d'encouragement aux épargnants et aux investisseurs, la Bourse sera à même de jouer un rôle plus dynamique dans la restructuration du capital des entreprises publiques, le développement de l'actionnariat populaire et l'attrait des capitaux extérieurs. Les banques auront également à occuper une place de choix, notamment en se chargeant de l'évaluation des entreprises à privatiser, en pre-

nant en portage une partie ou la totalité du capital des entreprises concernées, et ce afin de la placer ultérieurement auprès de leurs partenaires ou chez des investisseurs locaux ou étrangers intéressés, et, enfin, en utilisant leur réseau d'agences pour démarcher, avec la Bourse et les agents de change, le petit actionnariat.

Assouplissement du contrôle des changes

- Tunis, place financière internationale : c'est là na thème ani a été développé au début des années 80. Est-il encore d'actualité et, dans l'affirmative, quelles en sout les implications au niveau des infrastructures d'accueil, des institutions financières et du débat actuel sur la libre convertibilité 🖦

- En réalité, la volonté des autorités monétaires de faire de Tunis une place financière ne date pas d'aujourd'hui. En effet, depuis 1976, une loi a autorisé les banques étrangères travaillant essentiellement avec des nonrésidents à s'installer dans notre pays. Cette législation régissant les banques off-shore a été par la suite revue dans le sens de l'amélioration de leur intégration dans l'économie tunizienne, du renforcement des avantages fiscaux prévus en leur faveur et de la simplification des règles de leur fonctionnement, tout en veillant à la consolidation de la crédibilité de la place de Turis.

» Nous sommes, par ailleurs, convaincus que le contrôle des changes constitue une entrave réelle pour la transformation de Tunis en place financière internationale. C'est pourquoi nous avons accéléré l'action d'assouplissement progressif des formalités de contrôle des changes. Les toutes

dernières manifestations de cette action out porté sur la promulgation d'une amnistie des changes, l'autorisation des résidents à avoir des comptes en dinars convertibles et en devises pouvant abriter. dans les conditions légales et réglementaires, certaines catégories de leurs avoirs et l'amélioration des avantages de change octrovés aux exportateurs.

» Nous comptons également impliquer les banques et les entreprises dans le traitement des opérations de change et de trésorerie devises. A cet effet, nous avons mis les dernières retouches aux textes nécessaires pour doter la place de Tunis d'un véritable marché monétaire en devises.

≥ Nous sommes déterminés à poursuivre cette action et à consolider progressivement la libéralisation externe nécessaire à l'éclosion de Tunis comme place financière et commerciale régionale. Par libéralisation externe, nous entendons l'ouverture du marché financier local aux flux financiers internationaux, la suppression progressive du contrôle des changes et son corollaire l'évolution vers la convertibilité externe du dinar et l'élimination des obstacles à l'entrée sur le marché local des institutions financières étrangères qui acceptent d'intervenir efficacement dans le financement de l'économie natio-

» Certes, la situation actuelle de l'économie tunisienne, qui est encore sous un plan d'ajustement. et le niveau encore réduit de nos réserves de change rendent nécessaire d'engager la politique de libéralisation financière externe par étapes et avec prudence, mais nous avons déjà arrêté une stratégie détaillée devant permettre, l'amélioration de la situation écopomique aidant, de construire le buitième plan, qui commence en 1992, autour de l'objectif essentiel de la convertibilité du dinar,

Propos recueillie per



5 7 RUE KHARTOUM, 1002 TUNIS > 784.488. Telex 14,705 * 14.706 * 14.709

S.I.A.P.E. USINES : SFAX - SKHIRA **PRODUCTION:**

■ Superphosphate triple granulé 46 % P205 (TSP 46) ■ Acide phosphorique (54 % P205) Acide superphosphorique (SPA 62-72 % P205)

C.G. USINES : M'DHILLA - GAFSA

PRODUCTION: ■ Superphosphate triple granulé 45 % P205

I.C.M. USINES : GHANNOUCH, GABÈS **PRODUCTION:** ■ Acide phosphorique 54 % P205

■ Superphosphate triple 37 % P205 Phosphate bicalcique (D.C.P.)

S.A.E.P.A. USINES: GHANNOUCH, GABES PRODUCTION: Acide phosphorique 54 % P205

 Phosphate diammonique (DAP) Ammonitrate (33 % N)

ENGRAIS DE GABÉS USINES : GHANNOUCH, GABÈS PRODUCTION:

NOURRIR LES PLANTES QUI NOURRISSENT LE MOND

Phosphate monoammonique (MAP)

Phosphate diammonique (DAP) Engrais composés (NPK)

NOUE DU SUD

95, AVENUE DE LA LIBERTE. TUNIS TEL: 28-94-00 TELEX: 15176 BAN SUD. TN.

Politique

Le référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

MM. François Mitterrand et Michel Rocard ont lancé, vendredi 4 novembre, un dernier appel à participer et à voter « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Le premier ministre, qui participait à un meeting à Lille, s'est attaché à répondre aux arguments d'une partie de la droite et de l'extrême droite, notamment sur l'amnistie que prévoit le projet de loi soumis à référendum, et sur le fait que le « oui » n'est pas un vote pour

Le président de la République, qui s'expri-mait à la télévision, a de nouveau demandé un geste de « frateruité », en réaffirmant que le référendum est la condition même de la signature des accords de Matignon et que la victoire du « oui » serait « celle de la France tout entière ». « Plus breux vous serez à voter dimanche, a déclaré M. Mitterrand, plus fort et plus solide sera le pacte mational dont dépend l'avenir. »

Les cinq dirigeants des principaux partis politiques ont répondu au président de la République sur TF 1 quelques minutes après son allocution. Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a reproché à M. Mitterrand au « oubli » et une « déformation » dans son intervention, en continuent que la cell du corre électeur le partie de la company de la celle de corre électeur le partie de la celle de corre électeur le partie de la celle de corre électeur le partie de la celle de celle de la celle de celle de la Républication de la Républicati sonlignant que le gel du corps électoral sur le texritoire, pour le référendum d'autodétermination de 1998, est la «raison fondamentale» de la non-participation du RPR à l'actuel référendain.

Pour le FN, M. Jean-Marie Le Pen a appelé les « patriotes » à voter « non », en estimant que les arguments de M. Mitterrand sont «fallacieux » et que, par son intervention télévisée, le président de la République a donné un caractère « plébiscitaire » à cette consultation.

Pour l'UDF, M. Pierre Méhaignerie a renouvelé son appel à voter « oui » - car, a-t-il dit,

« les hommes de toutes tendances responsables en Nouvelle-Calédonic me le demandent » — tout ne M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS et Mª Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF, qui a appelé à la « vigilance » contre les « colonialistes » pour assurer le respect des accords de Matignon, acceptés par les communistes, car le FLNKS en

Président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a mis en garde, à ce propos, les Néo-Calédoniens en jugeant, vendredi sur Europe 1, qu'une faible participation ou un faible taux de « oui » sur le territoire — c'est-à-dire « un résultat un pen riquiqui » — significraient « qu'il n'y a plus d'accords Matignon. (...) Si, en Nouvelle-Calédoule, a précisé M. Tjibaou, Il n'y a que 30 % de « oui », ça va être difficile pour les militants canaques de penser qu'en face il y a u appui aux accords Matignon ».

Enfin, M. Tjibaou a réaffirmé que l'idée d'organiser le référendum du 6 novembre résults de discussions entre le gouvernement, le FLNKS et le RPCR. M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a précisé à ce sujet, à Perpignan, que le choix du référendum répondait « à une demande expresse de M. Tjibaou approuvée par M. Lafleur ».

Tandis que M. Yvon Briant, secrétaire générai du CNI, partisan du « non » affirmait à l'avance qu'il n'accepterait pas que le FN « revendique l'ensemble des suffrages négatifs », plusieurs personnalités d'extrême gauche signaient un texte commun pour dénoncer « l'imposture » du référendum du 6 novembre et appeler à « ne pas voter dupe ».

« Une garantie solennelle : la vôtre !»

déclare le président de la République

« Mes chers compatriotes

» Je viens vous parler ce soir de la Nouvelle-Calédonie. Et, à moins de deux jours du référendum, je vous

Là-bas, des hommes, qui se sont affrontés, combattus parfois jusqu'au sang, jusqu'à la mort vous en avez vu les images tragiques, — ces hommes se sont enfin

» Les deux principales commu-nautés de l'archipel se trouvaient face à face. Le calme est revenu.

» Elles vous demandent maintenant, ensemble, de voter pour garan-tir leur avenir dans la concorde retrouvée. Et pour cela elles attendent de vous, elles espèrent de vous le geste de fraternité qui consacrera leur accord, signé le 26 juin dernier, à l'invitation du premier ministre, M. Michel Rocard, par les représentants qualifiés des populations néo-calédoniennes, Messieurs Lafleur et Tjibaou.

» Alors, voilà. Oul ou non, approuvez-vous cet accord ? Voulez-vous les aider ? Allez-vous preadre la main tendue on bien la refuser? C'est, je le répète, la seule, la vrais question à laquelle vous aurez à épondre dimanche.

» Mais que dit cet accord ? Que dans dix ans en 1988, les habitants du territoire décideront eux-mêmes et librement de leur destin.

Dix ans, c'est en effet le temps jugé nécessaire pour réduire les iné-galités, former les jeunes, habituer les citoyens aux responsabilités, construire les équipements indispen-sables au progrès, routes, écoles, dis-pensaires, veiller à l'épanouissement des diverses cultures, bref, pour que la confiance l'emporte sur la vio-

» Et pendant ces dix ans, nous spaulerons, à nous tous, la Nouvelle-Calédonie pour qu'elle réussisse son développement et réapprenne à

» S'il en est ainsi, vous penserez peut-être : mais pourquoi un référendum? Pour une raison essentielle, Sans la promese de ce référendum, c'est-à-dire sans l'espoir du soutien du peuple français, il n'y aurait pas

Depuis 1945, le Parlement s changé sept fois le statut de la Nouvelle-Calédonie. Il fallait en finir avec cette instabilité et apporter une antre garantie. Plus sol nelle encore. Celle du peuple inimême : la vôtro.

» Mes chers compatriotes, le choix vous appartient. Mais sachezle : plus nombreux vous serez à voter dimanche, plus fort et plus solide sera le pacte national dont dépend

> La victoire du « oui » ne sera la victoire de personne sur personne, mais celle de la France tout entière.

» Vive la République !

> Vive ia France ! >

« Les auteurs d'assassinat seront jugés »

souligne M. Michel Rocard

LILLE de notre envoyé spécial

Le dernier meeting du Parti socialiste, qui a réuni deux mille cinq cents personnes au palais des sports Saint-Sauveur, à Lille, le vendredi 4 novembre, a permis à MM. Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Michel Rocard de répondre aux e de ceux qui appellent à voter « non » ou à s'abstenir dimanche. Quatre ministres socialistes — Mme Edwige Avice et MM. Louis Le Pen Michel Delebarre et Jacques Mellick - assistaient à cette réunion, ainsi que deux membres du gouvernement représentant l'« ouverture ».

M. Mauroy a affirmé que « pour la première fois », s'agissant de l'avenir d'un territoire d'outre-mer, « les électeurs aurons à juger, non pas d'une solution imposée par les circonstances, mais d'une méthode élaborée par les parties en pré-

MM. Michel Durafour et Thierry de

ence > et que les accords de Matignon représentent « un modèle de décolonisation réussie ». « Le plus sûr moyen d'aller à l'Indépendance immédiate, c'eût été de rester dans la violence et dans la tragédie », a assuré le premier secrétaire du PS.

M.Mermaz a sonligné ce que ces accords doivent à la réélection de M. François Mitterrand, qui « a président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a déclaré, au sujet de l'avenir dont la Nouvelle-Calédonie sera appelée à décider dans dix ans : « Nous préférons qu'elle reste française, mais si elle choisit l'indépendance, nous pourrons espérer que ce soit dans l'assoziation avec la France. »

Voter « oul », ce n'est donc pas, selon les socialistes, voter pour l'indépendance du territoire. Ce n'est pas non plus réhabiliter les auteurs de crimes. Rendant hommage, après M. Mauroy, aux gendarmes tués à Fayaoué - doux

d'entre eux appartenaient au groupement de gendarmerie de villeneuve-d'Ascq, dans la banlique de Lille – le premier ministre a déclaré : « L'amnistie n'est pas l'oubli. Elle est un geste de pardon, pour que la vie reprenne et contimue (...). » Il a souligné que cette amnistie « ne s'étend pas aux auteurs directs des crimes d'assassinat, qui, même remis en liberté proisoire, resteront inculpés et seront jugis conformément à la loi ».

M. Rocard a pris schu aussi, en citant les accords de Matignon, de montrer que le référendum, dans lequel M. Jacques Lafleur avait déciaré voir « une opération de politique politicienne » (le Monde du 5 novembre), est partie intégrante de ces accords, tels qu'ils avaient été signés par M. Lafleur, par M. Tjibaou et par le premier ministre luimême. « Comme l'a dit le président de la République » : « Saus le réfé-rendum, il n'y aurait pas eu l'accord », a affirmé M. Rocard.

POINT DE VUE

Fraternité et imposture

AIRE pesser la raison d'Etat pour de la fratemité, c'est l'imposture que constitue le référendum du 6 novembre.

La fraternité consisterait plutôt à prendre en considération la revendication d'indépendance du peuple

L'imposture consiste à faire croire aux Français qu'ils vont voter pour permettre aux caldoches et aux Kanaks de faire la paix. Mais ni cea accords ni la manne financière promise — si elle est débloquée — ne sont de nature à permattre une transformation des structures colonieles existentes. L'égalité est fictive et la fraternité, douteuse.

Le référendum évite un débat de fond sur la question : la Constitution permet-elle la décolonisation ? L'interprétation donnée à la notion de « populations intéressées » serait pourtant édifiante. Si, en effet, le principe « une personne égale une voix » était intangible aux yeux du Conseil constitutionnel, cela voudrait dire que, pour s'affranchir de l'Etat français, seule la révolte pourrait aboutir, et cela serait grave. Si la Constitution entérinait la colonisation et interdisait la décolonisation, nous toucherions le fondement le plus inavouable de notre République.

On berne le « peuple de gauche » lorsqu'on lui fait croire qu'il sera soil-daire des Kanaks en votant oui. En résiné, si les Kanaks ont jugé bon de signer les accords de Matignon parce qu'ils subissent un rapport de forces très défavorable, sur quel soutien du « peuple de gauche » ont-ils pu s'appuyer jusqu'à présent pour négo-cier de meilleurs accords ?

On conforte le droite en souhaitant publiquement, comme l'a fait à plusieurs reprises le pramier ministre, que la Nouvelle-Calédonie reste dans le giron français. On conforte les caldoches, car ce qu'ils ont accepté ne met pas en péril l'essentiel : la « rééquilibrage » des Kanaks par rapport à eux est faussé d'avance ; le gel électoral choisi les maintiendra majoritaires dans dix ans. Présenter M. Lafleur comme un sage relève de la farce. Il a seulement très bien com-

La fratemité mise en scène est censée être contagieuse. Elle devrait miraculeusement réconcilier les Francais entre eux. En fait, il s'agit d'une sée sur le dos des Kanaks. Ils sont les premières victimes de l'ouverture

Non, les anticolonialistes, les démocrates conséquents ne peuvent

passer sous silence l'imposture pré-sentée à la télévision par une publicité politico-touristique honteuse qui est une insuite au peuple kan Faut-il voter nul ou ne pas voter ? En tout état de cause, il ne faut pas voter dupe, et il faut exiger l'indépen-dance kanek et l'amnistie sans excluaive pour tous les prisonniers.

Ce texte a été signé par : Des anciens des réseaux de soutien au FLN algérien: Guy Bourgeois, Georges Fontenis, Georges Mattel, Michel Ravelli, Roger Rey, Paul Densis.

Des militants engagés dans les mou-vements de solidarité avec la lutte du peuple kanak: Michèle Barrou, Jean-Christophe Betrier, Liliane Breton, Prançois Canssarieu, Daniel Guerrier, Emir Harbi, Medhi Lallaoui, Bernard Rignet, Christian Drouet.

Des syndicalistes : Alain Ancel, David Assouline, Yves Roupsard, Paul Tomiche, Christian Ursulet.

Des militants politiques: Chantal Chetonti, («Rénovateurs communistes»), Jean-Pierre Dutenil (OCL), Maurice Joyeux (Fédération anarchiste), Alain Krivine (LCR), Marco Sazetti (UTCL).

Il est aussi signé par : Claude Gabriel et Vincent Kermel (auteurs de « Nouvelle-Calédonie : les sentiers de l'espoir »), Vincent Placoly (écrivain antillais) et Patrick Tort (philosophe).

The second secon

A partir du 14 juillet 1989, la Nouvelle-Calédonie connaîtra un nouveau système institutionnel : - Le haut commissaire, représentant l'Etat, continuera d'exercer le pouvoir exécutif; il sera assisté par un comité consultatif, composé par les présidents des trois provinces et le président du

- Trois provinces seront en effet créées, en remplacement des quatre régions actuelles : le province nord, la province des îles Loyauté et la province sud, autour de Noumée, cette dernière étant peuplée majoritairement d'Euro-

Jusqu'au 14 juillet 1989,

l'Etat continuera d'administrer directement le territoire, comme il le fait depuis le 14 juillet 1988.

- Entre le 1º juin et le 14 juil-let 1989, après révision des listes ctorales, chaque province élira eon assemblée pour six ans au acrutin de liste proportionnel (15 membres pour le province nord, 7 membres pour le province des îles Loyauté et 32 membres pour la province aud).

Chacune de ces assemblées élira ensuita son président, à la fois chef de l'administration et chef de l'exécutif de la province.

- Ces provirioss seront € ie moteur des réformes entreprises pour rééquilibrer le vie du territoire ». Elles auront en charge la

(couverture sociale, logement, équipements sanitaires), la mise en valeur des héritages culturels. le développement de la production agricole et industrieile, l'insertion sociale de la commu-neuté métanésienne. Elles recevront des ressources financières du territoire et de l'Etat; elles bénéficieront du concours de fonctionnaires mis à leur disposition par l'Etat et par le territoire.

personnel contractuel. Des contrats de développement seront signés entre l'Etat et che-- Les trois assemblées de

en étant autorisées à recruter du

province réunies formeront le congrès du tarritoire. - Le territoire conservers des compétences de coordination et ses prérogatives s'exerceront sur les metières qui ne pourront aur être transférées aux provinces (fiscelité, budget territorial, routes, hôpitaux).

Un comité économique et social représentera les groupe-ments professionnels, les syndicets, les associations. Il donners un avis consultatif sur les projets à ceractère culturel, économique ou social qui lui seront soumis per province, le Conseil consultatif

Le nouveau système institutionnel coutumier ou le haut-

- Un Conseil consultatif coutumier du territoire sera en effet créé pour traduire l'importance des traditions dans l'organisation sociale de la communauté méla nésienne. Il donnera son avia sur les questions de droit civil particulier et de droit foncier:

- L'Etat, représenté par le haut-commissaire, conservere les compétences qui sont liées à la souveraineté nationale et celles qui lui permettront d'exercer sa fonction arbitrale (relations extérieures, Trésor, maintien de l'ordre, justice, audiovisuel). Les grandes orientations de l'économie calédonienne (mines, pro-priétés foncières), le répartition et la mise en œuvre des grands investissements, ainsi que la créetion d'une agence de développement de la culture canaque relàveront également de sa responsabilité;

- En 1998, un référendum d'autodétermination conclura le processus ouvert par la loi référendaire. Le acrutin aura lieu conformément aux dispositions de l'article 53 de la Constitution. Y participarent tous caux qui seront inecrits sur les listes électorales en Nouvelle-Calédonie à la date de la consultation et qui auront résidé sur le territoire depuis le 6 novembre 1988,

Vivre ensemble

(Suite de la première page.)

Les Calédoniens avaient en effet reçu l'assurance de disposer d'un statut d'autonomie assez évolutif pris à l'indépendance, alors que le territoire ne comptait encore aucun indépendantiste déclaré. Cinq ans plus tard, en 1963, an mépris de la parole donnée, le statut Jacquinot récablissait l'ancien pouvoir colonial. En 1985, au terme d'une longue

période insurrectionnelle, FLNKS et le RPCR avaient accepté, bon gré mai gré, le statut Pisani revu et corrigé par le gouver-nement Fabius, et la participation des deux camps aux élections régionales avait ramené le calme sur le territoire avec un système institu-tionnel plus équilibré. Un an plus

> Le général Massu votera « oni »

Le général Massu e annoncé qu'il voterait « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédon dans une déclaration que public samedi 5 novembre le quotidien la République du Centre.

Le général Massu, qui s'est retiré près de Montargis (Loiret), estime que « nos expériences indochinoises et aigériennes nous invitent à ne pas rééditer les mêmes erreurs » et situe sa prise de position « an tant que chrétien a. L'accord Lafleur-Tjibaou est « une chance à saisir », sjoute-t-il. « lis sont au cosur du problème et non dens l'abstraction frileuse et pessi-

« Les raisons pour s'abatanir de Jacques Soustelle, poursuit le général, me font penser dans leur esprit à celles qu'il mettait en avant au début de 1961 pour poueser l'armée à la rébellion contre le général de Gaulle. »

« Quant aux raisons de Jean-Marie Le Pen de voter ∢ non », elles oublient complètement notre expérience algérienne. Il est vrai que le lieutenant Le Pen, qui a combattu sous mes ordres -- pour l'Algérie française -- et est devenu ensuite l'ennemi numéro un des immigrants, n'est pas à une contradiction près », conclut le général

tard, en 1986, la politique suivie par le gouvernement Chirac détruisait le gouvernement Chirac détruisait délibérément cet équilibre et s'effondrait avec le drame d'Ouvéa. L'impact moral de la procédure référendaire empêchera peut-être qu'il y ait une trossième déconvenue.

Si les Calédoniens ne changent pas d'avis, rien ne pourra entraver l'application des accords de Matignon. Ils seront maîtres du jeu suivant les règles qu'ils ont eux-mêmes fixées. Et il s'agira bel et bien d'un jeu politique inédit.

Les indépendantistes, qui contrô-leront deux des trois futures provinces, celle du Nord et celle des fles Loyauté, s'emploieront à convaincre les caldoches qu'ils sont capables de construire et de gérer un Etat pacifique, libéral et moderne. Ils auront dix aus pour pronver aux caldoches que l'avenir de la Communauté européenne passe par l'avènement d'une nation indépendante associée à la France. dante associée à la France. Jean-Marie Tribacu tentera d'être prophète en son pays.

Deax paris

epposés Jacques Lafleur fait le pari inverse : il se déclare certain que, dans dix ans, les thèses du FLNKS auront démontré leur caractère utopique et que les dirigeants indépenistes auront prouvé leur incapacité à répondre aux aspirations des populations locales. Il ne doute pas u'en conséquence la plupart des Canaques comprendront alors que leur avenir demeure indissociable-

ment lié à celui de la France. Si le calendrier inscrit dans le projet de loi référendaire est respecté, le sort de ces deux paris concurrents dépendra du scrutin d'autodétermination de 1998.

Trop bean pour être possible ? Le proche passé calédonien invite, en effet, à la circonspection. Ce serait la première fois que la Nouvelle-Calédonie connaîtrait dix ans consé-

cutifs de tranquillité. Le rôle de l'Etat, dont le représentant à Nouméa disposera du pouvoir exécutif, sera déterminant dans l'arbitrage de cette partie difficile au cours de laquelle le pouvoir central s'est engagé à rendre justice aux Canaques, en les aidant à accé-der aux postes de responsabilité dans tous les secteurs, sans léser pour autant les caldoches. La pratique quotidienne de ce grand écart n'ira pes sans tiraillements.

Pour peu que les forces politiques métropolitaines aient la sagesse de ne pas trop interférer dans cette tenpermis d'espérer que le meilleur, grace à la prise de conscience des adversaires d'hier, succédera au

La Nouvelle-Calédonie a-t-elle, au demeurant, encore le choix? A supposer que les accords de Matignon soient appliqués jusqu'à leur terme, l'échéance de 1998 ne marquera pas, loin de là, la fin du chapitre qui s'ouvrira lundi.

Si dans dix ans le verdict des urnes se révèle favorable aux indépendantistes, cela ne sera, en toute hypothèse, qu'à une faible majorité. Les caldoches resteront, pour le FLNKS, des interlocuteurs inévita-

Si, à l'inverse, les partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française demeurent majoritaires, la revendi-cation nationaliste des Canaques n'en disparaîtra pas pour autant.

Dans les deux cas, le territoire se trouvera en état de partition. Chacune des deux parties de la Grande Terre aura, de toute façon, besoin du soutien de la métropole.

Sans que les uns et les autres en aient aujourd'hui conscience, la première vertu du référendum sera peut-être ainsi de conduire les frères ennemis, sous le regard fraternel de la métropole, à tenter de devenir nain... inséparables.

ALAIN ROLLAT.

· Le Parti démocrate français appelle à voter « oui ». — « Audelà d'une exploitation politicienne possible, au-delà des manœuvres, des arrière-penedes, il faut avant tout considérer l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et de ses habitants », souligne le Parti démocrate français dans une déclaration publiée le vendradi après-midi 4 novembre. « Le « oui » du Parti démocrate français est un « oui » d'espoir : répondre « non » à ce référendum, selon le PDF, qu'anime M. Guy Gennesseaux, serait fermer la porte à ces espoirs, et une abstention massive donnerait à penser à nos lointains compatriotes que la métropole se désintéresse

Par ailleurs, le PDF, qui avait soutenu la candidature de M. Chirac à l'élection présidentielle, reproche au RPR sa « dérive droitière ».

4.

经营业工业

NAME OF TAXABLE

4 . ${\rm Sp}_{n, p}$

ing the same

4-14

S.A. a. a. a.

14

137 May 14 P Tay a coast

Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Les députés ont adopté, en première lecture, dans la unit du vendredi 4 au samedi 5 novembre, le projet de budget de la culture et de la communication. Seuls les socialistes l'ont approuvé. Les communistes se sont abstenus, tandis que les députés UDF, RPR et UDC out voté contre. Ce vote unique n'a pas permis aux différents groupes de man-cer leur soutien ou leur opposition à l'un ou

l'antre des budgets. « Positivement favorables » au budget de la culture, comme le soulignait M. Georges Hage (PC, Nord), les communistes étaient, en revanche, hostiles à cetul de la communication et se sont donc abstems sur les deux budgets. Par contre, les centristes, par la voix de M. Bernard Stasi, précisèrent qu'ils se seraient abstenus

sur le budget de la communication s'il avait été distinct de celui de la culture, et out finalement décidé de rejeter l'ensemble des

D'un montant total de 9,926, milliards de francs, le budget de la culture et de la communication est en hansse de 12,8 % par rapport à 1988, et représente 0,77 % du budget général de l'Etat.

Audiovisuel: unanimité pour la défense du secteur public

« Est-ce que je rêve ? Est-ce bien soit financée à hauteur des deux necette enceinte que, voici deux ans, tiers par les ressources publicitaires. en cette enceinte que, voici deux ans, j'entendais prôner les vertus de la privatisation, de la concurrence entre chaînes publiques et privées? Que j'entendais, sous les acclamations, le gouvernement annoncer la baisse brutale de la redevance? ».

Server to the

But on a s

22 At 18 18 18 18

Property of the Paris of the Pa

the man have a

14 17 40 gran g

Tart in

HERE STATE OF THE STATE OF

quelune is a visit

Light to the Line of

Disassors and the last

ABBOTAL SET LOSS F

where the second

Activities from the contraction

يورون د د د ادائي ا**ها راه**

Hate of the

THE STREET

经产种

INE

対象のは ジェー

福车78 (14.1)

##POT ...

M. Lang pouvait en effet ne pas en croire ses oreilles. Orateurs de ganche comme de droite s'étaient succédés pendant près de deux heures à la tribune, pour défendre avec une surprenante unanimité et une rare conviction le secteur public de l'audiovisuel, protester contre l'invasion démesurée de la publicité à la télévision et déplorer les faibles ressources des chaînes publiques.

Ainsi, tout en soulignant le « comrage » du gouvernement, qui avait pris la responsabilité d'augmenter ia redevance, M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne), rapporteur spécial budget au nom de la commission des finances, dénonça « l'incohérence dans l'affectation de cette redevance, dont 36 % reviennent à FR 3 alors que le taux d'audience de cette chaine est saible et qu'il existe sept autres sociétés de secteur public. » M. Vivien jugea également anormal qu'Antenne 2

L'adage selon leunel les chaînes publiques doivent être financées par des fonds publics et les chaînes privées par des fonds privés, semblait en effet partagé par tous les députés. même si aucun d'entre eux ne précisa les moyens de l'assurer...

La publicité, jugée définitivement coupable de nombreux maux, doit être restreinte sur les chaînes publiques, s'accordèrent à dire les diffé-rents orateurs, tout en exprimant leur préférence pour une limitation en durée contrairement à la limitation en valeur proposée par le gon-vernement. « Les incendiaires d'hiar voudraient se transformer aujourd'hui en pompiers! » remerqua M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines), rapporteur pour avis de la commission des affaires cultu-reiles, à l'adresse de ses collègues de l'opposition. Lui-même estima que « si les intentions de défense du service public étalent manifestes dans ce budget, les moyens accordés étaient insuffisants ». « C'est un budget d'attente, ajouta M. Schreinot, qui ne doit pas dissimuler la nécessité d'une réforme d'envergure - du secteur andiovisuel

Soulignant à son tour la trop forte emprise de la publicité, M. Michel Péricard (RPR, Yvelines), qui fut le rapporteur de la loi Léotard, observa que cette loi, « après deux ans d'existence, pourrait être amendée ». L'orateur du groupe RPR proposa notamment de réduire la publicité sur les chaînes publiques et de rendre aux chaînes privées une liberté plus grande.

An nom des centristes, M. Bersard Stasi (CDS, Marne), approuva la volonté du gouvernement de « renforcer le secteur public » et la décision de baisse de la TVA (de 7 % à 5,5 %). L'UDC, comme l'UDF qui déposa d'ailleurs un amendement en de seus, auruient souhaité l'abaissement de ce taux à 2,1 % (celni qui est d'ores et déjà applicable à la presse écrite).

Les députés de l'opposition se retrouvèrent également pour criti-quer l'insuffisance des crédits destinés à la création. « Ce budget est sans ambition, observa M. Stasi, et on a l'impression que tout est suspendu à la résorme de l'audiovisuel à venir. » Cette résorme est d'ailleurs déjà jugée trop timide par les communistes, qui ne pardonnent toujours pas au gouvernement d'avoir renoncé à supprimer la loi

Léotard. Quant au budget, il ne répond pas aux vœux du groupe communiste sur la suppression des coupures publicitaires et la renatio-nalisation de TF 1, « une entreprise où on vend des téléspectateurs aux publicitaires et non plus des pro-grammes aux téléspectateurs ».

En réponse aux différents orateurs, M= Catherine Tasca, minis tre déléguée chargée de la communication, souligna que son budget répondait au souci de « créer un secteur public fort ». « Il faudra, tou-tefois, plus d'une année, plus d'un budget pour y parvenir .. ajouta-

Elle a également précisé qu'elle allait engager, « dans les trois mois », une concertation avec les organisations syndicales du secteur public pour définir « ses missions, la gestion des ressources humaines des moyens financiers, les problèmes de la création et ceux de l'environnement international ». Cette concertation devra déboucher « sur un projet d'entreprise ». « L'audiovisuel est maiade de ses réformes. Nous ne choisissons pas la vote d'une nouvelle législation, mais celle de la concertation », a conclu M= Tasca.

PASCALE ROBERT-DIARD. Ition des infractions à la régle-

Le RMI devant le Sénat

M. Estier (PS) juge le texte « dénaturé sur le fond »

Les importantes modifications mentation sur le travail clandesapportées par la majorité sénatoriale, favorable à l'opposition, à la version du projet de loi instituant le Revenu minimum d'insertion (RMI) approuvée par l'Assemblée nationale ont conduit les socialistes et les communistes à s'abstenir dans le vote final.

Pour M. Claude Estier (Paris), président du groupe socialiste, le débat, au Sénat, commencé mercredi 2 novembre (le Monde des 3, 4, et 5 novembre) a permis « des améliorations non négligeobles sur la forme » mais a surtout conduit à un texte « dénaturé sur le fond ».

Mobilisation des bonnes volontés

De son côté, M. Claude Evin. ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a regretté que la majorité sénatoriale ait suivi une logique conduisant - à une distinction entre les responsabilités de l'Etat et celles des collectivités locales - au lieu, comme le voulait le gouvernement, d'organiser une mobilisation de « toutes les volontés ».

Dans la dernière partie du débat, vendredi, le Sénat a voté, sur proposition du RPR, une disposition nouvelle qui autoriserait les organismes chargés de gérer le RMI à communiquer « toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de la mission des agents chargés de la constata-

D'autre part, les sénateurs ont modifié la composition des commissions locales d'insertion et des conseils départementaux d'insertion en y imposant la présence. pour moitié, d'élus locaux et, dans le second cas, de représentants désignés par le conseil général.

S'agissant du sinancement des actions d'insertion, ils ont limité la participation des départements à 5 % du montant des dépenses nettes d'aide sociale légales (...) lors de l'exercice précédent ». Autre clause de sauvegarde instaurée par le Sénat : tout dépassement des dépenses des départements seraient imputées sur le montant de leur participation financière minimale (20 %) prévue par le texte.

La majorité sénatoriale a approuvé la demande de plusieurs sénateurs RPR et UDF en supprimant dans le projet la mention de « modalités particultères d'application - pour l'outre-mer. Elic a enfin confirmé in fine sa volonté de voir transmettre dès le 1ª janvier 1992 la gestion du RMI aux

M. Evin s'y est opposé en raison de la réduction de la durée de l'expérience (initialement limitée au 30 juin 1992) et d'une anticipation sur les adaptations qui apparaîtraient alors nécessaires et auxquelles le gouvernement prévoit de procéder à la mi-1992.

Culture : seul le RPR a boudé

La polémique était difficile sur le budget de la culture, examiné vendredi, en séance publique à l'Assemblée nationale : des crédits en hausse de 12,5 % par rapport à 1988 (9,7 milliards de francs) alors que constitue de l'Assemblée nationale : des crédits en hausse de 12,5 % par rapport à 1988 (9,7 milliards de francs) alors que l'assemblée nationale : de l'Assemblée nationale : de l'Assemblée nationale : des crédits en hausse (9,7 milliards de francs) alors que l'assemblée nationale : des crédits en hausse (9,7 milliards de francs) alors que l'assemblée nationale : des crédits en hausse (9,7 milliards de francs) alors que l'assemblée nationale : des crédits en hausse (9,7 milliards de francs) alors que l'assemblée nationale : des crédits en hausse (9,7 milliards de francs) alors que celui du patrimoine. « Le l'ang II est arrivé. Son comportement est plus réservé que celui du groupe UDF. le budget général de l'Etat ne pro-gresse que de 6,5 % et des priorités — la sauvegarde et la valorisation du patrimoine, ainsi que le développe-ment de l'enseignement artistique qui ressemblent à s'y méprendre à celles dégagées par les précédents

Les a motifs de satisfaction » étaient nombreux pour M. Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône) qui a souligné que, conformément aux engagements du précident de la République, la culture est redevenue, dans la loi de finances pour 1989, « une priorité nationale ». M. Aisin Griotteray (UDF, Val-de-Marne) a décerné à son tour un double satisfecit » au ministre de la culture, sur la baisse des impôts initiée par son prédécesseur et pour-suivie dans ce budget — et la tagé par M. Jean-Paul Fuchs

Satisfaction encore chez les communistes, an nom desquels M. Gay Hermier a annoucé qu'il aurait voté les crédits de la culture s'ils avaient été distincts de ceux de la communication. - Par rapport aux restrictions imposées par la droite en 1987 et en 1988 et aux stagnations de 1985 et 1986, l'accroissement des ble - a ajouté M. Hermier.

Plus critique, Mª Prançoise de Pannafieu RPR, Paris), rapporteur de la commission des affaires culturelles, s'est félicitée de l'enveloppe budgétaire, en estimant toutefois que « ces augmentations ne pou-vaient faire, à elles seules, une politique »; elle a déploré « la dispersion des moyens et l'éparpillement

(UDC, Haut-Rhin), qui a souligné que « beaucoup de [ses] amis ont du mal à saisir les réalités » de la politique culturelle de M. Lang.

Scul M. Jacques Touben (RPR, Paris) n'a trouvé décidément aucun mérite à ce budget, qui traduit selon lui « une monarchie culturelle », une politique « coûteuse et centraliratrice » et une « omniprésence de l'Etat ». Rendant hommage à l'action du précédent ministre de la culture, M. François Léotard — présent, mais silencieux, à son banc -M. Toubon a souligne que le budget pour i 989 est marqué par « un désé quilibre entre Paris et la province, au détriment de cette dernière ».

Cos accusations ne sout pas parve nues à entamer la sérénité du minis-tre de la culture. Son badget, qui a échappé aux restrictions sévères imposées par la Rue de Rivoli, pour-mit de la culture. rait lui permettre de fêter digne-ment en 1989, le trentième anniver-saire de la création du ministère de la culture.

P. H. O.

LA CAMIF COMMUNIQUE à SES SOCIÉTAIRES

LA CAMIF ANTICIPE LA BAISSE DE T.V.A.

La baisse de la T.V.A., récemment votée, de 33 % à 28 % devant prendre effet le 1° décembre prochain sera prise en charge par votre coopérative sur vos commandes dès le lundi 7 novembre

Malgré les problèmes d'acheminement du courrier

LA CAMIF S'ENGAGE SUR LES DÉLAIS DE LIVRAISON

en mettant en place des moyens supplémentaires pour acheminer vos commandes à domicile.

Passez commande :

- par téléphone : (coordonnées de votre correspondant CAMIF page 734 du catalogue en cours)
- par Minitel: faites le 3613 code LACAMIF
- Dar écrit : en déposant vos bons de commande à l'Antenne CAMIF après-vente la plus proche (coordonnées page 742 de votre catalogue)

*Si yous habitez dans la région d'un magasin ou point d'accueil CAMIF, vous pouvez vous y rendre en permanence pour prendre contact avec votre coopérative.



A secretary of the figure of the second and the second of the second of

Pour tout renseignement, reportez-vous à votre catalogue ou téléphonez à votre correspondant CAMIF.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

L faut avoir un certain goût de la provocation pour publier un livre sous le titre Eloge de la trahison. Heureusement, la soustitre, plus précis, rassure : De l'art de gouverner par le reniement. La trahison, done, mais dans son acception la plus large et dans le champ d'action le plus vaste, celui de la politique : ainsi présentée, l'entreprise devient plus claire et acceptable.

Reste, cependant, l'éloge. Fallait-il aller iusque-là et, surtout jusqu'à cette forme extrême d'apologie du crime ? Les auteurs, Denis Jeambar, rédecteur en chef au Point, et Yves Roucaute, agrégé de philosophie et de science politique, n'osent-ils pas affirmer, en guise d'introduction, que loin d'être un moyen de gouvernement archaïque la trahison reste d'actualité, nécessaire mêma « comme facteur de cohésion sociale », dans ces régimes fragiles, versatiles, vibriormants que sont les démocraties

A les suivre, « la trahison est désormais la seule méthode pour gérer le temps et la durée pociale ». Elle est perçue et analysée par nos auteurs comme « l'expression supérieure du pragmatisme » ; comme la capacité de s'adapter à la volonté du peuple, aux pulsions de la société; comme une défense contre la despotisme. Elle a le courage, affirment encore Denis Jeembar et Yves Roucaute, d'éviter les nuotures et les fractures. Bref, « le reniement est au cœur de notre vie politique ».

La journalista et le professeur se sont pris au jeu de ce brillant pas de deux sur le peradoxe, et ils un donnent de libres variations. Ils

relient leur version moderne de la trahison à son imagerie plus traditionnelle et ils n'ont aucune peine à illustrer, de l'Antiquité aux dernières roueries de l'« ouverture ». via Henri IV et quelques autres, leur traité de la traîtrise. Le cruel recours aux citations fonctionne ici à plais rendement. Celui qui

Traité de la traîtrise

oserait affirmer n'avoir jamais trahi ne serait, en somme, qu'un traître doublé d'un menteur.

L'affluence est telle qu'il est possible, selon les auteurs, d'esquisser une typologie des traîtres : les grands, les héroïques, les historiques, les relatifs, les lêches... Quelques figures de cette classification sont mentionnées, mais on laissera aux lecteurs la surprise de les découvrir.

De nos jours, les traîtres de tout poil utilisent au mieux ia que de la démocratie, qui se révèle « un système de trahison ultra-moderne » et qui a fait largement la preuve de sa supériorité. Ce n'est pas la moindre des paradoxes de cet essai de confondre dans la même éloge la démocratie et le trahison. Ce faisant, les auteurs ne trahissent pas le première, et ils vistent de séduction la seconde, qui est la part des nommes à l'himoire Provocation, humour, cynia:

réalité comme elle est ? Voici une autre tentative pour désacraliser la politique en assumant ses ressorts les moins avouables. Pierre Lenain, économiste, professeur à l'institut d'études politiques, se propose, lui, de réhabilinar un autre vilain comportement sout le titre : la Mansonga politique.

Le mensonge, écrit-il, est au cosur de la politique, monde dans lequal la verité n'est qu'e ustensile, relative, adaptée, bialsée ». Faut-il s'en chagriner ? Non, ssure Pierre Lensin. ell faut démystifier le mensonae : il est nécessaire, il reasemble, il unifie, c'est une forme de rêverie ou d'imaginaire collectif. » Capendant, il convient d'en faire bon usage, car il y a le bon et le mauvais mensonge, ce dernier se caractérisant par « se médiocrité, se laideur, son inefficacité ».

En réalité, l'art du mensonge suppose une grande compétence et autant d'intelligence et de vigilance dans as conception comme dans son exécution. Bien utilisé. comme technique de gouvernement et de cohésion du corps social, il ouvre, selon l'auteur, un « espace de jeu », il révèle les rapports de forces, il permet de gérer le temps. Conclusion : c'est avec le parier-faux qu'on entre dans le

★ Eloge de la trakison, par Denis.
Joannbar et Yves Roucaute, Scuil, 182 pages, 89 F.

* Le Mensonge politique, par Pierre Lenain, Economica, 109 pages, 85 F.

compétences du maire actuel.

∉ Pourquoi le maire s'est-il tu

il. Nous avons le droit de savoir. L'image de la ville est ternie et les

finances locales risquent d'être pena-

M. Chesa est allé demander des

explications aux deux organismes

plainte à propos de cette affaire.

Agitation à le maison d'arrêt de Strasbourg. – La nouvelle mai-son d'arrêt de Strasbourg-Elsau,

ouverte en septembre demier, a connu jeudi 3 novembre sa première

protestation de détenus. A l'issue de

la promenade réglementaire, une

ouarantaine de prisonniers (sur envi-

ron 350) ant refusé, pendant une

heure, de regagner leurs cellules. Les

manifestants, qui ont exprimé leur

colère en arrachant des pavés dans

la cour, réclamaient notamment une

nourriture quotidienne plus abon-

BERNARD REVEL.

Le 3 novembre au matin,

es longuement. »

qu'au 29 octobre ?, s'interroge-t-

CARCASSONNE de notre correspondant

L'affaire commence au début de 1987, Lorsque le maire de Carcassonne forme le projet de construire un Centre international de séjour doté d'une vaste salle de conférence et de cent vingt chambres. Il espère redorer ainsi le blason de la cité médiévale, immédiatement, un homme s'offre en partenaire providentiel. Il s'agit de M. André Orta, président d'Aquitaine Loisirs Internetional, association bordelaise spécialisée dans le tourisme social. M. Orta fait valoir ses anciennes responsabl lités à la Fédération Léo-Lagrange et surtout ses liens avec M. Pierre Mauroy : des arguments de poids pour un maire qui veut aller vite, fût-il chira-

En mai 1987, M. Chesa donne le feu vert à M. Orta et ce dernier crée,

nai de séjour », dont il assume la présidence. Cette association est chargée de recevoir les fonds nécessaires à la réalisation du projet. Le conseil d'administration de l'association ne comprendra que deux Carcassonnais, désignée par le maire, les autres membres étant Bordelais. En moins de trais mais, M. Orte abtient un prêt de 71,6 millions de francs. Le conseil municipal se porte caution et s'engage à rembourser les annuités de l'emprunt en cas de défaillance de l'association de M. Orta. Le permis de construire est délivre le 30 novembre 1987.

Cainses vides et association fictive

Mais en septembre, le chantier est interrompu, au grand étonnement des Carcassonneis et le scandale éclate le 21 octobre, à la suite d'un article dans la Dépêche du Midi : il n'y a plus d'argent dans les cais d'Espace international de sejour. La première annuité de l'emprunt n'a pas été réglée.

En fait, les 71,6 millions qui ont été versés en une seule fois à l'association de M. Orta, dès octobre 1987, auraient servi à financer une opération immobilière à l'ancien Club Méditerranée de Fort-Royal en Guadeloupe et la rénovation d'un hôtel Paris, 178, boulevard Vincent-Auriol. Pressé de s'expliquer, M. Orta avait confirmé à la mairie cette utilisation des fonds en faisant valoir que le

démarrer. Mais l'argent, avait-il promis, reviendrait dans ses caisses times a su 31 octobre,

il n'en a rian été. De même, on ne trouve nulle trace des intérêtsdes SICAV sur lesquelles le moitié de la somme aurait été placée pendant un

Autre constatation inquiéta l'association Espace international de séjour n'a pas d'existence légale. M. Sutra, l'un des Carcassonnais pressenti pour faire partie du conseil d'administration, reconnaît n'avoir participé qu'à une seule réunion avec M. Orta : « A ce moment-là, explique-t-il, je croyais que l'associa-tion n'était pas définitivement constituée et que, en ma qualité de conseiller juridique, on ne me ferait entrer dans la conseil d'administration que plus tard, quand le centre comm cereit è fonctionner. Depuis, j'atten-dais. Quand l'affaire a éclaté, je me suis rendu compte que mon nom a été décasé à la préfecture sans que i'aie signé quoi que ce soit. »

Le 24 octobre, le procureur de la République est saisi de l'affaire, à la suite d'une lettre de l'association Carcassonne 89, constituée pour soutenir le candisat socialiste, M. Roger Bertrand, aux prochaines municipales. Le 28, il entend pour information le maire de Carcassonne puis, le 31, pendant deux heures, M. Orta. La procureur annonce qu'il a accordé à ce dernier jusqu'au 7 novembre pour rendre à Caross-sonne les fonds disparus.

Conseiller général, M. Roger Ber-trand qui représents le seul espoir pour les socialistes de reconquérir la mairie perdue en 1983, met en

SPORTS

Les remous dans le football français

Artur Jorge démissionne du Matra-Racing

Es match avancé comptant pour la dix-lustième journée do chamunat de France de première division, les Girondins de Bordenax, qui recevaient PAS Mouseo, out fait match and 1-1 vendredi 4 novembre. An même ment, Artur Jorge, l'entraîneur du Matra-Racing, annouçait qu'il démissionnait du club parisien en raison de ses manvais résultats.

prêteurs. « Ce sont eux qui doivent La nomination de Michel Platini porter plainte les premiers », dit-il, en comme sélectionneur du Onze natioajoutant à propos de la Caisse des nal pourrait finalement n'avoir été que le révélateur de la crise en pro-fondeur qui mine le football français. dépôts : « C'est l'organisme conseil des collectivités locales sur ce type d'opération ; en l'occurrence, si l'on "Le Matra-Racing est mauvais comme est mauvais comme est mauvais dans l'ensemble le football français", a écrit Jean-Louis Piette, directeur général du club parisien, dans une lettre adressée à Jean-Luc Lagardère, président du club, pour présenter sa démission. ne peut plus se fier à lui... » Un organisme qui, selon M. Chesa, avait donné d'excellents renseignements Quoi qu'il en soit, M. Chesa a annoncé son intention de déposer

Celle-ci a été refusée sans doute Celle-ci a été refusée sans doute pour éviter l'explosion complète du Matra, car l'entraîneur, Artur Jorge, a quitté ses functions. Officiellement, Artur Jorge a demandé à être libéré de sa tâche parce qu'il a été très affecté par le récent décès de son épouse et qu'il a souhaité retourner au Portugal. En fait, son départ paraît aussi être la conséquence d'une crise larvée et marque peut-être le début de la fin pour le club ciel et blanc.

Ancien international portugais.

Ancien international portugais,
Artur Jorge, âgé de quaranto-deux
ans, était arrivé au Matra-Racing en
1987, après quatre années passées à
la tête du FC Porto, qu'il avait
conduit à la victoire en Coupe
d'Europe des clubs champions
contre le Bayern de Munich. C'était

Parlant six langues, Artur Jorge avait apporté an Matra-Racing des méthodes nouvelles qui avaient, dans un premier temps, porté leurs fruits. L'équipe parisienne avait ainsi atteint la trêve hivernale en troisième position, à 3 points du futur champion, Monaco.

La suite s'était avérée moins glorieuse : douze matches sans victoires au printemps 1988. Le ressort était cassé. Les vedettes de l'équipe, Enzo Francescoli, Maxime Bossis, Luis Fernandez, exprimaient leur désir de

Au cours de l'été dernier, le Matra-Racing a engage neuf nou-veaux joneurs pour se placer enfin dans la course aux Coupes d'Europe. Tout l'argent engloui dans cette opération ne lui donnait pas l'esseutiel : une âme.

Très déprimé par la doulourense maladie de son épouse, Artur Jorge ne trouvait plus de satisfaction dans le club, actuellement à la quinzième place du championnat avec 14 points de retard sur son grand rival. le Paris S-G. Deux jours après que le gardien de but, Pascal Olmeta, eut rendu son brassard de capitaine des Ciel et Blanc, Artur Jorge a donc préféré regagner son pays.

Il a laissé sa place à l'ancien direc-teur sportif, René Hauss, âgé de soixante ans, mais beaucoup d'incertitudes subsistent. Jean-Luc Lagardère, qui avait rêvé de rivaliser un iour avec la Juventus et le Bavern. doit peut-être regretter d'avoir autant investi pour un aussi piètre

• TENNIS : la crise du Grand Prix. — Les représentants des quatre tournois du Grand Chelem — Mel-bourne, Roland-Garros, Wimbledon at Flushing Meadows — ont décidé, le 4 novembre à Londres, de rencontrer Hamilton Jordan, directeur exécutif de l'Association des joueurs professionnels (ATP), pour tenter de prouver une solution au conflit au sein du Conseil professionnel (MTC), conflit à propos de la création en 1890 d'un circuit dirigé par les seuls joueurs (*le Monde* du 5 novembre). De son côté, l'ancien numéro un mondial, John McEnroe, qui dispute lancé un appel en faveur du boycot-tage des tournois du Grand Chelem - avec lesquels l'ATP ne voudreit cas entrer en conflit - et de l'organisation de tournois concurrents par

Epidémie de « virus » informatiques aux Etats-Unis

Ordinateurs piégés

(Suite de la première page.)

Il peut alors bloquer les mémoires de la machine, polluer certains programmes de travail, détruire tout ou partie des lichiers enregistrés et sur-tout se reproduire en allant contaminer un autre ordinateur lors d'une interconnexion avec la machine déjà touchée. Bref. un véritable cheval de Troie qui utilise à merveille les réseaux d'ordinateurs pour se répandre comme une peste et semer la panique dans le monde de l'informa-

On se souvient du virus « Sabo-tage palestinien », qui devait effa-cer, le 13 mai 1988 (veille du jour anniversaire de la proclamation de l'Etat d'Israël), toute une série de fichiers essentiels pour Israel. Heureusement, les Israéliens ont découvert le piratage à temps et ont pu le combattre. Tout le monde n'a pas cependant cette chance. La Société française Loriciels, éditrice de ieux informatiques, ne dut son salut au place d'une politique de quarantaine et de contrôle sérieux des disquettes de jeux qu'elle recevait. L'an dernier encore, le réseau européen de télé-

 \mathbf{r}_{i}

riff

cat kar

acc mis-son tran niah

et la

perr L'int

de «

DOUL

princ

voix Cons

dire :

abour Cons

communication d'IBM, EARN (European Academic and Research Vetwork), connut une épidémie inquiétante due à la transmission d'une simple carte de vœux pour Noël qui s'affichait à la demande sur les écrans des informaticiens branchés au réseau.

Hélas, au monent où l'écran était consulté, ce programme baptisé Christma devenait capable de repé-rer dans les mémoires de la machine toutes les adresses électroniques du destinataire qu'il utilisait ensuite pour leur adresser aussi sa carte de vœux. On imagine sans peine l'effet de bouie de neige d'un tel programme, au départ plein de bonnes intentions, et bientôt véritable épidécroyait anodine. On comprend mieux que le mai qui a touché, mer-credi soir, des milliers d'ordinateurs - mais certains disent des centaines seulement - appartenant aux plus grandes universités américaines et à quelques centres de recherche et de technologie comme, par exemple, le fameux Lawrence Livermore Laboraty, ait déclenché une véritable

panique. « C'est la première fois, a d'ailleurs déclaré Charley Kline, responsable informatique de l'université de l'Illinois dont les programmes ont été contaminés, que cela arrive sur une aussi grande échelle. »

Seul point réconfortant, le virus créé n'avait, ne semble-t-il, pour vocation de détruire. Mais plus simement d'encombrer les mémoires de l'ordinateur, puis celles de ceux avec lequels il était en liaison téléphonique, et de multiplier sans raison certaines opérations qui ont fini par saturer les capacités de calcul des machines. C'est d'ailleurs comme cela que le mal a été décon-vert dans l'après-midi de mercredi par des chercheurs du Lawrence lenteur de fonctionnement de leurs ordinateurs. Très vite, l'alerte fut donnée et tous les calculateurs reliés entre enx via le réseau de communication Arpanet, mais aussi via un autre réseau, Science Internet qui relie de nombreux laboratoires de recherche comme le Jet Propulsion Laboratory qui gère nombres de programmes spatianx pour le compte de

la Nasa, furent arrêtés pour stopper la progression de l'épidémie. Si le virus a donc atteint de nom-

breux ordinateurs, il n'a apparament pas porté atteinte aux recherches en cours. « Nous sommes pas para-lysés », déclarait vendredi le viceprésident de département d'informatique du Massachussets Institute of Technologie (MIT). Ce que confirmait plus tard une annonce officille seion laquelle tout était rentré dans l'ordre. De fait, si l'on en croit l'un des responsables du Lawrence Livermore Laboratory, - les mesures qui ont été prises dans la journée de mercredi pour enrayer la contagion out permis de bloquer le virus cinq heures seulement après la riverse au provieme = Il reste que ce genre d'affaires est

grave. L'introduction d'un virus dans un système informatique est d'ailleurs sévèrement puni par la justice américaine. Gene Burieson, un ancien employé d'une firme de Fort Worth qui voulait se venger d'avoir été licencié pas son employeur, l'a d'ailleurs appris à ses dépens. La justice l'a condamné en septembre

dernier à sept ans de mise à l'épreuve et au remboursement de 11 800 dollars à la compagnie dont il avait détruit les dossiers informati-ques. Nul donte que l'auteur du

ques. Nul donte que l'auteur du virus qui vient de perturber les ordinateurs du réseau Arpanet fasse l'objet de poursuites judiciaires en dépit de son jeune âge.

Il a en effet été identifié rapidement et s'appelle Robert Morris. Cet étudiant de vingt-trois ans, diplômé d'informatique de l'aniversité Cornell (New-York), affirme qu'il aurait agi par erreur. Il aurait bien rédigé le programme qui a donné naissance au virus pour mener à bien une expérience, mais il prétend qu'une erreur de programmation aurait conduit rapidement à l'envahissement du réseau. Il appartiendra donc à la justice de se protiendra donc à la justice de se prononcer sur sa bonne foi tout en gardant présent à l'esprit que ce genre de contagion, pas toujours anodine, se multiplie trop souvent comme en témoigne, selon le président d'une association de professionnels luttant contre ce type de maux, les nom-breux délits déjà commis aux Etats-Unis.

JEAN-FRANCOIS AUGEREAU.

M. Joxe passe l'actualité et ses collègues en revue

« mon collègue Zimmermann n'y étant pas, je n'avais pas besoin d'en être », — M. Pierre Joxe visi-tait. vendredi 4 novembre, la première exposition de la police et des enquêtes scientifiques à Lille. Un crochet par Roubaix devait lui permettre de rencontrer et de rasd'associations de jeunesse, à propos de l'implantation dans leur voisinage de l'école de police, retirée à la commune d'Egletons chère à M. Churac (le Monde du

M. Joxe passe volontiers pour austère. Vendredi, dans le train reliant Paris à Lille, entouré d'une demi-douzaine de journalistes et de quelques collaborateurs, il était détendu et prolixe, évoquant différents suiets d'actualité. • La Corse : « L'un des soé-

narios possibles, c'est de voir en Corse, dans trente ans, ce qui se passe aujourd'hui en Sicile, où l'Etat semble avoir abandonné la lutte contre la Maña. Il faut tout faire pour éviter d'en arriver la Je compte organiser un colloque à Ajeccio sur les îles européennes. (l y a beaucoup d'îles en Europe : la Crète, les Beléares, Madère, les iles angio-normandes... Aucune n'a un modèle de développement sicilien. Pourquoi la Corse devrait-

• Les extraditions de Basques : « Notre problème principal est d'assurer la sécurité du territoire français, pas de régler les problèmes des Espagnols. Sous le gouvernement Chirac, cas derniers avaient réussi à faire expulser par les services français, sous

le couvert d'urgence absolue, tous les gens qu'ils désignaient, sans garantie. Nous nous somme maintenant mis d'accord : il vont agir en déposant des demandes d'extradition, ce qui est une procédure judicisire qui offre des garanties. »

• Les relations policières nnes : « La coopération marche très bien avec la Belgique, mais le problème de ce pays, c'est l'éparpillement de ses services de police et de gendarmerie, qui dépendent des ministères de la justice, de l'intérieur et de la défense. Comme le ministre de la iustice est un centriste wallon les centristes ça existe, comme vous le savez - et celui de l'inté-rieur un socialiste flamand, ils ne non plus je n'arrive pas à les voir ensemble. Les déclarations de Kohl sur la création d'un FBI euro-péen ont été jugées conster-nantes dans son pays. Je soupconne Zimmermann de ne pas être venu à Bonn pour ne pas avoir à parier de ça. C'est impraticable. L'Europe sociale ou fiscale,

c'est déjà compliqué, mais ca... » e Les attentats contre les cinémas : « La police a fait son travail, il y a eu quarante-sept interpellations dans les cinémi au cours des incidents. Si les interpellés n'ont pas été inculpés. c'est l'affaire de la justice. Faire usage d'une bombe lacrymogène n'est pas un acte toujours jugé en fonction de sa gravité réelle. Faire ça à la sortie d'un bal ou dans un cinéma, dans le cadre d'une campagne d'intimidation, ca n'est pas la même chose. >

 L'Algérie :
 « Chedii montre une réelle volonté de réformes, et le nouveau secrétaire général du FLN est un type bien. Le système de parti unique, c'est terminé. Avoir reconnu qu'il y avait eu tortures, c'est déjà bien. La France est prête à négocier l'aide qu'on lui demande. Mais il faut arrêter de négocier les contrets de gaz avec l'Algérie de cette façon, moitié accord commercial, moitié accord d'aide économique. Ca n'est pas à Gaz de France de mener la politique d'aide économique du pays. y

 La justice et M. Cha-rasse: « Badinter a passé cinq ans à faire la réforme du code pénal. C'est maintenant prêt. Il faudrait un grand débat làdessus, on serait pédagogique et utile. Tout le gouvernement est conveincu de la nécessité d'une politique de prévention. Charasse ent. S'il ne l'était pas, cela voudrait dire qu'il est ignorant ou idiot, et il n'est ni l'un ni l'autre. »

● Les jeux : « Je déposerai un projet de loi pour faire abroger le texte qui permet les machines à sous, le compte bien gérer ce dossier comme je l'ai toujours fait et comme tous mes prédécesseurs, excepté Pasque, l'ont tou-jours fait : de façon restrictive. Le jeu sert à blanchir de l'argent provenant de la criminalité. C'est connu. Maintenant si l'on me dit que, pour des raisons fiscales, financières, touristiques ou même culturelles, il faut maintenir et dévalopper les jaux, je suis prêt à donner le dossier au minissère qui en fera le demande... »

Les « vaccins »

Nous avons demandé à M. Jacques Pantin, de la direction stratégie du groupe Bull, son sentiment sur « l'infection » des ordinateurs our Etats-Unit.

«A votre svis in France est-sile

- C'est très probable. Il faut savoir que les micro-ordinateurs dans leur version standard ne sont pas absolu-ment protégés. Des systèmes exis-tent qui coûtent environ 5 000 francs. Sans ces dispositifs, si vous laissez votre micro branché sur un réseau, n'importe qui à l'autre bout de la Terre peut tout vous cas-

Quels sont les différents «vaccins» possibles?

 Il faut savoir qu'il y a deux types de virus. Pour les ordinateurs

non connectés aux réseaux, d'abord, « l'infection » vient des cassettes de programme recopiées chez des copains ou achetées en Asie du Sud-Est. L'utilisateur paie 100 francs son programme au lieu de 2 000 francs, mais il doit savoir qu'il prend dans ce cas de très gros ris-ques. On a identifié depuis deux ans des «virus» venus d'Asie ainsi que des petits malins qui s'étaient amusés à infecter des programmes

en France.

Le deuxième type de virus est celui qui attaque les ordinateurs branchés sur les réseaux. Se défendant les réseaux de de défendant les réseaux de défendant les réseaux de défendant les réseaux de défendant les réseaux de des dre est beaucoup plus difficile. Le dre est beaucoup plus difficile. Le premier moyen est d'identifier les gens qui se connectent et de contrôler leur accès. Chez Bull on propose, par exemple, la carte à puces CP 8. Le deuxième moyen est de ne pas donner aux gens branchés l'accès à tous les recoins des ordinateurs. Pour éviter ce qui, malheureusoment, s'était produit à l'Ecole polytechnique l'hiver dernier, les machines étant mal profésées. Dans machines étant mal protégées. Dans ce cas il faut développer des programmes de protection plus ou moins complexes qui empêchent quelqu'um d'avoir accès à tous les fichiers ou à tous les programmes. Mais ce n'est pas facile. »

ENVIRONNEMENT

Cent quarante personnes hospitalisées à cause de la pollution de l'air en Sibérie

ques, victimes de la pollution de l'air sont actuellement en réanimation dans les hôpitaux d'Angarsk, ville située au ceur de la forêt sibérieune, an nord d'Irkoutsk. Selon l'agence Taxs plus de huit cents autres personnes out été soignées pour des difficultés respiratoires au cours de la dernière sensine d'octobre a l'a mollution de l'autrosculles est bre. La pollution de l'atmosphère est devenue un grave problème de santé publique en Union soviétique

Cent quarante citoyens soviéti-ques, victimes de la pollution de l'air sont actuellement en réammation de la blantage d'Angarch ville habitants, entourée de raffineries de pétrole, d'industries chimiques et d'usines électrométallurgiques. Il a suffi que les vents cessent de souffler durant une semaine et d'un régime de basses pressions pour que les fumées et les gaz s'accumulent, asphyxiant littéralement la popula-

EDUCATION

M. Dominique Durand président de l'université de Metz

M. Dominique Durand, professeur de physique, a été élu, jeudi 3 novembre, président de l'université de Metz. Deux autres candidats. des sciences, étaient en lice : MM. Guy Pluvinage et André Roux. M. Durand a été élu au troisième tour de scrutin, après le retrait de M. Pinvinage, par 86 voix contre 26 à M. Roux, et 12 bulletins blancs. - (Corresp.)

Né en 1940, M. Dominique Durand a été doyen de la faculté des sciences de Metz de 1979 à 1982. Il est un des principaux inspirateurs de la création, à Metz, de l'Institut de physique et d'électronique. Il succède à M. Jean David, qui était président de l'université depuis 1979.]

EN BREF

• Un malade du SIDA condamné en RFA pour « coups et blessures volontaires ». — La cour fédérale de justice de Karlsruhe (RFA) a confirme en appar, vendreur 4 novembre, la condamnation à deux ans de prison, prononcée le 16 novembre 1987, à l'encontre d'un militaire américain, M. Linwood a confirmé en appel, vendredi Boyette, coupable d'avoir caché à trois de ses partenaires qu'il était atteint du SIDA et d'avoir eu avec aux des rapports saxuels sans préservatifs. La cour a assimilé ces actes à des « coups et blessures volontaires ». — (AFP, AP).

· L'incendie du cinéma Saint-Michel: nouvelle inculpation. -L'information ouverte après l'incen-die du cinéma Saint-Michel, à Paris, où était projeté le film de Martin Scorsese la Dernière Tentation du Christ, a été marqué, jeudi 3 novem-bre, par une nouvelle inculpation. Elle a été notifiée par le juge d'instruction M. Jean-Louis Mazières à M. Jean Pinoteau, vingt-trois ans, étudiant en électronique. Ce jeune homme, qui a été laissé en liberté, serait impliqué dans la préparation d'un autre attentat qui devait viser le cinéma Gaumont-Champs-Elysées où était aussi projeté le film de Scorsess.



Andrew History State Company 12

Carrier 12 Company The of the second Section of the sectio The second of the second of the second

Sandrania or parameter and the

And A second second

Culture



matheway

We story .

Mater Kan ...

Manta de catalina

STARE BRACE

Mary III

Tree derman

- Attans

MARKET MARKET TO A CO.

for are the fire

MARCATION

Approximation to

M. Dominique Baut

président de l'azacea

de Metr

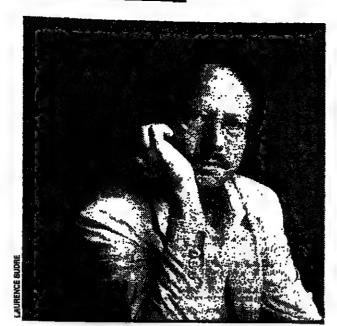
TENNOS - British daily

Maria Carte Action

material its a

Mardien de

PHOTO Laurence Sudre à l'ESEC



Peter Handke, Cames, 1985

Les principes de Peter

Venu présenter à la Quinzaine des réalisateurs son adaptation cinématographique de la Maladia de la mort, Peter Handke s'est retrouvé, en fin d'après-midi, dans une villa isolée, sur les hauteurs de Cannes.

Fidèle à ses principes, il a d'abord refusé de poser. Il est resté près de dix minutes de profil, assis sur un tabouret, en évitant l'appareil planté sur pied à moins d'un mêtre de lui. Alors que l'opératrice était prête à renoncer, il a soudain fait volte-face et a consenti à se laisser portraiturer.

Finalement détendu et au bord de l'abandon, il pose sans sourire comme un inconnu ou un de ses per-sonnages. L'identité de l'écrivain garantissant l'anonymat de sa personne, il s'expose à laisser les autres penser de lui ce qu'ils veulent. Le crochet de sa main cerne le losange clos des lèvres minces et focalise

que. Calme, immobile, hors d'atteinte, Peter Handke se réfugie comme dans ses livres dans l'observation épouvantée de soi-même. La séance finie, il a serré la main de son bourreau, puis s'est retiré sans

Ce portrait laconique fait partie de la collection de visages qu'une jeune femme, un peu marginale, constitue avec rigueur, sans sécheresse, depuis vingt ans. Stars ou anonymes, cadrés en plan moyen, au 6 × 6, ils défilent tous devant son objectif avec une stupéfiante homo-

PATRICK ROEGIERS.

* Connus et inconnus, par Laurence Sudre, Ecole supérieure libre d'études cinématographiques, 21, rue des Citeaux, Paris-12, jusqu'au 26 novem-

MUSIQUES

A l'Opéra, démission de Raymond Soubie

Pour une politique plus musclée

M. Raymond Soubie, président du conseil d'administration du Théâtre national de l'Opéra de Paris depuis janvier 1987, a rendu publique, vendredi 4 novembre, sa démission remise an ministre de la culture la semann durnière.

En donnant sa démission, M. Sou-En nomant sa demission, M. Sou-bic souhaite « qu'aucune interpréta-tion n'en soit donnée qui aurait pour effet de rendre plus difficile l'évolu-tion du nouvel Opéra ».

· l'espère seulement, ajoute-t-il, que les changements de structure et de personnes rendus nécessaires par mon départ seront l'occasion d'avancer sur trois sujets qui me tiennent à cœur : la définition de rapports clairs entre l'Etat et l'Opéra, fondés sur la confiance mutuelle, permettant de limiter les contrôles a priori et engageant en contrepartie la res-ponsabilité des dirigeants de l'établissement; l'adoption des nou-veaux projets de conventions collectives à soumettre aux organi-sations représentatives avant toute dénonciation des conventions actuelles; et, par-dessus tout, la désignation pour la direction de l'Opéra-Bastille d'un professionnel authentique du théâtre, doté des plus larges pouvoirs financiers, administratifs, techniques et, blen sur, artistiques. (...) .
Cette démission était dans l'ordre

des choses depuis la nomination de M. Pierre Bergé, le 30 août dernier, à la titu de la nouvelle Association des théâtres de l'Opéra de Paris regrou-pant le Palais Garnier, la Bastille et Favart. Même si le président de la République avait rendu hommage, en conseil des ministres, à l'action de M. Souble, la désignation de celui-ci comme - administrateur général délégué auprès de M. Bergé » ne pouvait apparaître que comme un emi-désaveu.

Un de ses échecs est sans doute de n'avoir pu pourvoir depuis mai dernier au remplacement de M. Pierre Vozlinsky comme directeur général de la Bastille, les prérogatives et les exigences exorbitantes de Daniel Barenbolm (directeur musical et artistique) décourageant toutes les

personnalités approchées; et on lui attribuait une certaine responsabilité dans la lenteur avec laquelle se met en place l'équipe qui doit roder et faire fonctionner l'- usine artisti-que » de la Bastille dès la remise des installations, soit en avril-mai 1989.

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, et M. Bergé semblent décidés à agir désormais avec vigueur. En grand commis de l'Etat, M. Soubie se retire avec dignité pour leur laisser le champ libre, ce qui pourrait facili-ter et hâter la transition. On attend d'autres changements importants d'ici peu.

M. Soubie mérite en tout cas qu'on lui tire un coup de chapeau, car c'est lui qui, avec M. François Léotard, alors ministre de la culture, a remis sur les rails, en 1987, l'Opéra de la Bastille, condamné par le premier ministre. Le rapport lumineux qu'il avait rédigé, repris explicitement à son compte par M. Léctard (le Monde du 28 mai 1987), était un chef-d'œuvre d'« anti-langue de bois » définissant tranquillement une politique pleine de bon sens, qui était l'exact contrepied des décisions précédentes tout en s'affirmant dans leur continuită....

M. Soubie a très certainement contribué à l'amélioration du climat à l'intérieur du Palais Garnier, évitant en particulier une rupture grave avec les musiciens d'orchestre. Il a défini les conditions d'une exploita-tion raisonnable de la Bastille et les rapports financiers que le nouvel Opéra devrait entretenir avec l'Etat. Place maintenant à des hommes plus musclés pour prendre à bras le corps l'immense vaisseau de Carlos Ott, mené, lui, à toute vapeur et sans hésitation par les « constructeurs », Pierre Viot et Michèle Audon.

JACQUES LONCHAMPT.

[Agé de quarante-huit aus, M. Ray-mond Soubie est ancien élève de l'ENA. Il a été le conseiller chargé des affaires sociales et culturelles à Matignon, auprès do M. Chirac puis de M. Barre, de 1974 à 1981. Outra ses fonctions à l'Opéra, il est directeur de Liaisons sociales, le deuxième groupe français de presse pro-fessionnelle, et préside le Théâtre des Champs-Elysées depuis 1980.]

CINÉMA

Vingt-deux ans après

« La Religieuse » pour tous publics

La Religieuse, film tiré par Jacques Rivette du roman de Diderot, est réédité en copie neuve et sortira le 23 novembre, à Paris, salle Georges-de-Beauregard (celui-ci en était le producteur). A cette occasion, la commission de contrôle des films vient de lever l'interdiction aux moins de dix-huit ans dont l'œuvre était affectée. La Religieuse est, désormais, « pour tous publics ».

En 1965, dès l'annonce du tournage, des associations catholiques, craignant que cette adaptation ne soit anticléricale et n'attente à l'honneur des religieuses de France, étaient intervenues pour obtenir l'interdiction totale du film. Diderot faisait scandale avant même qu'on ait vu la moindre image cinémato-

Le film terminé reçut, en mare 1966, un avis favorable de la commission de contrôle, avec simple interdiction aux moins de dix-huit ans. Cette commission n'était pas consultative et le secrétaire d'Etat à l'information d'alors, Yvon Bourges, prononça l'interdiction totale pour donner satisfaction à cette partie de l'opinion publique qui ne tolérait pas la transposition du roman, Une seule projection out lieu, au Festival de Cannes. L'affaire fit du bruit et aculeve

une vive polémique. Au nom de la liberté d'expression, Georges de Beauregard lança le manifeste dit « des 1789 » (signatures). Le film, qui portait le titre de Suzanne Simonin, la religieuse de Diderot, pour apaiser les pas-sions, reçut enfin son visa d'exploitation le 6 juillet 1967, avec l'accord du nouveau ministre de l'information, M. Georges Gorse. Il obtint un gros succès commercial qui ne devait rien au scandale. Dix ane plus tard. TF 1 le diffusait, un lundi soir, à 20 h 30. Sans aucun problème.

THÉATRE

« Retours », de Pierre Laville, à l'Odéon

Le fils du rasoir

Pierre Laville a emprunté à Pasolini l'esquisse d'un héros, et à Tchekhov l'idée d'un rythme. En vain.

Les journalistes savent bien qu'il fant toujours se méfier du pluriel dans un titre, ce « s », marque d'on ne sait trop quelle exagération qui masque la plupart du temps une cer-taine faiblesse du contenu d'un arti-cle. Pierre Laville, journaliste, traducteur, auteur, producteur, sorte d'« entrepreneur de théâtre » toujours entre deux avione, deux amis, deux spectacles, ne s'en est pas sou-venu lorsqu'il a mis la dernière main à l'une de ses premières pièces,

Retour d'un fils après la mort de son père industriel, retour d'un amour de jeunesse entre ce fils et la directrice de l'usine familiale, retour d'une affection contrariée entre ce d'une affection contraries entre ce fils et son frère, retour d'une famille à l'unicité de la cellule primitive, amputée de son bâtisseur, de nom-breux retours donc, trop nombreux même pour une plume apparemment si peu capable de les embrasser tous.

Il faut le talent génial de Pier Paolo Pasolini pour créer le parsonnage immense et troublant de Terence Stamp dans *Théorème*, fauve sensuel lancé dans l'arène de la bourgeoisie italienne. Il faut le talent génial d'Anton Tchekhov pour tisser à points serrés les fils fragiles d'une chronique familiale. Pierre Laville le sait bien et emprunte au premier l'esquisse d'un héros qu'il n'est pas parvenu à dessiner et au second l'idée d'un rythme que sa pièce ne trouve jamais.

D'autant que Laurent Malet, qui joue le rôle du fils, paraît de bien peu de consistance et de mystère, vraiment trop terne aux côtés de comédiens qui, pour deux d'entre eux, le surclassent. Comment croire dans ces conditions que la mère — Michelle Marquais, superbe comme à l'habitude, quoiqu'elle paraisse souffrir autant que nous des fai-blesses de son texte – puisse hésiter une seconde à confier l'usine fami-liale à son fils alné, Jean-Michel Dupuis, sensible, impressionant de finesse? A leurs côtés, Andrée Tainsy, Hélène Vincent et la jeune et intéressante Sophie Caffarel font souvent bien le peu qu'elles ont à

L'élégante pudeur à laquelle nous a habitués désormais le metteur en scène Patrice Kerbrat n'y peut mais : Retours est une pièce très préten-tieuse, très ennuyeuse.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre national de l'Odéon. A 20 h 30, du mardi au samedi, matinée dimanche, 15 heures. Tél.: 43-25-70-32, jusqu'au 27 novembre. Puis du 11 au 21 janvier au Théâtre de la Criée à Mar-

« Femme à la porte cochère » de Louise Doutreligne Triste pavane

Une comédienne juchée sur de hauts talons et joliment habillée sourit béatement. Tout commence par une évocation de l'amour mystique (sainte Thérèse d'Avila) pour s'achever dans les plis sensuels d'un drapé de festival grec, au-dessus d'un mausolée japonisan

Entre-temps, la dame a arpenté les rues, vécu des aventures de passage et des amours sulfureuses entre deux portes. S'agit-il d'un défilé de mode ou de lecture d'un magazine de confidences féminines post-féministes?

Le programme nous assure que c'est du théâtre. La comédienne Flore Bernard est, lit-on, mise en scène par Rémi de Fournes. Elle ne dépasse puère le registre de l'entrafaguse guère le registre de l'entraîneuse interiope.

Le texte de la pièce (paru aux édi-tions Papiers-Actes Sud) se veut un hymne à la libre et intense sensualité de la femme. Il est de Louise Dourreligne, qui a déjà fait beaucoup

★ A 18 h 30, au Théâtre Renaud-Barrault.

arts

Henri Manguin au Musée Marmottan

Le « fauve » timide

Henri Manguin a-t-il été l'un des fondateurs du fauvisme ? Réponse à Marmottan, le temps d'une rétrospective.

Ce n'est pas une position com-mode, aux yeux de la postérité, que celle d'ami d'Henri Mausse. A lui la gloire, à lui le mérite d'avoir fondé le fauvisme. A lui, à Derain et à Vlaminck, les révoltés de Chatou. Mais pas à ses plus proches camarades, Marquet, Manguin, Puy, Camoin, tous peintres de valeur dont l'his-toire, si l'on a'y prenait garde, fimrait per oublier l'œuvre et l'intérêt.

On peut le vérifier à propos d'Henri Manguin, quoique la rétro-spective du musée Marmottan soit disposée avec un parfait dédain de la chronologie. L'analyse du fauvisme ne peut négliger les artistes du « second rayon », ne serait-ce que parce que leurs incernitudes rendent plus sensibles les audaces des « grands ».

Que prouve donc l'exemple de Manguin? Qu'un peintre doué d'un talent certain, mais pas exceptionnel, élève de Moreau aux Beaux-



Arts dans les années 1890 et bon connaisseur de l'Impressionnisme et du postimpressionnisme, en vient presque nécessairement à se poser le problème de la couleur. Et que la solution de ce problème suppose la

métamorphose du dessin et de Dès 1900, Manguin s'inspire de Gauguin, des Nabis et de Cézanne et s'efforce d'additionner leurs anseignements. Comme ses contemporains, il use des ombres vertes, des des tons. Comme eux, il tire bénéfice de la lumière méditerrannéenne et hausse sa couleur au soleil. Et, comme eux encore, il peine et hésite. Le touche divisée de Signac et de

Cross le séduit peu et brièvement.

Mais quel labear pour associer

volume et nuance et gagner en vigueur sans sacrifier la description! Ses difficultés ne diffèrent guère de celles que Matisse combet au même momant, à Collioure, à l'été 1905 – et c'est là que la comparaison devines préclasse. devient précieuse.

Car Manguin, ce même été, est à Saint-Tropez, où il cézannise avec adresse et prudence, jouant du bleu, du bistre et du contour net, peignant sa femme en baigneuse et en pay-same. Il fait preuve de plus d'invensame. If lat potre ue plus e inven-tion dans les paysages, où des mauves, des roses, des écarlates apparaissent progressivement et se substituent aux teintes « réelles ». A quelle date exactement? Avant ou après le Salon d'automne de 1905 et le scandale des fauves ?

La datation des toiles de cette période est trop incertaine pour qu'une affirmation soit possible, mais il semble cependant que Man-guin ait été fortement influencé par les sous-bois rutilants de Derain exposés au Salon. Et il est sûr qu'il n'est pas ailé au-delà et que ses flambolements de 1906 ne furent que seu de paille. Ce fauve par camaradorie est un fauve timide. Arrivé au seuil d'une autre peinture, il préfère s'arrêter et s'en remettre à d'autres du soin de tirer les conséquences de leur désir commun de

Il poursuivra donc jusqu'en 1949 une carrière paisible de portraitiste et de paysagiste rangé...

* Musée Marmottan, 2, rue Boilly,

jusqu'au 8 janvier.

Les symbolistes au Petit Palais

Célébration de la médiocrité

Le Petit Palais a sorti de ses réserves un ensemble de toiles apparentées

aux divers courants du symbolisme. Navrant.

Les expositions de franche mauvaise peinture sont trop rares pour ne pas saluer ici l'initiative audacieuse du Petit Palais, qui, sous le titre Le symbolisme, a sorti de ses réserves les plus navrantes de ses croûtes. Avec la caution forcée mais inefficace de Moreau, Puvis de Chavannes, Odilon Redon et quelques autres. La verne pédagogique d'un tel ensemble est évidente : le public sort édifié sur le niveau lamentable des collections symbolistes du Petit Palais, s'il n'a rien appris de sérieux sur le contenn du terme «symbolisme ».

En principe, on ne peut que louer l'équipe d'un musée de chercher à montrer ainsi au public ces fameuses réserves sur lesquelles chacun rêve et soupire. En pratique, la démarche aboutit à révéler des lacunes, à exalter des faiblesses.

Pour donner à un tel thème une dimension convenable, sans même sortir de l'Hexagone, il aurait fallu emprunter au moins à Orsay et aux autres musées parisiens de quoi donner chair et talent à Puvis et à Moreau. Même Redon, pourtant le seul à tirer son épingle du jeu, sem-ble ici un peu faible, sans doute parce que ce contexte de médiocrité pénalise son œuvre.

Surtout, est-il raisonnable d'en rester à ce symbolisme d'essence française, sans l'encadrer des grands frères anglais, des cousins germaniques, voire, au-delà, de leurs parents des pays du Nord? Il est trop difficile, en effet, de supporter une salle entière de Carrière (Eugène), sans même parier d'Osbert, Chabes ou Brokman, si l'on ne nous donne pas la consolation minimum que seraient la présence d'un Böcklin. von Marées on le pittoresque appliqué des préraphaelites.

La politique d'exposition et d'acquisition du Petit Palais s'est installée sur le sil du rasoir. Il est certes excellent de retrouver la globalité d'une époque, le bon, le moins

bon, voire l'exécrable des artistes d'un temps, en l'occurrence le dix-neuvième siècle. Il est sans doute sage de vérifier de temps à autre que l'histoire ne s'est pas trompée dans son travail d'oubli ou de célébration. Mais cela ne doit pas trop vite légiti-mer les substitutions. Le « bien peint » n'exclut pas le talent, le mai peint » n'interdit pas que souffie l'esprit, voire le génie d'un artiste. Quand, à l'évidence, un tableau, ou même tout l'œuvre d'un peintre, est mal peint, dépourvu de talent et d'esprit, il n'est pas néces-saire d'en encombrer des cimaises.

- Une exposition symboliste est, avant tout, la recréation d'un climat plein de délicatesse, de spiritualité, voire de mystère. Je souhaite que le visiteur y soit sensible et trouve de saile en saile, de Fantin-Latour à Redon, de Carrière à Maurice Denis, bien des raisons de découverte et de délectation », écrit Thérèse Burollet en préface au catalogue. Nous sommes comblés, merci.

★ Le symbolisme dans les collections du Petit Palais, jusqu'an 19 février. · Catalogue: 196 p., 220 F.

Nanterre Amandiers JEAN-MARIE PATTE/MICHÈLE OPPENOT COMTESSE DE SÉGUR **VOTRE GRAND-MÈRE QUI VOUS AIME**

LOCATION OUVERTE 47.21.18.81 = *、多 FNAC # BILLETEL Let be (4年)

A PARTIR DU 17 NOVEMBRE 1988

Spectacles

théâtre

et 18 h

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15, Nous en fait où en nous dit de faire : 23 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Glengarry Glen Ross: 21 h, dim. 15 h.

ELDORADO (42-49-60-27). Rêve de Vicame: 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Les Anciennes Odeurs : 19 h. Voyance : 21 h. dim. 16 h. Salle II. Pa-roles d'or : 18 h 30. L'Annonce de Mat-thiah : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40), Quelle Famille L.: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Nocturnes: 15 h et 20 h 45, dim. 15 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal Man's Appropries (les Aignilleurs) : 20 h 30

GRAND HALL MONTORCUEL (42-96-04-06). La Machine infernale: 20 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-83-61). Eux scals le savent: 18 h 45. Le Festival de Caculaon: 20 h 30. Le Com-plexe de Job: 22 h 15.

GYMNASE MARIE-HELL (42-46-79-79). L'Ange gardien : 20 h 30, dim. 16 h.

HUCHETTE (43-26-38-99), La Canta-trice chauve : -19 h 30, La Leçon : 20 h 30. Tokyo : 21 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49), Paris-Nord, attractions pour noces et bas-quets : 21 h.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). La Face cachée ("Orion: 20 h 30. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Los Armoires: 21 h, dim. 15 h.

LA VIEULE GRILLE (47-07-22-11).

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Va-

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Le

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Aérolitos: 18 h. Thélètre noir. Le Petit
Prince: 20 h. Mort à crédit: 21 h 30.
Thélètre rusge. Contes érotiques arabes
du XIV siècle: 20 h. Pour un oni, pour

to XIVe seeme: 20 m. 19 m. 19

MARAIS (42-78-03-53). Le Grand Invité:

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Mosto-Plats : 18 h 30. La Ténèbre : 20 h 30. Tonton Arthur : 22 h.

MARIGNY (PETTI) (42-25-20-74). SI

c'est pas Montagné, j'en veux pas : 21 h. MATHURINS (42-65-90-00). La Femma à costre-jour : 18 h et 21 h, dim. 15 h.

MATHURINS (PETIIS) (42-65-90-00). Le Minotaure : 16 h, mer., jen., ven., hun., mer. 19 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pylama pour six: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MRCHODIÈRE (47-42-95-23). Me con-sine de Varsovie : 17 h 30 et 21 h, dim.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Se-

ODÉON (43-25-70-32). Retours : 20 h 30,

ŒUVRE (48-74-42-52). Je no suis pes

Rappaport: 20 h 45, dim. 15 h.
PALAIS DES GLACES (PETIT PA-LASS) (48-03-11-36). Kilowatt: 20 h 15.
Les Vamps: 21 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). L'éléphant est

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le speciacle continue! Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Pre-mières Fiançailles de Franz K. : 21 b, dim. 16 h 30.

PAROISSE DE PORT-ROVAL (EGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE) (45-35-30-56). D Dim. La Mor (Polmes) : 17 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle L Le plus houreux des trois: 21 h, dim. 15 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53).

RANELAGH (42-88-64-44). L'Etranga Mister Knight: 21 h, dim, 16 h,

RENAISSANCE (42-08-18-50). A ta santé, Durothée : 15 h 30 et 20 h 45, dim.

ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20), K.

SAINT-GEORGES (46-71-63-47). Dro-de couple: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (A105 21-93). L'Ex-Femme de ma vie : 20 h 30. SQUARE RÉJANE (SOUS DEUX CHA-

PTTEAUX) (43-79-90-90). Baroque II : 20 h 30, dim. (dernière) 15 h.

von G., d'après Aucun fieu. Nulle part : 20 h 30, dim. 17 h.

Ténor : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

dim. 15 h.

tombé : 21 h.

communice est ben calant, l'Epreuve : 21 h, dim. 17 h,

Métamoroboses d'une mélodie : 21 h.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

MÉFIE-TOL, MA FILLE. An Bec Fin (42-96-29-35), sam. 22 h, dim. 20 h 30. TITANIC CABARET. Cave du Cloûtre (43-25-19-02)

Clottre (43-25-19-92), sam. 18 h 30.

BENZO BLUES. Peint Virgule (42-78-67-03), sam. 18 h 30.

LE COMMISSAIRE EST BON ENFANT, L'EPREUVE. Les Déchargeurs (42-36-00-02), sam. 21 h, dim. 17 h.

LA TÉNÈBRE. Théatre Marie-Stuart (45-08-17-80), sam. 20 h 30. LES ESTIVANTS. Théâtre de Ombre qui roule (43-26-29-61), sam.

ARMOSTICE AU PONT DE GRE-NELLE. Théâtre du Tourtour (48-87-82-48), sam, 19 h. GEORGE DANDIN. Champignysur-Marne. Centre Gérard-Philipe (48-80-90-90), sam. 21 h, dim. 16 h 30.

HERODIAS. Germevilliers. Salle Youri-Gagarine (47-90-35-07), samdim. 20 h 45. LE BOUC. La Courneuve. Centre Jean-Houdremont (48-36-54-10), sam. 20 h 45, dim. 16 h 30.

TONTON ARTHUR. There is Marie-Stuart (45-08-17-80), sam. 22 h. TEXTES A DIRE. Chirillon. There is the control of the control o

LA GONFLE, Malakoff, Theatre 71 (46-55-43-45), sam. 20 h 30, dim. 18 h. HISTOIRE DU SOLDAT. Bagneux. Théâtre Victor-Hugo (46-63-10-54), sam. 20 h 30, dim. 15 h.

K. VON G., d'après AUCUN LIEU, NULLE PART. Roseau-Théâtre (42-71-30-20), sam. 20 h 30, dim. 17 h. LA PRÉSIDENTE. Théâtre des Variétés (42-33-09-92), sam. 17 h 30 et 21 h : dim. 15 h.

NICOMEDE. Comédic-Française (40-15-00-15), salle Richelien, sam. 20 h 30, dim. 14 h.

AMANDEERS DE PAILS (43-66-42-17). Le Botoir ; 20 h 30.

ANTOUNE - SUMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Avanti ; 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Les Enfants du Soleil : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Baby Boom : 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Saile C. Bérard. Souvenirs assa-ns : 20 h 30. Saile Lenis Journet. Sim-plement compliqué, Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50), Lo roi so mourt : 15 h et 20 h 30, dim. 16 h. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). ▷
Dim. Cladbad ou la nostalgie : 17 h.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-3128-34). Théodore : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). L'Ang-mentation: 20 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). TrakiniaI: 20 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

dim. (dernière) 15 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÉTE (43-28-36-36). Le Destin de l'immortel Fonabiss O Saisons, O Congo!: 17 h 30. Salie II. Le Bal de N'Dinga: 20 h 30. dim. 16 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-

44-45). Ah I Ca rira, ça rira, ça rira !... ; 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). Grande salle. Colloque, revue parlée : le Siècle Stanislavski : 10 h 30, dim. 10 h 30 et 12 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Orage: 20 h 45, diss. 15 h 30. CIRQUE D'HIVER (48-78-75-00). Astárix: 14 h, 17 h 30 et 21 h, mer., dim. 14 h

et 17 h 30. CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI TAIRE (45-89-38-69). Grand Théistre. Passion Marioanettes glantes : 20 h 30, jos. 15 h. La Galerie. La Seconde Surprise de l'amour : 20 h 30, mar. 14 h 30. La Resserre. Henry Brillard : ma vie : 20 h 30, jeu. 14 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 b, dim. 15 h 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies: 19 h et 21 h, dim. 15 h.

COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30, dim. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Selle Richelien. Nicomède : 20 h 30, dim. 14 h. D Dim. Fin de partie : 21 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Moneieur Ma-sare : 21 h, dim. 15 h 30. DELIX ANES (46-06-10-26). La Coût du François : 15 h 30 et 21 h, dim.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30, dim. 16 k.

-THEATRE-

(Coproduction : Théâtre des Arts de Cergy-Pontoise)

NEIGE D'AVRIL

Théâtre des Petites Fugues

A voir en famille, à partir de 4 ans

Samedi 5 novembre à 21 h

Lundi 7 novembre à 21 h

Mercredi 9 novembre à 14 h et à 16 h.

Renseignements et réservations. Tél.: 30-30-33-33

Théâtre des Arts-les-Louvrais

Samedi 5 - Dimanche 6 novembre

THÉATRE DE DEX HEURES (42-64-35-90). Gérard Sety : 20 h 30. Brassens, Brail : 22 h THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Résistible Ascension d'Arturo Ui : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). Les Estivants : 20 h 30. THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-

67-89). Marius: 15 h 30, dim. 14 h. Famy: 18 h, dim. 16 h 30. La Pièce montée: 19 h. César: 21 h 15. Salle II. L'Ecume des jours: 21 h 30. Dim. L'Etranger: 16 h 30.

THÉATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Cage, d'après Communication à une académie : 20 h 30, dim. (dernière)

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Tu m'aims combien ? : 20 h 30. THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). La Dame de Bayreuth : 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grande saile. Réveille-toil. Philadelphie: 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite saile. Une visite inopportune: 15 h 30 et 21 h, dim.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Retour as désert, Festival d'automne à Paris 1988 : 17 h et 20 h 30, dim. 17 h. M.L.T.-Femme à la porte cochère : 18 h 30. Pe-tite salle. Lettres d'une religieuse portu-gaise : 20 h 30, dim. 15 h. TINTAMARRE (48-87-33-82). La Tun-bale : 15 h 30. Pachélény : 19 h. Hélas.

bale : 15 h 30. Barthélémy : 19 h. Hélas, tant mieux ! : 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30 et 22 h 45. TOURTOUR (48-87-82-48), Armistice au pont de Grenelle ; 19 h. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), RI-

into in dans les labours: 16 h et 21 h. ▷ Dim. Toi et moi... et Paris: 15 h. VARIÈTES (42-33-09-92), La Présidente: 21 h, dim. 15 h.

36-10-96).

DEMAIN CÉTAIT LA GUERRE (Sov., v.o.): Cosmos, 6' (45-44-28-80): Le Triomphe, 8' (45-62-45-76).

v.o.): Cosmos, 6 (45-44-28-80); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46).

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A. v.o.): Gaumont ChampsElysées, 8 (43-59-04-67).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE (fr.): Rex., 2 (42-36-83-93); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Montparnesse, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8 (45-62-90-90); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8 (45-62-40); UGC Champs-Elysées, 8 (45-62-40-40); UGC Copten, 8 (43-43-01-59); UGC Copten, 9 (45-74-93-40); UGC Copten, 9 (45-74-93-40); UGC Copten, 19 (45-74-93-40); UGC Convention, 19 (45-74-93-40); Images, 18 (45-22-47-94).

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Racine Odéon, 6 (43-26-19-68); La Triomphe, 8 (43-62-43-76); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Trois Parussices, 14 (43-20-30-19).

EMMANUELLE 6 (**) (fr.): George V, 8 (45-62-41-46).

ENCORE (*) (fr.): Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65); Studio 43, 9 (47-70-63-40).

L'ETUDHANTE (fr.): Gaumont Lee Halles, 1* (40-26-12-12); Rex. 2 (42-

63-40).
LETUDIANTE (Fr.): Gaumont Les Halles, i" (40-26-12-12); Res. 2" (42-36-83-93): Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08): George V, 8" (45-62-41-46); Pathé Français, 9" (47-70-33-88); Les Nation, 12" (43-43-04-67): Fauvette, 13" (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50); Miramar, 14" (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01).

28-43-27); Pathe Cheny, 18 (43-22-46-01). LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.): Cluny Palson, 5 (43-54-07-76); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Studio 43, 9 (47-70-63-40).

FRANTIC (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-

10-82).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.): Utopia Champolion, 5 (43-26-84-65).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26): 14 Juillet Odéco, 6* (43-25-39-83): Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82): UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40): v.f.: Hollywood Boulevard, 9* (47-70-10-41); Gaumont Parpasse, 14* (43-35-30-40).

(43-35-30-40).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): Gaumont
Les Halles, != (40-26-12-12); Pablicia
Champs-Elysées, & (47-20-76-23); v.f.:
Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Fanvette, 13* (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); Les Montparnos,
14* (43-27-82-37); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lacornaire,

LA GUERRE DES TUQUES (Can.):
Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68).

HAIRSPRAY (A., v.o.): Studio 43, 9-(47-70-63-40). LE HASARD (Pol., v.o.): La Triomphe, 8- (45-62-45-76).

IRONWEED (A., v.o.): UGC Brustage, 8" (45-63-16-16).

cinéma

PALAIS DE CHAILLOT

SAMEDI

DIMANCHE

CENTRE FOMPIDOU GRAND FOYER

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29) SAMEDI

Le Chréma français des années cin-quante : le Carrosse d'or (1952), de Joss Renoir, 14 h 30; Cels s'appelle l'aurori (1955), de Luis Bunuel, 17 h 30; le Bear Serge (1958), de Claude Chebrol, 20 h 30. DEMANCHE

Le Cinéma français des années cin-quante : Si Paris nous était conté (1955) de Sacha Guitry, 14 h 30 ; le Testamen d'Orphée (1960), de Jean Cocteau 17 h 30 ; les Diaboliques (1954), d'Henri Georges Clouzot, 20 h 30.

BAMEOU

CTUR: 18 n et 21 h 15.

MUSÉE DE CIRE (HISTORIAL DE MONTMARTRE) (46-06-78-92).

Après-midi au Chat noir : 16 h, 14 h 30 et 77 h 30, dim. 16 h et 14 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

Paris-lazz à la Vidéothèque de Paris Télé-lazz: Une sélection du Festival di lazz (1984) de Frank Cassenti, Dave Holland Quintet (1984) de Frank Cassenti 14 h 30; Concerts filmés: Modern Jazz Quartet (1971) de Bernard Lion, Micha Porial Paramaiva Ememble (1984) de Frank Cassenti, 16 h 30; Bande originale Michel Purtal: Pombra rouge (1981) de Jean-Louis Comolti, 18 h 30; Ché-lazz Actualités Gammost, Autour de minui (1985-1986, v.e.) de Bertrand Tavernier 20 h 30.

Exclusivités

La cinémathèque

Paubourg Montmartre (1931), de Raymond Bernard, 15 h; If (1968, v.o.s.f.), de Lindsay Anderson, 17 h 15; les Chariots de feu (1981, v.o.s.f.), de Hugh Hudson, 19 h 30; les Garçons de Fenggui (1984, v.o.s.f.), de Hou Xiaoxian, 21 h 45.

Carmen (1943), de Christian-Jaque, 15 h; Casanova 70 (1965, v.o.s.t.f.), de Mario Moniccili, 17 h; Britannia Hospital (1982, v.o.), de Lindsay Anderson, 19 h 15; Cos merveilleux petits canards (1965, v.o.), de Li Xing, 21 h 30.

Vidéodanse: 200 vidéos en nos stop, ur panorama de la danse contemporaine depuis dis ans. Jusqu'au 21 novembre, tou les jours de 14 h à 21 h - gratuit.

VIDÊOTHÈQUE DE PARIS

Paris-Jazz à la Vidéothèque de Paris
Actualités anciemnes: Actualités Gaumont
12 h 30; Télé-Jazz: Christian Chevaliler e
Audré Hodeir (1957) de Jean-Christoph
Averty, Jazz au Blue Note (1962) de Davi
Boyer, 14 h 30; Concerts filmés: Newpor
à Paris: Miles Davis (1972) de Bernart
Lion, Ceell Taylor Unit (1984) de Frani
Cassenti, 16 h 30; Bande originale: Andri
Hodeir: André Hodeir (1972) de Man
Pavaux, Léon la Lune (1972) de Man
Pavaux, Léon la Lune (1972) de vacances
sua. Saint-Tropez, devoir de vacances sua, Saint-Tropez, devoir de vacances (1952) de Paul Paviet, 18 h 30 ; Ciné Pierro Nearisse, Actualités Gaumont Ascenseur pour l'échafand (1957) de Loui Malie, 20 h 30.

DIMANCHE

A BOUT DE COURSE (A., v.o.): Ciné
Beaubourg. 3º (42-71-52-36); Pathé
Marignan-Concorde. 8º (43-59-22-82);
La Besüle. 11º (43-54-07-76): Trois
Parnassiens. 14º (43-20-30-19); 14 Juillet Beaugrenelle. 15º (45-75-79-79);
v.f.: Pathé Français. 9º (47-70-33-88);
Pathé Montparnasse. 14º (43-20-12-06).
LES AILES DU DÉSIR (Fr-All., v.o.):
Saint-Aadré-des-Arts 1, 6º (43-26-48-18).
ALTAZOR OU LE VOVAGE EN PARA.

ALTAZOR OU LE VOYAGE EN PARA-CHUTE (Fr., v.o.): Studio 43, 9 (47-70-63-40)

(45-62-45-76).

HOTEL TERMINUS (Ft., v.o.): Lea
Trois Luxembourg. & (46-33-97-77);
Sept Parmassiens, 14 (43-20-32-20).

L'INSOLTENABLE LÉCÉRETE DE
L'ÉTRE (A., v.o.): Ciaoches, 6 (46-3310-82); Trois Parmassiens, 14 (43-2030-19). RONWEED (A., v.o.): UGC Brinings, 8: (45-63-16-16).

LA LECTRICE (Fr.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82): Pathé Français, 9" (47-70-33-88); Sept Parnassiens, 14" (43-20-32-20).

LA LOI DU DÉSER (") (Esp., v.o.): Lea Trois Limembourg, 6" (46-33-97-77).

MALAVENTURA (Esp., v.o.): Latina, 4" (42-78-47-86).

MASQUERADE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26).

MEURITRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6" (43-26-58-00).

MIDINIGHT RUN (A., v.o.): UGC Danton, 6" (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8" (45-62-20-40); UGC Erminage, 8" (45-63-16-16); Sept Parnassiens, 14" (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (45-79-79); v.f.: UGC Montparnasse, 6" (45-74-94-94); UGC Opéra, 9" (45-74-94-70-63-40).
L'AMATEUR (Pol., v.o.): Forum Aroun-Cicl, 1" (42-97-53-74).

Cicl. I* (42-97-53-74).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Ail.);
Cinoches, 6* (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.); Gaumont Les
Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont
Opéra, 2* (47-42-60-33); 14 Juillet
Odéon, 6* (43-25-59-83); Gaumont
Ambessade, 8* (43-59-19-88); Gaumont
Parnasse, 14* (43-35-30-40); v.f.: Fauvette, 13* (43-31-56-86); Mistral, 14*
(45-39-52-43); Imagea, 18* (45-2247-94).

BG (A. v.o.); IGC Norman fine (45-

97-94).

SIG (A., v.a.): UGC Normandie, \$\((45-63-16-16) \); v.f.: Paramount Opéra, \$\((47-42-56-31) \).

SIRIO (A., v.a.): 14 Juillet Parmasse, \$\((43-26-58-00) \); Elysées Lincoln, \$\((43-63-58-00) \);

(43-26-38-00), ..., 59-36-14). LA COMMISSAIRE (Sov., v.o.): 14 Juli-let Parnasse, 6º (43-26-58-00). COT (Fr., v.f.): George V, 8º

(43-62-41-46).

CROCODILE DUNDEE II (A., v.o.);

Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Gammont Les Halles, 1* (40-26-12-12);

UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); Pathé

Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14 Juillet Par-

Odéon, 6- (43-25-59-83); 14 Juillet Parnosse, 6- (43-26-58-00); Gasamont Ambassade, 8- (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Bianwont Estille, 11- (43-57-90-81); Bianwont Estille, 11- (43-57-90-81); Bianwont Estille, 11- (43-57-90-81); Bianwont Convention, 15- (48-28-42-71).

ONIMARU (Jap., v.a.): Foram Orient Express, 1- (42-33-42-26); UGC Rotonde, 6- (43-74-94-94).

LOURS (Fr.-All.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83); Bretagne, 6- (42-22-57-97); Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38); La Pagode, 7- (47-03-12-15); Gaumont Ambassade, 8- (43-87-13-13); Max Limder Panorama, 9- (48-24-88); UGC Opéra, 9- (43-74-95-40); 14 Juillet Bastille, 11- (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13- (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13- (43-31-60-74); Gaumont Alesia, 14- (43-27-34-50); Pathé Montparnasse, 14- (43-27-34-50); Pathé Montparnasse, 14- (43-27-34-50); Pathé Montparnasse, 14- (43-27-34-50); Pathé Montparnasse, 14- (43-27-34-50); UGC Maillot, 17- (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18- (45-67-79-79); Le Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Kinopanorama, 15- (43-06-50-50); UGC Maillot, 17- (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18- (45-67-79-79); Le Gaumont, 20- (46-36-79-79); Le Gambetta, 20- (46-36-79-79); Le Gambetta, 20- (46-36-79-79); Le Gambetta, 20- (46-36-79-79); Le Danfert, 14- (43-21-41-01).

PETITE REVANCHE (vénézuellen. v.o.): Denfert, 14 (43-21-41-01). Marignan-Coucorde, \$ (43-59-92-82); UGC Biarritz, \$ (45-62-20-40); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); v.f.: Rex, 2 (42-26-83-93); UGC Montparmasse, 6 (45-74-94-94); George V. \$ (45-62-41-46); Saint-Lezaro-Pasquier, \$ (43-83-34); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Golelins, 12 (43-33-30-40); Gamont Parnasse, 14 (43-23-34); Gamont Parnasse, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 19 (45-79-33-00); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepler, 19 (45-22-46-01); Trols Secrétan, 19 (46-36-10-96). v.o.): Deniert, 14 (45-21-41-41).
PTÈCE DE CRISTAL (A., v.o.): Forum
Orient Express, 14 (42-33-42-26); UGC
Normandie, 34 (45-63-16-16); v.f.:
Paramount Opére, 9 (47-42-56-31);
Pathé Montparusase, 14 (43-20-12-06). PRESIDIO (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.):
UGC Dantoa, 6º (42-25-10-30): UGC
Montpartnasse, 6º (45-74-94-94): UGC
Biarritz, 8º (45-62-20-40): UGC Opéra,
9º (45-74-95-40): UGC Gobelins, 13º
(43-36-23-44).

ger britanne

... CHATTE

. + £ . ± ju

The second s

A 100 March 1988

and the second disease

s ... s 😼 🌦

32 5 百至**营村中的**

2. 2. 3. → 50 ° 3

-46--4

1- 2s' - ~

and the second

and the second section

ere name 📸

and the second Commence of the second

and the said

The same of the sa

网络原子 化二磺胺磺磺基二

The other age on the

matikk ji

(43-36-23-46).

DUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A. v.o.): Forum Horizon, 1st
(45-08-57-57): Forum Horizon, 1st
(45-08-57-57): Forum Horizon, 1st
(45-08-33): UGC Danton, 6st
(42-2510-30): UGC Normandic, 8st
(45-63-16-16): Mirzamar, 1st
(43-2089-52): 1st Juillet Beangrenelle, 15st
(43-36-33-93): UGC Montpartnesse, 6st
(42-36-83-93): UGC Montpartnesse, 6st
(42-36-83-93): UGC Montpartnesse, 6st
(43-43-393): UGC Montpartnesse, 6st
(45-44-44-94): Partneount Opera, 9st
(47-42-56-31): Les Nation, 12st
(43-43-04-55): UGC Gobelins, 13st
(43-43-04-55): UGC Gobelins, 13st
(43-43-36-34-4): Mistral, 1st
(45-39-52-43-3):
UGC Convention, 15st
(45-74-93-40): UGC Maillot, 1st
(45-48-40-1): Pathe Clichy, 1st
(45-22-46-01): Pathe Clichy, 1st
(42-06-79-79): Le Gambetta, 20st
(46-36-10-96).

BAMBO III (A. v.o.): Forum Horizon, 1st
(45-38-56-3) QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-

36-10-96).

PAMBO III (A., v.o.): Forum Horizon, I^w (45-08-57-57): George V. 8* (45-62-41-46): Pathé Marignan-Concurde, 8* (43-59-92-82): v.f.: Rex. 2* (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); UGC Ermitage, 8* (45-63-16-16): Pathé Français, 9* (47-70-33-88): Paramount Opéra. 9* (47-70-33-88): Paramount Opéra. 9* (47-42-56-31): UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59): Fanvette, 13* (43-31-56-86): Mistral, 14* (45-39-52-43): Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06): Convention Saint-Chartes, 15* (45-74-93-40): UGC Convention, 15* (45-74-93-40): Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01): La Gambetta, 20* (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

CHUCK BERRY, HAIL HAIL ROCK'N ROLL Film américain de Taylor Hackford, v.o.: Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Action Rive Gauche, 5º (43-29-44-40) 44-40).

CLASSIFIED PEOPLE. Film français de Yolande Zauberman, v.o.: Utopia Champolilon, 5 (43-26-84-65).

LA COULEUR DU VENT. Film LA COULEUR DU VENT. Film français de Pierre Granier-Deferre: Forum Arc-en-Ciel. 1st (42-97-53-74); Pathé Haute-feuille, 6st (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8st (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8st (43-87-35-43); Pathé Français, 9st (47-70-33-88); Fauvette Bis, 13st (43-31-60-74); Pathé Montparnasse, 14st (43-20-12-06); Sopt Purnassiens, 14st (43-20-32-20); Le Gambetta, 20st (46-36-10-96).

LA MAISON DE JADE. Film français de Nedine Trintignant: Forum Arc-en-Ciel, 1st (42-97-53-74); Pathé Hautefeuille, 6st (46-33-79-38); UGC Montpar-msse, 6 (45-74-94-94); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9 (47-42-

56-31); UGC Lyon Bastille, 124 (43-43-01-59); UGC Gobelins, (43-43-01-39); LIGC Coocinis, 13- (43-36-23-44); Convention Saint-Charles, 15- (45-79-33-00); Images, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

PELLE LE CONQUERANT. Film danois de Bille August, v.o. : Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12) : Pathé Impérial, 2 (47-12-12); Patte Imperat, 2-(47-42-72-52); Cluny Palace, 5-(43-54-07-76); Publicis Saint-Germain, 6-(42-22-72-80); UGC Odéon, 6-(42-25-10-30); La Pagode, 7-(47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8-12-15); Gaumont Ambassade, 8-(43-59-19-08); UGC Biarritz, 8-(45-62-20-40); 14 Juillet Bas-tille, 11* (43-57-90-81); Escu-rial, 13* (47-07-28-04); Gau-mont Alésia, 14* (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79); Blenvenhe Montpur-nasse, 15* (45-44-25-02); UGC Maillet, 17* (47-48-06-06); v.f.: Gaumont Opéra, 2* (47-42-Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); Gaumont Parnasse, 144 (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 6 NOVEMBRE «La peinture italienne, de Léonard de Vinci an Caravage», 10 h 30, Lou-vre, 36, quai du Louvre (P.-Y. Jaslet). « Cour carrée, pyramide et apparte-ments royaux du Louvre», 11 houres, sortie métro Louvre (D. Bouchard).

«L'Opéra», 11 heures et 15 heures,

« Le Marais, de la piace des Vosges à l'hôtel des Ambassadeurs de Hol-lande », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdais). « L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (M. Pohyer).

« Moulins et vieux village de Mont-martre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Hôtels et jardins du Marais ».
 14 h 30 et 16 h 30, mêtro Bastille, angle rue Saim-Antoine (C.-A. Messer).

« Le cimetière de Picpus », 14 h 30, 35, rue de Picpus (D. Fleuriot). La basilique de Saint-Denis», 14 h 30, portail (La France et son

 Le Père-Lachaise par les timbras-poste», 14 h 45, métro Père-Lachaise, sortie escalator (V. de Langlade).
 L'hôtel de Bourdon-Condé, ancienne ambassade de Perse », 15 heures, 12, rue Monsieur (L. Haul-Jer).

« La basilique de Saint-Denis », 15 heures, portail central (Arcus). - Salons de l'hôtel de la Marine », 15 heures, 2, rue Royale. Carte d'iden-tité (E. Romann).

« Cours et passages du vieux fan-bourg Saint-Antoine», 15 heures, sortie mêtro Faidherbe-Chaligny (Résurrection du passé). MONUMENTS HISTORIOUES

«Les salons du château de Maisons-Laffitte», 15 heures, vestibule gauche, · L'hôtel de Sully », 15 heures,

CONFÉRENCES

DIMANCHE 6 NOVEMBRE

60, boulevard de Latour-Maubourg, 14 h 30 : « Venise et son carnaval»; 16 h 30 : « La Thallande»; 18 h 30 : « Bouddhisme et Thallande», par * Boundnisme et inalizace », par M. Brumfeld (Rencontre des peuples). 18, rue de Varenne, 14 h 30 : « Le Brésil » : 16 heures : « Le Mexique » ; 17 h 30 : « Afrique interdite », par

1, rue des Prouvaires, 15 heures : Saints et miracles contemporains de "Saints et miracles contemporains de l'Église orthodoxe », par le Père Patric; « Pélerinages inconnus des environs de Paris », par Natya.

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 :
« Visages de Paris : évolution de l'escalier, du Moyen Age à nos jours », par M. Lepany (Monuments historiques).

« 9. avenue d'Iéna, 14 h 30 : « His-toire, beautés et étrangetés du monde » (1th partie); 17 h 15 : «Le Japon, du Moyen Age à mas journ » (Jean-Claude « La Sainte-Chapelle », 15 heures,

LUNDI 7 NOVEMBRE

 Le Marais, de l'hôtel de Soubise à la place des Vosges », 10 h 30, sortie métro Saint-Pani (E. Bourdals).
 Picasso à l'hôtel Salé », 14 heures, 5 me de Thorieux à la crisse (Appere. che de l'ert).

«Le Palais de justice en activité», 14 h 15, 2, boulevard du Palais (Tou-risme culture!). « Versailles : l'école d'équitation aux Beuries », 14 h 30, grilles de la Petite Beurie, avenue de Paris (Office du tou-

«La franc-maconnerie», 14 h 30, 16, rue Cadet (P.-Y. Jasiet). Les appartements d'Anne d'Autri-che su Louvre », 14 h 30, sortie métro Louvre (I. Haußer).

«Le fournil de la boulangerie Poi-lâne », 14 h 30, 87, rue Brancion (E. Romann).

«Le Palais de justice en activité», 14 h 30, devant les grilles (M. Pobyer), «L'ancien village d'Auteuil », 14 h 30, mêtro Eglise-d'Auteuil (Les

"Les appartements royaux du Louvre », 14 h 30, porche église Saint-Germain-l'Anxerrois (C.-A. Messer).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie metro Saint-Paul (Résurrection du passé). « La Sorbonne et le quertier de l'Uni-versité », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Exposition Vicira da Silva», 14 h 30, 16 heures, sortie métro Champs-Elysées - Clemenceau (Paris et son histoire). MONUMENTS EISTORIQUES

Picasso dans l'hôtei Salé », 14 h 30, 5, rue de Thorigny.

- Evocation de l'islam à la Mosquée -, 14 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermite. « Le Musée Rodin », 14 h 30, 77, rue

LUNDI 7 NOVEMBRE Boulogne-Billancourt, 22, rue de la

Bello-Feuilie, 14 h 15 : « Toulouse anti-que », par Daniel Cazès (Centre cultu-

Forum, 12, place Carrée (porte Saint-Eustache), 14 h 30 et 17 h 30:
Wagner et la France, par M. Borusiac (Maison des conservatoires). 3, rue Rousselet, 14 h 30 : « L'art égyptien au British Museum » (Arcus). 52, rue du Cardinal-Lemoine, 18 h 30 : « Pierre Mendès France et la décolonisation en Tunisie », par Albert Memmi (Institut Pierre Mendès-

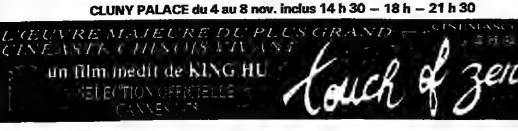
France). 78. boulevard Malesherbes, 20 h 30 : Les arcanes majeurs du tarot et la tradition judéo-chrétienne : la voie de l'individuation à travers la Bible et le premier septénaire », par J.-P. Farel (L'homme et la comaissance).

kar per Kar acc son et la perr L'int princ voix Cons dire

mbou Cons

et int

touch





95-40), LES MODERNES (A., v.a.): Locarnaire 6* (45-44-57-34).

Communication

Pour financer l'achat de Macmillan

M. Maxwell va vendre

ses imprimeries de labeur britanniques Pour financer les 2,5 milliards de magazines, des catalogues, des éti-

dollars (15 milliards de francs) de son OPA réussie sur l'éditeur américain Macmillan (le Monde du 5 novembre). M. Robert Maxwell, le patron de presse britannique, souhaite vendre ses imprimeries de labeur en Grande-Bretagne. Il a Achargé la banque d'affaire Samuel
Montagu de trouver des acquéreurs
pour la British Printing and Communications Corporation (BPCC),
une des filiales de son groupe Maxmell Communications Companying well Communications Corporation (MCC).

Les cadres de la BPCC pourraient racheter leur entreprise dans le cadre d'un « leverage buy-out » (reprise de l'entreprise par ses sala-ries), a indiqué M. Maxwell. Ce der-nier avait racheté en 1981 l'entreprise en déconfiture et, après l'avoir redressée à coups de licenciements, de suppression des avantages acquis et d'investissements dans des machines modernes, en avait fait la base de son groupe acruel. La BPCC est la première imprimerie de labeur au Royaume-Uni avec un chiffre d'affaires supérieur à 300 millions de livres (3.2 milliards de francs) et un bénéfice d'exploitation de 35 mil-lions de livres. Elle imprime des quettes, des emballages, etc.

Pour l'instant, les imprimeries de presse quotidienne du groupe Max-well, regroupées dans la société BNPC, ne sont pas concernées, mais M. Maxwell examine également la possibilité de les vendre, ainsi d'ailleurs que des actifs immobiliers de MCC et trois imprimeries récemment acquises en Europe. Le groupe Maxwell détient en France 67 % de l'imprimerie François à Ozoir-la-Ferrière et 49 % de l'imprimerie Del Duca à Blois, et a annoncé l'achat de six rotatives à installer à Roissy et dans le sud de l'Hexagone.

Ce désengagement de l'imprime-rie de labeur est, de l'avis même de M. Maxwell, un tournant important dans la stratégie de son groupe MCC. Ce dernier réalise en effet les trois quarts de son activité (9,5 milliards de francs en 1987) dans l'imprimerie, de presse ou de labeur. Avec l'achat de Macmillan - dont les filiales les moins stratégiques seront revendues — le groupe de M. Maxwell semble viser une activité moins industrielle et plus éditoriale, des deux côtés de l'Atlantique.

Les grands réseaux FM hostiles aux comités techniques régionaux

Regroupés dans le Syndicat des radiodiffuseurs nationaux, les sept principaux réscaux privés de radio ont écrit à M= Catherine Tasca, ministre délégué à la communication, pour exprimer leur hostilité au projet de création de comités techniques chargés de faciliter la tâche du prochain CSA dans l'instrucion des dossiers de radio en région (le Monde du 25 octobre). • Epouvantés par le spectre du retour des commissions Holleaux et Galabert . [instances consultatives chargées de donner des avis sur les autorisations de radios du temps de la Haute Autorité], les signataires de la lettre estiment qu'une telle réforme « ne serait pas de nature à saire progresser le paysage radio-

La CNCL demande

au Conseil d'État

de sanctionner TF1

Après avoir entendu le président

caises pour la jeunesse. La chaîne

s'était notamment engagée à com-mander cent heures d'émissions

Quant aux œuvres communau

françaises pour la jeunesse par an.

phonique français ».

Revendiquant une vocation de diffuseurs nationaux, ils suggèrent alors que la création de ces comités techniques soit - équilibrée par la reconnaissance, même implicite. dans le cadre de ce projet de loi, de l'existence des réseaux nationaux à qui seraient réservées les fréquences déjà détenues, ainsi qu'un certain nombre de fréquences dans châque région pour assurer leur exten-

NRJ, quant à elle, propose de réserver la publicité locale aux radios locales ou régionales et de dégager les réseaux nationaux en contre partie de leur renoncement à ce type de ressources, de l'obligation de faire diffuser par chacune des radios affiliées 20% de programmes

Informations « services »

MOTS CROISES

PROBLEME Nº 4868

HORIZONTALEMENT

I. Peut être assimilé à une retenue à la source. Un mois qui évoque des rnées particulièrement chaudes. - II. Peut sentir mauvais de la bouche. Lentilles, Allure. - III. Se plaint. C'est parfois un vrai ringard. - IV. Point

de départ. Ne vent ni le tiers ni la moitié. Possessif. - V. Portait les armes. Descendit peut-être. Outragèrent une reine d'Israël. -VI. Ne peut pas être rangé parmi les fines herbes. Donc pas pris au hasard. - VII. Se juge souvent sur se, n'est pas du réchaussé. -VIII. Fait son apparition. Un XIII bomme qui ne portait pas tou-IX. Pas comme

l'écossais. Une femme souvent sur le sable. Est très acquis une certaine finesse. efficace contre les piqures. -9. Peuplent deux républiques, Fasse X. Quand il est grand, peut avoir des rallonges. Coule dans les Alpes autrichiennes. Un héros grec. — XI. Certains doivent juger sur la mine. — XII. Passe la main. Une des à l'attaque. - 10. Capables de raisonner. - 11. Une bonne occasion pour celui qui veut succomber. -12. Donne des motifs. Guide. Comme un fameux lapin. - 13. Rendait comme parfois un arc. Cyclades. Se servir. - XIII. Les petites annonces. Dieu. - XIV. La moitié de rien. Pour le bouquet. Utiles quand on a besoin de secours. 14. Crie comme un porteur de bois. Qui n'a donc pas bavé. Pre-mière d'une série. Maison d'Italie. -Tableau. Port de l'Hérault. -XV. Frapper fort. Le plus mauvais du calice. Présentés sur un plateau. 15. Oter du poids. D'un auxiliaire.

Soistion du problème nº 4867 Horizontalement

 Des gens qui peuvent souffrir de leurs articulations. Peuvent être chaussées par celui qui veut suivre le guide. – 2. Mis dans de bonnes I. Trognon. - II. Haleine. -III. Eve. Osé. - IV. Aa. Ahaner. dispositions. Lac. Est là avant les autres. — 3. Fait la belote avec sa dame. Difficile à obtenir quand il y V. Tlaloc. Ré. - VI. Renoir. Ru. -VII. Eu. Procès. - VIII. Rée. Base. IX. Océan. - X. Balistes. a beaucoup de courants. - 4. Un caractère d'autrefois. Quand on en XI. isée. Esaû.

Verticalement 1. Théâtre. Obi. - 2. Ravaleur As. - 3. Olé! An. Eole. - 4. Gé. Alopécie. - 5. Nichoir. Es. - 6. On. Acrobate. - 7. Néon. Canes. 8. Serres. Sa. - 9. Onéreuses.

Mt Lauis PROST,

servateur du Musée napoléor d'art et d'histoire militaires,

On se réunira le lundi 7 novembre, à 14 h 30, au Musée napoléonien, 38, rue Saint-Honoré, à Fontainebleau (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

77210 Avon. M= Olivotti Pellerin Prost,

Dans l'impossibilité de répondre indi-viduellement aux impoignages d'estime qu'ils reçoivent à la suite du décès du

professour Raymond MANDE,

adressent à tous coux qui ont voulu s'associer à leur peine l'expression de laure docères remerciements.

- L'Association des Français libres

fera célébrer le mercredi 9 novembre

1988, à 19 heures, en l'église Saint Louis des Invalides, une messe anniver

général de GAULLE, chef de la France libre et président d'homeur de l'association.

d'ancieux combattants et de résistants

de porter le présent avis à la comnais

sance de leurs membres et de déléguer

Nos abounés, bénéficient d'une réduction sur les insertions du - Carner du Monde -, sont priés de joindre leur envoir de texte une des desinante bandes pour justifier de casse qualité.

leur porto-drapeau à cette cérén

Messes anniversaires

Remerciements

107, avenue de Nemours, 77210 Avos.

M= Prost, 2, route de Samois,

- Brienoud, Paris.

GUY BROUTY.

raison. - 6. S'élève en Grèce. Oiscaux. - 7. Roi de Thèbes. Fleuve côtier. Parfois gros pour du bœuf. — 8. Réagit en homme. Qui a donc

sort, c'est parfois pour entrer dans les cabinets. Un homme qui ne des-cend pas pour rien. — 5. Peuvent être de bons numéros. Amène à la

VERTICALEMENT

de TF 1, M. Patrick Le Lay, et exa-- Philippe DELAROCHE miné le rapport de sa société, la CNCL a décide de saisir le Conseil Isabelle ALBANET d'État pour qu'il fasse respecter à la première chaîne ses obligations. Selon le bilan dressé par la CNCL (le Monde du 20 octobre), TF 1 ne

respecte ni ses quotas de diffusion d'œuvres d'origine communautaire, ni ceux d'œuvres originales franle 2 octobre 1988, à Paris. caises, ni son volume d'œuvres fran-

46, rue de l'Université.

Chair: BOSEMHERG

taires, elles n'atteignent que 37,1 % de sa grille au lieu des 70 % prévus Erwan JOURAND dans les cahiers des charges. Et si la ont le joie de faire part de la naiss CNCL note une amélioration des quotas d'œuvres françaises

sions la nuit, - ce qui ne correspond pas à l'objet de la réglementation -. En conséquence, la CNCL demande au Conseil d'État qu'il ordonne à TF1 « de respecter sous astreinte pour son second exercice »

Literature 1 19

BAR BURRA

STEP BALL OF

MENT LEFT !

والمرجوسة وأأروان الر

Tankson.

e Bur Stagen

Links Chin

🗯 - Paring and A

The Base of the con-

(38,2 %), elle déplore qu'elle soit

surtout due à de nombreuses diffu-

· Les fréquences des quatre nouvelles radios parisiennes. — La CNCL a publié, vendredi 4 novembre, les fréquences des quatre nouveaux regroupements de radios FM qu'elle avant autorisées, le 16 septembre, à Paris, après la libération de fréquences par l'armée et le retrait d'autorisation à Electric FM. Ainsi, Portugal FM et Radio-Alpha se regroupent sur 98.8 MHz; Réus-sir FM et Jazzland prennent le 99.6 MHz (ex-Electric FM); Tabala FM et Superloustic rejoignent le 106.3 : Lucrèce et Radio-Paris le 106.7 MHz.

• Les professionnels du cinema favorables au maintien d'une coupure publicitaire. - Le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) ainsi qu'une cinquantaine de personnalités du cinéma français se déclarent hostiles à un amendement adopté par la commission culturelle du Sénat visant à interdire toute coupure publicitaire lors de la première diffusion d'un film ou d'un téléfilm à la télévision. Un message adressé à plusieurs personnalités du Sénat et signé par de nombreux professionnels, parmi lesquels Jean-Jacques Annaud, Yves Montand, Jean-Paul Belmondo et Luc Besson, a été adressé aux sénateurs. Les signateires s'y déclarent « très inquiets des mesures envisagées par le Sénat en vue d'interdire toute coupura publicitaire >

Inks, Cicita, Philipine, Marie, Emilie

Paris. Pionesse. Melbourge.

le 29 octobre 1988.

Mariages - Anna GUILBERT

sont heureux d'annoucer leur mariage, qui a été célébré le 29 octobre 1988 à

asset RITZ

= Jean Plantevin, M. Jean-Georges Ritz, M. et M= François Deries,

M. et M= Pierre Guilbart, M. Jean-Louis Ritz, M= Chemal Rhz.

s'associent à leur joie. 30, avenue Rapp.

 Sa famille, Ses amis, ont l'immense douleur de faire part da

Pierre METZGER, ancien élève de l'École polytechnique, maître de conférences à l'université Paris-VI,

survena subitement, à Paris, dans sa cinquante et unième année, le mercredi 2 novembre 1988.

CARNET DU MONDE Tarif: la ligne H.T. Toutes rubriques 79 F

Renseignements: 42-47-95-03

Communicat. diverses ... 82 F arctionne féminine), L'ACI (Action catholique des

Le Carnet du Monde

Le MIAMSI (Mo tional d'apostolat en milieux sociaux

> avec douleur et espérance, font part du a quitté sa famille et ses amis le 2 novembre 1988, dans sa quatre-vingt-

Marie-Louise MONNET.

survenn à Tours, le 2 novembre 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

Oue sa foi

dans les capacités de toutes personnes ;

dens la mission de l'Estise pour tous les

dans l'amour de Dieu pour toute la créa-

éclaire les bommes et les femmes, les

jeunes et les enfants pour vivre toutes les réalités quotidiennes de notre temps tant le dessein de Dieu.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 7 novembre 1988, à 14 h 30, ca l'église Notre-Dame-La-Riche, rue Georges-Courteline, à Tours (Indre-et-Loire).

(Le Monde du 5 novembre.)

 M™ Andrée Davvdoff. ses enfants et petits-enfants. ses enfants et petits-enfants. M= Hélène Deat, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part de la mort

Décès Heariette NOIZET. le 2 novembre 1988, dans sa quatre-vingt-irriène amér.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le 5 novembre, à Oulchy-le-Châtean (Aisne).

12. rue Paul-Conderc.

GALERIE ROBIN - LEADOUZE 2, Av. Matignon - 75008 PARIS - 42 89 26 83

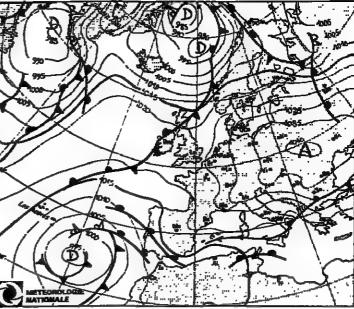
YVES BRAYER

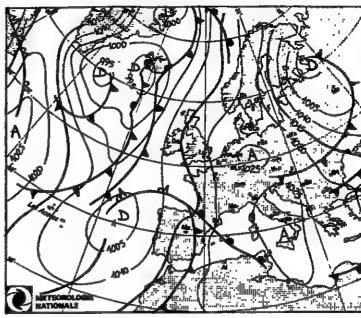
Aquarelles et monotypes

12 Octobre — 19 Novembre

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 NOVEMBRE 1988 A 0 HEURE TU





Évolution probable du temps en France entre le samedi 5 novembre à 0 heure et le dimanche 6 novembre à

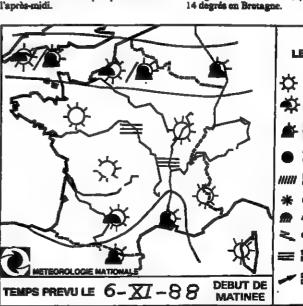
Les hautes pressions persistent de la France à l'Europe de l'Est, mais un front froid très atténué pénétrera tout de même du nord au nord-est du pays. Le flux s'orientera plus au sud entrai-sant une petite remontée des tempéra-tures l'après-midi.

Dimanche: du Nord à la Picardie et aux Ardennes les nuages seront présents dès le matin. Ils se maintiendront toute

Les températures minimales resteront très fraiches du Nord-Est aux Pays de Loire et au Centre-Est : géoéralement de 0 degré à -3 degrés, mais locale-ment de -5 à -7 degrés dans les val-lées du Nord-Est. Grâce aux nuages, les rempératures seront faiblement posi-

Sur les régions méridionnales il fera 4 à 6 degrés.

dès le matin. Ils se maintiendront monte la journée et gagneront dans l'aprèsmidi la Champagne, l'est de la Bourgo-gne, l'Alsace, la Lorraine et la Franche-Comté. Du Roussillon au Languedoe, la nord du pays les températures remonteront de 7 à dans le Nord-Est, jusqu'à 10 à 9 degrés dans le Nord-Est, jusqu'à 10 à



LEGENDE ECLARGES PEU HUADRUI COURTES STARCES ///// PLUE AVERBES THE MENT OF

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs extremes referent entre TOURS 9 -1 D LOS ANGELES ... 23 13
TOUROUSE 17 12 C LUXEMBOURG ... 4 -7
FORIHEA-TITIE ... 30 22 D MADRID 19 0 AIACCIO 19 BIARRITZ 23 BORDEAUX 19 ETRANGER NEXICO ALGER 30 18 AMSTERDAN 4 -3 MOSCOU. BANGKOK 30 21 CLEUWONT-FERIR 11 -1 MARCELONE 18 14 RELGRADE 1 -1 GRENORIE S-H-8 11 NEW-YORK OSLO 0 PALMADENAL 23 BERLIN LITTE LE CAIRE 24 14 COPENHAGUE ... 5 0 LYON ... NAPSFILL MAR NANCY NANTES STOCKHOLM DIFRIA . PAREMONES. ... HONGKONG 24 ISTANDUL 12 JERUSALEN 21 12 21-TIEN4 STRASBOURG A В C 0 T cicl ageu ciel pluie averse bruns UTAGE tempête

± TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

LE

TIT Cloitre BEP 78-67-4

75 ÉTABLISSEMENTS. 2 000 EMPLOIS QUALIFIÉS

La Corrèze parie sur le social

BNUBILÉS par leurs usines geurs de la Datar n'avaient jamais imaginé cela : les maisons pour vieillards impotents et les centres pour handicapés peuvent être les locomotives du développement local. Ce n'est qu'un apparent paradoxe. La Corrèze le sait bien, elle qui compte 75 établissements de ce genre offrant 2 000 emplois qualifiés et abritant plus de 3 000 pensionnaires, dont bon nombre viennent d'autres régions. Grâce aux seuls handicapés dont le prix de journée est facturé à leurs départements d'origine elle reçoit de l'extérieur plus de 170 millions de francs par

Cetta situation ne date pas d'hier. Dès les années 30, le département de la Seine envoyait ses enfants se refaire une santé dans les préventoriums limousins. Le bureau d'aide sociale de Paris permanente à Limoges. A peine élu sur les hautes terres peu peuplées et difficiles d'accès de l'arrondissement d'Ussel, en 1967, Jacques Chirac comprit le parti que l'on pouvait tirer de cette tradition d'accueil. Cette fois ce furent de jeunes handi-capés mentaux parisiens qu'il installs « au vert » sur plusieurs

Même lorsqu'ils étaient ses adversaires politiques, les maires participèrent avec enthousiasme à ces implantations. A Bort-les-Orgues on récupéra une ancienne filature, à Eygurande un centre de rattrapage scolaire menecé de fermeture. A Peyrelevade la municipalité socialiste offrit un magnifique terrain et celle de la bourgade

de Somac (1200 âmes) accepta avec empressement un institut médico-éducatif qui non seulement embaucha une centaine d'employés mais réactiva une ferme abandonnée de 45 hec-

Flerté légitime

Construite au cours des années 70, cette chaîne d'établissements n'est que l'un des éléments du dispositif d'accueil corrézien. Elle en est le plus important et l'un des plus réu L'Association des centres éducatifs du Limousin (ACEL) (1), qui la gère, est le premier employeur de l'arrondissement d'Ussel, Depuis qu'il l'a créée, Jacques Chirac a tenu à en assurer lui-même la présidence. Légitimement fier de cette œuvre à la fois sociale et du olus haut intérêt local, il a tenu à la présenter tout récemment à la presse nationale à l'occasion du vingtième anniversaire de la fondation.

L'ACEL a fait preuve en effet d'un bei esprit d'adaptation. Les leunes handicapés d'antan sont devenus des adultes. Pour répondre à leurs besoins, il a fallu progressivement transformer, moderniser, diversifier et agrandir les Installations, Les anciens instituta pour enfants sont devenus des foyers pour adultes et des centres d'aide per le travail (CAT) qui contribuent, encore plus que per le passé, à la vie des communes.

Les maires des bourgades rurales ont aujourd'hui la preuve que des institutions sociales bien gérées et sachant évoluer sont aussi « intéressantes » que ces

quelles on est prêt à dérouler le tapis rouge. Dans le seul arrondis sement d'Ussel l'ACEL a fait construire et aménager par les entrepreneurs locaux plus de cinquante bâtiments.

Le dernier en date, à l'architecture audacieuse, un foyer pour handicapés profonds, sera inauguré à Bort-les-Orgues avent la fin de l'année. L'établissement de Peyrelevade doit être entièrement rénové l'année suivente. Encore des millions d'investissements que l'ACEL fait avec ses « bénéfices ». L'entretien de ce « parc » social constitue une rente pour les

Plus de cinq cents Corréziens et Corréziennes ont trouvé un emploi à l'ACEL : aidessoignantes, infirmières, éduca-teurs, cuisiniers, administratifs, gestionnaires, médecins, psycholoques, l'éventail des métiers qualifiés est largement ouvert. Ces professionnels sont allés se former ailleurs avant de revenir vivre et travailler au pays.

Marie France Sully, native de Bort-les-Orgues, s'employait comme traductrice dans des organismes internationaux. A trentetrois ans, la voilà de retour pour prendre la direction du nouvel établissement édifié dans se com-mune. Christian Vivier, ingénieur du bâtiment à Dunkerque, a pu retrouver son Eygurande natal où Il dirige maintenant le centre d'aide par le travail.

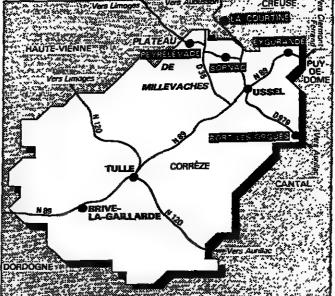
Les CAT gérés par l'association occupent actuellement 180 handicapés légers. Loin de concurrencer les entreprises locales, ils traveillent pour elles en sous-traitance ou les remplecent

ouand elles font défaut. Les patits Parisiens de l'Assistance sont aujourd'hui menuisiers, maçons, maroquiniers, jardiniers en Corrèze. A Eygurande, ils sont à la tête d'une ferme de production laitière si performante qu'elle dépasse les quotas laitiers. Ils assurent l'exploitation des forêts du canton et fournissent des milliers de stères aux papeteries. Tous, en payant la taxe sur les salaires, alimentent les budgets

Chaque établissement n'assure ment une large fraction du chiffre d'affaires des commer çants du cru. Il contribue à l'animation de la commune. Les « méchouis de fenaison » dans les CAT agricoles, les pots de fin d'année dans les toyers sont aujourd'hui intégrés dans le calenlation ne boude pas.

En outre, les personnels s'occupant des handicapés ou des personnes agées introduisent dans les campagnes corréziennes le mode de vie des salariés urbains, lci ils fondent un club de nageurs en profitant de la piscine de l'établissement, là ils introdui-sent l'anglais à l'école primaire, ailleurs ils contribuent à la créstion d'un festival annuel de marionnettes. Ils demandent aussi des crèches, qui n'existaient pas dans ces bourgades, des routes praticables tout l'hiver, des activités culturelles. Dans les villeges du plateau de Millevaches, les architectes osent enfin construire dans l'esprit du temps. Si l'exotisme paysan en souffre, la vie. elle, y trouve son compte.

Bernard Couteau, trente-deux ans, maire socialiste de Peyrele-



vada (1120 habitants), ne cache pas que lorsqu'il a pris la mairie. en 1983, il tenait pour quantité négligeable les deux établissements sociaux installés sur sa commune : une maison de retraite at le centre pour jeunes arriérés mentaux de l'ACEL. « Je me suis spercu, dit-il aujourd'hui, qu'avec leurs 172 employés et leur chiffre d'affaires, ces maisons pèsent davantage que toutes les autres activités réunies : agricoles, commerciales, industrielles et touristiques. Le social est l'élément structurent de me commune. Sans lui tout le reste s'écroule. >

Cette constatation, les patrons des entreprises de Haute Corrèze l'ont faite aussi. C'est pourquoi ils ont payé de leurs deniers les frais de déplacement des journalistes parisiens venus durant deux ioura visiter laur arrondissoment sous la houlette de Jacques Chirac.

Quant aux maires des départe recevoir aussi la manne sociale. René Guinot, par exemple, dirige la commune de La Courtine, dans la Creuse, un département qui ne compte que 19 établissements pour handicapés (33 en Corrèze). « Le camp, qui faisait vivre le bourg, n'est plus ce qu'il était, se lamente-t-il. Les militaires arrivent evec leurs provisione, travaillent vite at ne sortent plus. Bref il nous fallait absolument une activité nouvelle. J'ai aujourd'hul un fover pour adultes déficients mentaux offrant 72 emplois. Une bouffée d'oxygène. » Le foyer de La Courtine sera géré par l'ACEL de Jacques Chirac. Une faveur enviée. Il est vrai que M. Guinot ne cache pas ses sympathies pour le RPR. MARC AMAROISE-RENDU.

de petrole

audiana mater gu poin

Lipundon inflations

- Congression

--- - 2 ----

1.00

・2 2 条輪

The same and

化三环烷烷 無限

and the second second

 $- \cdot = (-\pi_{\overline{G}_{\mathcal{F}}})_{+} \cdot \pi_{\overline{G}_{\mathcal{F}}}$

e Berger og 🖼 and the second second

and the second property of

19 4246796

والمنتهب والمحدد والمحادث

-

e ett eine für feinde

-- v. tu susania da

t with deposit .

The second secon

· 1.149

(1) 6, boulevard Léon-Blum, 19200 Umel.

BASSE-NORMANDIE

L'avenir en drakkar

La Basse-Normandie a désormais son logo. Drakkar de bois et silion dans la terre. Une création originale de Jean-Claude Lecouflet, un artiste régional qui s'affirme - sculpteur de formes, pas de matériaux ». Il y a bien sur le bieu de la mer et le vert des prairies, et trois boucliers pour évoquer les trois départements de l'Orne, de la Manche et du Cal-vados. Il y a aussi l'esprit de conquête avec la symbolique du draktar, «tandis que le dernier bouciler reste ouvert sur l'avenir et l'espace ». « L'étude récente sur l'image de

démontré que la région était perçue à travers des clichés surannés», explique René Garrec, président du Conseil régional. « La Basse-Normandie, c'est encore et touiours le dynamisme du conquérant. » Guillaume, évidemment.

Le musée au parking

Un musée dans un parking, pourquoi pas ? A Caen, la municipalité, qui vient de construire un parc de stationnement souterrain au pied des murailles du château de Guillaumele-Conquerant, invite les automobilistes à se « garer au cœur de l'his-toire ». A chaque étage du parking, des vitriues mettent le passé en scène, là même où des fouilles archéologiques ont été effectuées préalablement aux travaux de ter-

«L'emplacement du parking, entre le château et l'église Saint-Pierre, a été un pôle important de la topographie ancienne de la ville. explique Jean-Yves Marin, conservateur au Musée de Normandie. « Sur un tel site, on ne travaille pas au hasard. C'est armés de la riche logique du doyen de Bouard que nous avons orienté nos recherches. Les trois maisons médiévales découvertes apportent un éclairage nouveau sur la vie d'un quartier durant

BRETAGNE

Les ordures à l'usine

Les quarante mille goélands qui viennent chaque jour se restaurer dans la décharge publique d'ordures ménagères de la communauté urbaine de Brest, au Spernot, devront chercher dans quelque temps un autre « trois étoiles ». Une usine d'incinération va engloutir les quarante mille tonnes d'ordures d'une partie du Nord-Finistère. L'usine, dont le coût est de 210 millions de francs, alimentera un réseau de chaleur approvisionnant en chanffage l'hôpital, la mairie, l'université et plusieurs centaines de logements HLM.

L'usine d'incinération du Spernot est considérée comme la plus moderne en Europe. Un procédé dit « biostop » en fait sa particularité. En été, seul un four sur deux restera

en service. Mais, pendant ce temps, les ordures ne seront pas stockées en décharge, elles seront conservées à l'intérieur d'une fosse. Un système de dessèchement en arrêtera la fer-

Sur le plan des rejets de fumée qui contiennent poussières, chlore, etc., la communauté urbaine avait fait le choix des équipements du pro-jet en se mettant aux pormes euronormes françaises (la France a di maintenant s'aligner sur l'Europe).
Mais cela n'a pas ôté les craintes du
comité de défense qui a obtenu l'installation d'une station de contrôle

CHAMPAGNE-ARDENNIE

Pour la promotion industrielle

L'Institut supérieur de promotion industrielle et de formation (IPI) est né à Châlons-sur-Marne sous l'égide de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) locale, il est appearant d'one periodient le commerce de l'industrie (CCI) locale, il est appearant d'one periodient le commerce de l'industrie (CCI) locale et le commerce et d'industrie et le commerce et le installé dans les locaux d'une usinerelais sur la zone industrielle de Saint-Martin-sur-le-Pré. Il a pour objectif de faire acquérir à des techniciens supérieurs, recrutés à Bac + 2, des compétences élargies en matière de management et de technologie. L'IPI, qui accueille ses premiers étudiants, propose une for-mation en alternance étalée sur

Châlons-sur-Marne, cet institut a été réalisé grâce à l'action de plusieurs partenaires : Ecole supérieure des arts et métiers de Châlozs, Ecole ieure de commerce de Reims, CCI de Châlons et Reims.

Le conseil régional, qui a placé la formation en tête de ses priorités, a annoncé son intention de prendre les frais de fonctionnement en charge pour les deux premières années. Les acteurs économiques n'ont pas voulu manquer l'inauguration de l'TPI. La présence des responsables de la for-mation de la Régie Renault, de la fédération des industries mécani ques et transformatrices des métaux témoigne de l'attention portée par les industriels.

FRANCHE-COMTÉ

Belfort et l'Europe

Ne pas rester enfermé dans la Franche-Comté mais, au contraire, développer une politique de rapprochement avec le Haut-Rhin, l'agglomération suisse de Bâle et celle, allemande, de Fribourg : telle est la logique proposée dans un gros document de travail que vient d'édites le ment de travail que vient d'éditer le Territoire de Belfort.

Christian Proust, président (PS) de l'assemblée départementale, a organisé des séances de « brainstor-ming » pour penser l'avenir. Vingt-cinq personnalités venues d'horizons divers, et pour partie complètement extérieurs à la vie du Territoire, ont Exemplaire selon M. Claude participé à ces travaux durant plu-Cayen, président de la CCI de sieurs mois. Leur conclusion est nette : avec ses cent trente-sent mille habitants, et en dépit des grosses industries qui le font vivre (Peugeoi Alsthorn, Bull), le Territoire de Bel-fort est trop faible pour construire seul son avenir. Le groupe de travail propose au département de se rapprocher progressivement de ses puis-sants voisins, de façon à créer une aggiomération multipolaire de 1,4 million d'habitants ».

Les idées développées dans le document édité par le conseil géné-ral peuvent surprendre. Mais c'est justement le pari fait ici. Volontairement inachevé, le document est un appel aux critiques, remarques, coservations, auggestions. Pour mieux souligner ce souci de prospective, le graphisme a été confié à un artiste, Etienne Gamelon, lequel a conservé et souligné les fautes de frappe du travail d'imprimerie et paptisé ce document futuriste : Carnet d'asquisses.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le tam-tam de Montpellier

Yves-Jean Bentegeac, préset de l'Hérault, préset de la région Languedoc-Roussillon, n'y va pas par quatre chemins. Dans l'inter-view qu'il vient d'accorder à Jacques Molenat et que publie la dernière livraison de Vie publique (!), il dit sans fard ce qu'il pense de Jacques Blanc, président de la région, de Gérard Saumade, président du

conseil général, et de Georges Frè-che, maire de Montpellier. A propos de ce dernier, ceci :

ucoup d'énergie, beaucoup d'intelligence, beaucoup d'argent sont gaspillés dans une stratégie de médiatisation à tout va. A tel point qu'on pourrait penser qu'ici le faire-savoir vaut beaucoup plus que faire tout court. « Ca n'existe pas encore? Quelle importance puisqu'on en parle!» Il faudrait mettre la pédale douce et ne pas metre la pedale douce et ne pas s'imaginer que l'eau de la rose vaut mieux que la rose ! Mais)'ai constaté lci que cet espèce d'écho de tam-tam permanent (c'est un Afri-cain qui vous parle) peut finir par aspirer des créatifs, des créateurs, des aboles d'entres des la tienteurs, des chess d'entreprise. Le tissu économique n'est pas créé par le bruit qu'on fait mais ce bruit attire ici des ment... parce qu'ils en ont entendu parler! Montpellier est un exemple extraordinaire de cette manière de faire. Je ne dis pas qu'on y fait rien. Je constate qu'on a dit bec plus qu'on en faisait. Mais l'écho étant parvenu jusqu'aux lisières de l'Hexagone, on volt arriver ici des gens très tentés de s'y installer puis-que c'est Montpellier! Où que vous sovez en France, si vous pariez de Montpellier, on vous répond : « Ah! vous en avez de la chance! Quelle ville! » Cette médiatisation obsessionnelle n'est pas, et de loin, néga-tive. Mais dans le principe ça me choque toujours autant – surtout la façon massive d'y engouffrer des moyens de tous ordres. »

(1) 13, rae d'Uzhs, 75002 Paris.

MIDI-PYRÉNÉES

La technopole décolle

La technopole de l'agglomération toulousaine, qui a pour partenaires près de quatre-vingts entreprises implantées dans la zone, est entrée dans sa phase opérationnelle... En gestation depuis un an, elle se voit aujourd'hai dotée d'une structure : un syndicat mixte qui a lui-même donné naissance à une société d'économie mixte.

Les treize communes engagées dans ce processus : Balma, Blagnac, Colomiers, Cugnaux, l'Union, Ramonville, Toulouse et celles du SICOVAL (le syndicat intercommunal pour la valorisation et l'aménagement de la vallée de l'Hera), ont enfin trouvé, après des années de rivalité stérile, leur PPCP, leur plus petit commun projet. Les voilà engagée dans la promotion de l'espace économique toulousain. L'ambition est raisonnable, voire un peu courre au regard de ce qui se fait déjà ail-leurs. Mais, à Toulouse, on préfère insister sur « cette importante avancée, qui va permettre à des maires de soutes tendances politiques de travailler ensemble, d'unir leurs forces », ainsi que l'explique Dominique Baudis, maire de Toulouse et président de la technopole.

Celle-ci sera désormais une fusée à deux étages. Le premier, le dernier créé en fait, est le syndicat mixte réunissant les treize communes fondatrices. Le deuxième, qui a largement eu le temps de faire ses preuves, est le SICOVAL installé à Labège, au sud-est de Toulouse. Ce syndicat a donné naissance à l'Innosynticat à toutre traissaire à l'interprises de très hante technologie, dans un espace dont l'aménagement obéit à des règles et des impératifs architecturaux très précis. Un succès indéniable. Une croissance exponentielle pour des communes naguère rurales, qui se partagent les taxes professionnelles selon un savant système de péréquation.

C'est aussi un objectif pour la technopole. Mais il faudra du temns, l'affaire est très complexe », explique Claude Ducert, député-maire de Labège, Dans l'attente, et faute d'idée particulièrement originale, les responsables de la techno-pole veulent « vendre », en France comme à l'étranger, une région, un espace économique qui ne manque pas d'atouts à leurs yeux : l'aéronautique, l'information, les biotechnologies, les universités, les possibilités de communication... Une liaison aérienne avec les Etats-Unis est à l'étude, ainsi qu'avec Munich et

> Cette page a été réalisée par nos correspondants : Patrick MALINA Pascale MONNIER Gabriel SIMON et Gérard VALLÈS. Coordination: Jacques-François SIMON.

EXPÉRIENCE EN GIRONDE

Une bourse aux emplois d'animation

EPUIS septembre demier, la direc-tion départementale de la jeunessa et des sports girondine a créé une sorte de bourse aux emplois d'animation. diaires explicitement baptisées SVP charge de rapprocher employeurs poten-tiels et jeunes sans emploi dans les domaines de la culture, du sport, du tourisme et des loisirs. all existe en Gironde au moins trois

mille cinq cents associations sportives et culturelles, affirme Alain Lavail, directeur départemental de la jeunesse et des sports. La plupart d'entre elles pourraient rémunérer deux ou trois heures par semaine, qui un chef de chœur, qui un moniteur de football ou même un cuistot pour stages sportifs. Or, ces associations répugnent généralement à recruter des animitagnent généralement à recruter des animitagnes. Même pour un nombre d'heures limité, ils n'échappent pas aux formalités administratives (URSAFF, ASSEDIC, médecine du travail, etc.), aussi lourdes que pour les salariés à plein temps. > départemental de la jeunesse et des

Le statut juridique des associations intermédiaires créé par la loi du 27 janvier 1987 permet précisément de contourner cet obstacle. Ainsi les trois associations girondines embauchent-elles les animateurs en quête d'emploi pour les mettre à la disposition des employeurs. Ils facturent la prestation à partir de 48 F pour une heure.

Les trois points d'accueil, dont l'un s'est tout bonnement installé à la Direction départementale de la jeunesse et des sports, offrent une adresse aux animateurs sans emploi souvent perdus dans le dédale

« Ils n'ont pas la possibilité de connaître ou de démarcher la dizaine d'employeurs nécessaires pour atteindre un revenu décent ou pour bénéficier d'une couverture sociale », insiste Alain Lavail, qui voudrait, par le biais de cette solidarité agissante, créer cinq cents emplois à plein temps dans un délai de deux ans, emplois qui proviendraient de trois mille ou quatre mille employeurs différents. Autre souheit : améliorer la qualité des prestations offertes par les associations et les organismes

« Attention, précisent les animateurs des centres SVP emplois loisirs, nous ne sommes ni l'ANPE, ni des agences d'inté-rim. Nous voulons créer des emplois per-manents pour stabiliser les animateurs dans une structure d'efficacité. Les jeunes doivent s'adresser à nous comme à une structure qui va les mettre sur orbite. A eux ensuite de se forger leur propre complémentarité d'emploi. »

SVP emplois loisirs devrait donc aussi, dans l'esprit de ses créateurs, susciter un désir de formation professionnelle autre que les habituels stages de formation

associations intermédiaires ont conclu une centaine de contrets avec des associations culturelles et sportives, des collectivités locales, mais aussi avec quelques entre-prises privées et deux gymnases bordelais.

La prospection va continuer sur une plus grande échelle : campagne d'affiches dans les départements et diffusion auprès des élus locaux d'un film dont la vedette sera Pierre Durand, médaille d'or aux Jeux olympiques de Séoul. « L'idée est exporta-ble », estime Alain Lavail, très fier que l'initiative girondine ait été relevée par Roger Bambuck dans l'éditorial de Podium, magazine interne du secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports. Il sera temps plus tard, si les objectifs

uantitatifs sont atteints, de réfléchir aux éventuels « effets pervers » de l'initiative, en particulier la gestion de milliers de bourses et le seuil de deux cent trentequatre heures par trimestre et par salarié, au-delà desquelles sont supprimés les allègements fisceux consentis aux associa intermédiaires. « C'est un obstacle délicat pour qui s'est donné comme objectif d'obtenir des emplois voisins du plein

GINETTE DE MATHA.

★ SVP complois loisirs: 4, rue d'Aviau, 33082 Bordeaux Cedex, tél.: 56-52-13-52; 46, rue Victor-Hugo, 33500 Libourne.

Economie

family established Appendix to more particular to the state of Mitter has the the tell the few times the same of - strik per strik - il bat sige A profession tempor

a cleaning the date of I there are a construction to Martin Police Spirit many of the many transfer to the formal of the following t in the control of the land of the sections massing twisten transported eggs

Bolitides et anteie fi Steed Steenie in dette These life are the declare A l'egard ce la Since a l'age Handad la Can LP Le Feneral Ader ment fan de es ma Arai Abra China Com auprès du president se im Hussein, dent il refer

comp mustimus to pa mount claires Les summs a effet, avec un concopilicisme, very les 225. familie conseil de conseil S'adopter Place d'un en ere au i ben er en Marte gement de la Liga r tensor de la missionaria leur trop passant ange-

LUCIEN GEORGE

€ à l'Etat jaif

ec sérénité

Shert of the Walterson 🕊 🗯 Balto o ann i ste itt 🛔 MHC SNOT THE WAR

per report of the control

trend, even a tendet de efficiently more entirely **SME UP** SECTION FOR Million Committee Market Committee Bene 2445 - 2 1 175 Appearance of the state MININGS TO SECOND St. In Co. S. AND SECURE AS A & Albert Section 5. SE WHEN, M. Semigration of the services des singles in the for

See that the control of **建筑基础的广场** · ALAMITRACHOS PLP demande port du Conseil

onel palestinica

mink aller am de

THE PARTY OF THE P

IAFP M Gront madred: 4 mm. to provide a service Charles Control of ber & A.p. the sine . M MANA! . . time at

ÉNERGIE

La France s'apprête à lever l'embargo sur le pétrole iranien

Deux mois après avoir autorisé quelques opérations de troc (pétrole contre biens) avec l'Iran, le gouvernement français s'apprête à lever complètement l'embargo pétrolier décidé contre Téhéran en août 1987, au plus fort de l'« affaire Gordji ».

L'assouplissement partiel annoncé au début du mois de septembre. après le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, n'a en effet pas fonctionné. En dépit de ces mesures, la France n'a toujours pas importé une seule goutte de pétrole iranien, ce qui bloque totalement la reprise des échanges commerciaux entre les deux pays.

Le système actuel n'est pas satisfaisant ., reconnaît-on tant à l'Elyjaisant », reconnait-on tant à l'Ely-sée qu'à Matignon et dans les minis-tères concernés (industrie et affaires étrangères), où l'on assure que « le problème est posé ».

Bien qu'une décision définitive n'ait pas encore été prise, les réflexions actuellement en cours, assure-t-on de source officielle, pourraient aboutir dans les prochaines semaines à la levée totale de l'embargo, éventuellement assortie de garde-fous : les pouvoirs publics avertiraient les compagnies que, si les importations de brut iranien passent certaines limites fixées à l'avance, de nouvelles mesures seraient imposées.

Afin de ne pas compromettre ses relations avec l'Irak et les pétromonarchies du Goife, ses alliés, Paris souhaite en effet une reprise très progressive et aussi discrète que possible des échanges. Le gouvernement veut éviter notamment qu'un gonflement trop rapide des importa-tions de brut iranien ne porte Téhé-ran comme en juillet 1987, au premier rang des fournisseurs de l'Hexagone. Une prudence jugée d'autant plus nécessaire que l'issue des négociations engagées à Genève entre les deux ennemis reste incertaine, et que tous les contentieux

domaine financier – le règlement du prêt de 1 milliard de dollars consenti jadis par le shah à Eurodif.

D'où le simple - assouplissement » décidé cet été, en dépit de la reprise des relations diplomatiques. Sans lever l'embargo, il se contentait d'autoriser au coup par coup, par dérogation, des importations de brut iranien dans le cadre d'accords de troc, une façon, pensait-on, de conserver le contrôle des échanges.

Mais cette « demi-mesure » s'est

révélée totalement inefficace. Bien que l'Iran ait signé des protocoles d'accord portant sur plus de 500 millions de dollars (3 milliards de francs environ) avec des sociétés de négoce alimentaire, la contrepartie pétrolière, elle, n'a pas suivi« Les prix du brut ont chuté, les
pétroliers renaclent, et tant qu'il n'y
a pas d'argent il n'y a pas
d'affaires... », explique-t-on au sein
d'une société de négoce parisienne. A priori hostiles aux contrôles admiaistratifs, les compagnies pétrolières s'entendre avec Téhéran, jugeant les prix proposés par la NIOC (Natio-nal Iranian Oil Company) trop élevés par rapport au marché international. Plusieurs cargaisons de brut iranien voguent actuellement vers l'Europe, mais elles n'ont tou-jours pas trouvé acheteur, et l'Iran a du louer (hors douane) des cuves pour stocker ce brut en attendant de trouver preneur. Toutes les opéra-tions demeurant donc gelées, et la France n'importe pas plus qu'elle ne

Une situation préjudiciable pour toutes les parties. Les compagnies réclament une liberté d'approvisionnement totale, qui seule, assurent-elles, leur permet d'arracher les meilleures conditions. L'Iran, anxieux de développer ses ventes de brut afin de compenser la chute des cours, gonfler ses revenus et finanentre Paris et Téhéran, ne sont pas cer ses importations, s'avoue déçu encore réglés, notamment dans le de l'attitude française. « Pour être

satisfaits - [de la situation actuelle], nous a confié le ministre iranien du pétrole, M. Gholamreza Aghazadeh, soulignant qu'« il est de l'intérêt des deux pays de renforcer leurs liens aussitôt que possible ».

L'industrie française commence : redouter de voir lui échapper le mar-ché de reconstruction iranien, l'un des seuls marchés très prometteurs de la zone, non seulememnt dans le domaine civil, mais aussi dans le secteur militaire, l'armée iranienne, après huit ans de guerre dévastatrice, étant totalement à rééquiper. L'Allemagne fédérale, le Japon, la Corée du Sud, entre autres, sont très actifs à Téhéran; l'Italie, dans le seul domaine para-pétrolier, a conclu plus de 1 milliard de dollars de contrats, et la Grande-Bretagne vient, elle aussi, de rétablir ses relations diplomatiques et économiques. La France pourrait, assure-t-on du chain un marché civil d'au moins 2 milliards de dollars (12 milliards de francs) à condition que la situation se débloque.

La prudence française apparaît donc, le temps passant, de moins en moins efficace. Une reprise éventuelle des combats semble de plus en plus invraisemblable. Et même le plocage financier semble sur le point d'évoluer. Après plus de trois ans d'imbroglio juridique, un nouveau tribunal arbitral à Paris devrait en décembre prochain décider de reprendre la procédure entre l'Iran et Eurodif, sur les domaines clamés par ce dernier à l'Iran, ce qui pourrait permettre d'envisager à terme un règlement du lirige et un déblocage des fonds saisis en

Il semble donc que le gouverne-ment soit prêt à lever totalement toute limitation d'ici à la fin de l'année, sous réserve que la reprise des échanges reste mesurée. VÉRONIQUE MAURUS.

SOCIAL

Les camionneurs des PTT poursuivent leur grève

Un conflit sectoriel chasse l'autre. Commencé à Lyon et à Saint-Etienne, où la situation est inchangée, le mouvement de grève s'étend à différents services de transports en commun dans des villes de province. A Nantes, après dix-sept jours d'arrêt de travail, les chauffeurs out reconduit leur action pour 48 heures. A Valence, le conflit se poursuit et dans la soirée du 4 novembre six membres de la direction étaient retenus par les grévistes. Valenciennes poursuit son mouvement alors que la reprise a été votée à Charleville-Mézières. Nice a suspendu son mouvement mais le reprendra mercredi. A Marseille, le retour à la normale est intervenu vendredi après-midi.

A Air France, le personnel d'entretien au sol des aéroports de Roissy et d'Orly est décidé à poursuivre ses actions avec l'appui des syndicats et des coordinations. Une dizaine d'appareils sont maintenus an sol et des vols sont annulés.

Aux PTT, enfin, on ne constate pas d'amélioration. Après la reprise du travail au centre de tri de Lille-Lezennes on estime qu'il faudra de cinq à six semaines pour résorber le retard accumulé. Le centre de tri d'Orléans est paralysé depuis vendredi par une grève surprise. Mais c'est en région parisienne que la situation est la plus difficile. Contrairement aux espoirs de la direction, les chauffeurs de camion out confirmé vendredi leur mot d'ordre de grève. Les sept garages sont toujours bloqués et les grévistes empêchent, avec leurs camions, le fonctionnement de huit centres de tri parisiens. La CGT, pour sa part, proteste contre la mise en place de « centres de tri clan-

Parallèlement, le vote du budget des PTT a été reporté à l'Assemblée nationale (voir nos pages politiques). La CGT y voit « un camouflet pour le ministre des PTT » et la CFDT y trouve la confirmation que les propositions budgétaires « restaient insuffigantes ».

La distribution de 70% du courrier de l'Ile-de-France est perturbée

Bien que limitée géographique-ment à la capitale, la grève des chauffeurs des PTT perturbe sensi-blement l'acheminement du courrier en France. Sur les quelque 20 mil-lions d'objets déposés chaque jour dans les bureaux de la région pari-sieme (un tiers du total de l'Hexagone, soit 60 millions d'objets), la Poste estime que 30 % seulement ont pu « passer », en moyenne, depuis le début du conflit.

Ce chiffre diffère sensiblement de celui avancé par le ministre des PTT, M. Paul Quillès, le 2 novembre à l'Assemblée nationale. S'exprimant à un moment où les conducteurs ne bloquaient pas encore onze centres de tri dans la région parisienne, il avait estimé à 3 millions le nombre d'objets en instance du fait des perturbations à Lille-Lezennes et à Austerlitz. Rapportant ce chif-fre au volume du trafic mensuel dans tout l'Hexagone (1,4 milliard d'objets), il avait alors affirmé que 1 % du trafic était concerné. Un

pourcentage, calculé sur un trafic mensuel et national qui ne signifie pas grand-chose. Le 5 novembre, la direction des PTT affirmait dans un communiqué que des dispositions techniques avaient été prises afin d'assurer les « trois quarts du trafic interne à l'île-de-France et, selon les cas, entre 25% et 55% du trafic échangé avec la province ».

En réalité, la gêne est importante. Elle ne concerne pas seulement la région parisienne, mais se diffuse évidemment à la province puisque le courrier de l'Ile-de-France représente en moyenne 10 % des objets traités dans un département. Si les journaux ne sont pas trop affectés par ces perturbations, compte tenu d'accords liant la Poste et les NMPP (les Nouvelles Messageries de la presse parisiennes), les quelques 330 000 paquets déposés chaque jour dans les bareaux de la région parisienne souffrent beaucoup du conflit. La vente par correspondance, de son côté, a eu surtout du mal à recevoir les commandes de ses clients. Mais la Poste a fait son possible pour régler ce problème.

L'administration postale estime qu'il faudra une ou deux semaines avant que le flux du courrier redevienne normal, à supposer que le tra-vail reprenne rapidement. Grosso modo, les plis ont entre deux et trois iours de retard, mais on ne peut complètement exclure que certains subissent des délais plus longs. Vendredi 4 novembre, une cinquantaine de camions roulaient sur les six cents circulant habituellement. En outre, plusieurs dizaines de véhicules privés out été mis en service pour pallier les défaillances des conducteurs des PTT. Une situation pour le moins paradoxale, lorsqu'on sait que les conducteurs des PTT protestent contre la « privatisation » de leur métier.

ETRANGER

BRÉSIL

Le gouvernement met au point un nouveau plan anti-inflationniste

RIO-DE-JANEIRO de notre correspondant

Le gouvernement, certaines organisations patronales et une fraction du syndicalisme ouvrier ont mis au on syndramine duvier du mis au point vendredi 4 novembre à Brasi-lia les premières mesures d'un plan anti-inflationniste que les autorités se sont empressées de baptiser - pacte social », alors que les conditions d'un tel pacte ne sont pas réunies. Les engagements pris concer-nent essentiellement l'évolution des salaires et des prix jusqu'à la fin de l'année. Les uns et les autres pourcentage, inférieur à l'inflation de 27,25 % enregistrée en octobre, un contrôle s'exerçant sur une centaine de produits et de services de

Scepticisme

Si le patronat était bien repré-senté à la réunion de Brasiliz (il y avait là les « poids lourds » de l'industrie), il n'en allait pas de même du côté ouvrier. Luiz Antonio Medeiros, le principal participant, parlait au nom d'une seule centrale, la CGT, dont il dirige la fraction la plus modérée. L'autre grande cen-déciaré que les décisions de vendredi correspondaient à un gentieman's agreement qui ne tarderait pas à

Autres grands absents de la concertation : les partis politiques, dont la collaboration est pourtant

jugée nécessaire par le gouverneseulement ils ne sont pas présents, mais certains de leurs principeux dirigeants, comme le gouverneur de Sao-Panio, M. Orestes Quercia, et l'ancien gouverneur de Rio, M. Lecnel Brizola, se montrent très critiques. M. Quercia trouve anormal que le réajustement des salaires prévu en novembre (21 %) soit net-tement inférieur à celui des prix (26 %), une légère récupération n'étant programmée que pour le mois prochain. Les économistes de gauche affirment qu'il manque beaucoup d'ingrédients au plan qui vient d'être amorcé : ils pensent surtout à une action sur les taux de change et à une réduction des remboursements de la dette extérieure.

Le président Sarney s'est dépêché de réunir les caméras pour déclarer que les décisions de vendredi repré-sentaient un « moment marquant de l'histoire - du pays. Ce n'est appa remment pas le sentiment de l'homme de la rue. Celui-ci se moutre sceptique quant à un éventuel freinage de la hausse des prix. Il ne croit à la bonne foi ni des commercants ni des producteurs, et l'expérience du plan Cruzado ne peut qu'encourager son incrédulité. Il reste que le gouvernement ne pou-vait rester les bras croisés devant les derniers chiffres de l'inflation, qui ont suscité l'affolement du pays. Le taux de cette année se situera autour de 900 %. En moins de deux semaines, un début de plan anticrise a été mis au point. Il reste à le

CHARLES VANHECKE.

PĒCHE

La Commission européenne propose des prix stables, voire en baisse, pour la campagne 1989

Bruxelles (AFP.) – La Commis-sion européenne a proposé vendredi depuis trois ans. Elle recommande Douze de fixer des prix d'orientation généralement en baisse, ou stables, pour la campagne de pêche de 1989. Ces prix, décidés chaque année

par les ministres concernés et établis sur la base des moyennes de prix constatés sur les marchés, déterminent à quel niveau les poissons non vendus sont rachetés par la CEE aux pêcheurs pour être stockés.

La Commission propose notam-ment de réduire de 3 % à la production le prix du thon (destiné à l'industrie de la conserve) à cause

hareng et de la sardine atlantique (- 2 %), de la sardine méditerranéenne, du lieu noir (-1 %) et de la langoustine étètée (-5 %). Elle propose de reconduire les prix de 1988 pour les cabillaud, merlan, maquereau, crevette, lingue, casta-gnole, baudroie étêtée, crabe tourtean et langoustine entière.

Enfin, estime la Commission, le prix d'orientation devrait être aug-menté de 2 % pour la plie et de 1 % pour les rascasse du Nord, églefin, merlu, cardine et baudroie entière.

TRANSPORTS

Bruxelles est hostile au projet ouest-allemand de taxe sur les camions

La Commission de Bruxelles a tuitement des autoroutes alle-demandé, le 4 novembre, au gouver-nement de Bonn de renoncer à son projet d'instituer une taxe sur les poids lourds à partir de 1990 (le Monde du 4 novembre). Cette vignette serait imposée à tous les camions empruntant les autoroutes de RFA, mais une fiscalité avantageuse permettrait aux camionneurs quest-allemands de bénéficier d'exemptions fiscales. Les routiers d'outre-Rhin estiment qu'ils sont désavantagés par une fiscalité et des charges sociales plus lourdes que leurs concurrents espagnols et portugai, par exemple, qui profitent gra-

Le ministre belge des communications a jugé la taxe ouestallemande « inacceptable » et rappelé que son pays avait renoncé l'année dernière à créer une vignette comparable. En France, la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) demande au gouvernement d'intervenir apprès des autorités de Bonn - pour qu'elles sursecient à cette mesure qui préjuge de l'harmonisation fiscale » nécessaire sur le plan communautaire.

La préparation du congrès

Soixante-dix syndicats de la CFDT lancent un appel pour « plus de démocratie »

position de la future commission exécutive de la CFDT, avant le congrès confédéral de Strasbourg du 22 au 26 novembre. Mandatée par ses propres syndicats, elle a adressé un appel « pour plus de démocratie » à l'ensemble des syndicats de la confédération. Plus de soixante-dix syndicats ont signé ce texte, qui demande au bureau national de modifier l'ordre du jour du congrès afin de permettre, dès le début des travaux, un débat sur un amendement du Syndicat général des transports de Côte-d'Or.

Cet amendement demande une modification des statuts. Il propose que, pour l'élection du futur bureau national (de trente-sept membres), la liste des candidats présentés par le bureau national sortant « comporte l'ensemble des candidatures soumises au vote du bureau national », même celles qui n'avaient pas été retenues lors du vote du 31 août dernier. M. Pierre Héritier, trésorier et responsable du secteur économique, et M. Jacques Nodin (Interco, par ailleurs candidat dans le collège des sédérations), qui avaient été battus, pourraient, en cas d'adoption de l'amendement, être réintroduits parmi les candidats au nouveau

La Fédération générale des trans-ports et de l'équipement FGTE-sortant avait décidé de renvoyer le CFDT relance la bataille sur la com- débat sur cet amendement après l'élection du futur bureau national (le Monde du 11 octobre).

> L'appel des syndicats de la FGTE a déjà obtenu plus de soixante dix signatures de provenances professionnelles et régionales diverses : cheminots, surtout, mais aussi équipement, Interco, PTT, Air France, SGEN, banques, services, finances et même quelques syndicats de la métallurgie et de la chimie. Maître de l'ordre du jour, l'actuel bureau national peut le modifier au plus tard la veille du congrès. La FGTE a également diffusé le texte de l'intervention de M. Héritier, considéré comme le porte-parole de l'aile gauche, lors du conseil national du 21 octobre, où il affirme qu'il a été · battu par un vote politique ».
> Pour être élus à la future commission exécutive, les huit candidats actuels doivent obtenir, au préalable, la majorité absolue des suffrages exprimés lors de l'élection du bureau national. La non-élection de l'un d'eux - M. Noël Mandray, actuel secrétaire général adjoint est jugée possible. Dans cette hypothèse, M. Nodin aurait la possibilité de briguer une place au « gouverne-ment » de la CFDT.

LOGEMENT

La hausse moyenne des loyers HLM ne devrait pas dépasser 2,2 % l'année prochaine

La hausse moyenne des loyers HLM, on 1989, ne devrait pas dépasser 2,2 %, et 5,5 % pour l'ensemble des années 1988 et 1989, au sein de chaque organisme. M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, a adressé le 3 novembre une directive en ce sens aux préfets. Rappelons, en effet, que les organismes d'HLM soumettent deux fois par an aux préfets leurs propositions de hausses de loyers, hausses qui prennent effet en janvier et en juillet. Le ministre invite les préfets à demander systématiquement une seconde délibération aux conseils d'administration des offices et des sociétés anonymes d'HLM « dont les propositions de hausse paraîtront injustifiées - et à « engager une négociation globale

avec chacun des organismes » de

Le ministre précise toutefois dans sa lettre que les chiffres indiqués ne prennent pas en compte les logements HLM neufs, les logements réhabilités, ni ceux où emménagent de nouveaux locataires.

Soulignant les moyens importants dégagés en faveur du logement social, M. Maurice Faure ajoute que · la modération des loyers des logements HLM constitue un élément important de la maîtrise de l'inflation et de la politique sociale du logement - et que - ces orientations s'inscrivent dans le cadre des préoccupations exprimées par le gouvernement au sujet de la maitrise de l'évolution des loyers de l'ensemble

EN BREF

 Rémy et Associés détient
 88 % de Piper Heidsieck. – Rémy et Associés, filiale du groupe Rémy Martin, a annoncé, le 4 novembre détenir 88 % du capital de la société de champagne Piper Heidsieck, après avoir acquis, le 30 septembre, 45 % du capital de cette société. « A ce jour, après la fin du maintien de cours à 2 600 F l'action, Rémy et Associés détient également 43 133 certificats d'investissement Piper Heidsleck », indiquait en outre le communiqué de Rémy et Associés.

 Nouvel accord social dans le travail temporaire. — Les syndicats at les deux organisations professionnelles du travail temporaire, l'UNETT et le PROMATT, ont achevé, le

28 octobre, une nouvelle négociation. Un accord sur les institutions représentatives du personnel - délégués du personnel et comités d'entreprise - a été signé par la CFDT, la CGC et FO, qui avait donné son accord de principe sous réserve de la rédaction d'un article du texte.

La CGT a réservé sa réponse et la CFTC a refusé de signer. Depuis 1982, la profession a poursuivi une politique contractuelle intense qui a permis la signature d'une vingtaine

 Une amende pour Sabena. - La Commission européenne de Sruxelles a infligé une amende de sera le premier pays de l'Est à achie-100 000 ECU (710 000 F) à la com-ter des avions civils modernes à un

pagnie belge Sabena pour avoir refusé à la compagnie britannique London European Airways (LEA). d'accéder à son système de réservation informatisé Saphir. Sabena reprochait à LEA de pratiquer des tarifs trop bas et de ne pas s'adresser à elle pour l'assistance au soi de ses avions. La modicité de l'amende infligée s'explique par la bonne volonté de Sabena qui a fini par ouvrir son système de réservation à

Trois Boeing pour la compagnie potonalse LOT. - La Pologna

The state of the s

constructeur de l'Ouest. En effet, la compagnie nationale polonaise LOT a annoncé, le 4 novembre, qu'elle Boeing pour 220 millions de dollars (1.3 milliard de francs). Ces appareils seront livrés en 1990 et 1991 et desserviront l'Amérique du Nord et l'Asie. La compagnie est-allemande Interflug et la hongroise Malev ont déjà loué respectivement des Airbus et des Boeing. Dans tous les cas, les parties technologiquement sensibles de ces appareils (moteurs, avionique) devront être entretenues par des entreorisas occidentales agréées par le Cocom. l'organisme chargé de surveiller les exportations de matériel de haute technologie vers les pays com-

eggallizer

> *****

and the second

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

UOI de neuf docteur? », aurait ironiquement demandé Bugs Bunny, le lapin impertinent et farceur de la célèbre bande dessinée américaine, si d'aventure, allant en Bourse, il avait demandé ce qui s'y passait. L'allasion au chiffre neuf se rapporte bien sur au nombre de semaines que la Bourse vient de franchir sans s'arrêter de monter, si ce n'est un le la company para la paralit.

jour ou deux par-ci, par-là.

La dernière a été particulièrement courte avec les fêtes de la Toussaint, qui l'out amputée de deux séances. Courte mais bonne. Entre les 2 et 4 novembre, les valeurs françaises out encore monté d'environ 1 %.

Pourismt, à nouveau, le marché n'a pas fait preuve d'une ardeur particulière, et sa hausse a été chaque jour à géométrie variable avec un bon score matimal et un résultat moins reluisant en fin de journée.

moins remisant en fin de journée.

La performance n'en est pas moins remarquable à tous égards. Même si ce u'est pas un record, neuf semaines de hausse ne sont pas mounaie courante dans l'histoire de la Bourse. 16 % de gains en un laps de temps aussi court non plus. Enfin, autre fait à souligner : en moyenne les valeurs françaises se sont réappréciées de 52 % environ par rapport à leurs prix affichés au 31 décembre 1987. Ce qu'il y a d'excentinussel donc cotte havese, une plusieurs années

port à teurs prix atriches au 31 décembre 1987. Ce qu'il y a d'exceptionnel dans cette hansse, que plusieurs amées fastes sous les lambris out un peu banalisée, est qu'elle est survenne au sortir de la plus grave crise hoursière de tons les temps, avec environ 40 % de haisse à la clé.

Ce n'est pas faute d'avoir cherché, ces derniers mois, à anaiyser le phénomène, sans précédent dans les annales lui aussi et d'autant plus difficile à cerner que, conséquences directes du krach, les défaillances sout encore nombreuses dans les ranes des investisseurs et que le méfience. L'oidans les rangs des investisseurs et que la méfiance, légi-time, des autres est bien loin encore de s'être dissipée. Mais bref! Les liquidités sont abondantes et ce sont encore elles qui, pour partie du moins, expliquent ces der-niers jours la constance de la Bourse à monter.

Une constance, soit dit en passant, soigner entretesue aussi par une actualité plutôt souriagée.

Les nouvelles parvenues ces derniers jours sous les colonnes avaient, en effet, de quoi rendre un pen d'énergie à un marché lassé par un si long parcours. Citous pêlemêle la reprise de Wall Street à la recherche d'un second souffle apparenment difficile à trouver avec la réticence des mémages américains à se lancer dans des achais

Valeurs diverses

.....

Hachette
HAVAS
L'Air liquide
L'Orfai
Navigation Mixte
Nord-Est
Saint-Gobain
Sagoff

Produits chimiques

4-11-88

. 2 788 . 2 788 . 1 313

Bic Bis 2288 - 32
CGIP 1313 - 14
Club Méditerranéc 524 - 24
Essilor 3383 - 160
Europe Cité 3120 - 100
Hachette 260,30 + 19,40
HAVAS 715 - 26

Dar.

+ 22 - 50 + 46 - 32 - 14 - 24 - 160 + 11 - 100

4-11-88 Diff.

Courte mais bonne

d'actions ; la ligère détente observée sur le front des taux d'intérêt avec Padjudication par la Banque de France pour 8,99 milliards d'OAT (obligations assimilables du Trésor) aux meilleures conditions de l'année ; la remontée du dol-lur, dont la faiblesse est source de turbulences monétaires ; la confirmation par l'INSEE de l'éclatante santé de l'éco-nomie française ; enfin, la meilleure résistance du franc malgré le nouvel et très important excédent commercial ouest-allemand pour septembre.

Que des opérateurs aient estimé juilicieux dans ces conditions de prendre des positions ne saurait vraiment surprendre. Mais ils ne se sont quand même pas départis d'une certaine prudence, contumière depuis quelque temps. La Bourse est, en effet, entrée dans une phase de consolidation, et, si tout laisse à penser qu'elle en sortira dans les meilleures conditions, uni ne saurait totalement exclure une haisse technique de 3 % à 4 %. D'autre part, la vigneur reprise par les confilits sociaux, saus inquiéter vraiment, préoccupe la communanté financière.

Enfin hourcom attendent le mediet nombaire sur élec-

préoccupe la communanté financière.

Enfin bennous attendent le verdict populaire aux élections présidentielles américaines pour prendre des décisions d'investissement. Preuve que les précantions ne sont pas instiles: Wall Street recintait vendredi soir après l'annonce d'un recul du chômage (5,3 % pour octobre coutre 5,4 % le mois précédent), qui relance la crainte d'une surchanffe aux Elats-Unis que les dernières données économiques américaines démentent pourtant. Un comble, mais outre-Atlantique, le plein-amploi n'a pas très bonne cote.

Du reste, le marché parisien n'aurait probablement pas affiché d'aussi hounen dispositions ces derniers temps si l'aignillen des situations spéciales n'avait été la pour le sti-muier. Ainsi l'affaire de la Générale a continus d'alimenter la polémique. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a parlé d' « une renationalisation à peine déguisée ». Pour l'instant, M. George Pébereau semble disposé à dialogner avec la direction de la hauque attaquée, comme quoi, susurrent les mauvaises langues de la Bourse, « Il ne se sent pas si fort que ça avec ses 10 % ».

Semaine du 2 au 4 novembre

Autre affaire en cours: Epéda-Bertrand-Faure convoi-tée par Valeo. La société a lancé une contre-OPA sur ses propres actions avec l'aide de ses amis industriels et finan-ciers et la hénédiction des autorités boursières. Mais cette opération pourrait bien se révêler inntile. D'après certaines rumeurs, Valeo pourrait renoncer.

L'on a en outre appris que Pernod-Ricard prolongeait son OPA sur British Distillers taudis que Grand Met, son rival, jure qu'il ne licenciera pas ou pen (cinquante per-sonnes) pour emporter la décision.

Mais décidément un clou channe l'autre, et l'attention durant ces trois séances s'est déplacée vers d'autres « opéables ». Elle s'est d'abord concentrée sur Nouvelles Galeries. Certains bruits rapportent qu'un rapprochement avec les Galeries Lafayette serait à l'étude.

Les projecteurs se sont également aliumés sur GTM-Entrepose et un de ses deux principaux actionsaires, Vallourec. L'affaire, paraît-il, serait liée à l'arrivée dans le capital de ce dernier groupe pour 9,5 % de la firme espaguole Tuhacex. Dumez, le second grand actionnaire de GTM, serait, assure-t-on, inquiet pour l'avenir de sa filiale. Quelques-uns vont jusqu'à parler d'une fusion Dumez-GTM. Que ne racoute-t-on pas sons les « Grises »? Pour clore cette liste, et afin de n'y sertout pas rentrer, Essilor, le roi de la lumette, a décidé de s'adosser au géant verrier Saint-Gobain qui pourrait prendre une participation minoritaire dans son capital. En tout cas, ce n'est pas d'animation dont manque la Bourse. La liste des « niders » à l'affât, et des autres.

De nombreux professionnels sont extérorimes : dans Les projecteurs se sont également allumés sur GTM-

« raiders » à l'affint, et des suives.

De nombreux professionnels sont entégoriques : dans de telles conditions, le marché paristen peut sans crainte s'offrir le luxe d'une bonne petite pause. D'antant que sa situation technique est parfaitement saine. Le moutant des achais à découvert à fin octobre s'élevait à 4,76 milliards de francs. Bien qu'en augmentation de 23,7 % d'un mois sur l'autre, preuve du regain d'antérêt de la clientèle, il regrésente moins de trois séances de Bourse. Ce qui limite singuièrement le risque du placement. Sanf imprévu, le marché apparaît bien armé pour franchir me nouvelle étape de hausse.

ANDRÉ DESSOT.

Bâtiment, travaus publics

Auxil d'entr. 1 111

Auxil d'entr.
Bouygnes
Ciments Français
Dumez
GTM
J. Lofebwe
Lafarge
Maisons Phénix
Poliet et Chanason
SCREG
SGE-SB

Petrouma
B.P.France
Primagaz
Raffimage
Royal Dutch
Sogurap
Total

4-11-88 Day.

1 128 + 3 755 + 5 842 + 124 995 - 5 1 467 + 12 69,30 + 3,28 580 + 3 698 + 8 181 - 8,28

4-11-88 Diff.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

Norc de titres

(*) Du 27 octobre an 3 novembre inches.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or fin (title on berre) ...

— Brile on fraget) ...
Plèce française (20 fr.)

• Plèce française (10 fr.)

Plèce suisse (20 fr.)

• Plèce suisse (20 fr.)

Val. en cap. (F)

- 1 - 7 + 3 + 5 + 124 - 5 + 12

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Rechute en fin de semaine

Très indécis sur la conduite à adopter, malgré la publication de données écono-miques plutôt rassurantes, Wall Street a miques plutôt rassurantes, wan street a finalement rechuté à la veille du weckend (-24 points). Toutefois, grâce à la petite avance nequise pendant le parcours hebdomadaire, le choe a été amorti et, d'un vendredi à l'autre, le a Dow » n'a cédé que 4,09 points, à 2145,30.

Assez indécis sur la conduite à adop-ter, en raison de l'approche des élections présidentielles, le marché a été sérieuse-ment perturbé vendredi par la publica-tion des chiffres du chômage, dont le recul a été très mai ressenti... à cause du danger de surchauffe économique qui se dissimule derrière.

	_	
	Cours 28 oct.	Cours 4 nov.
Alcon	56 3/4	54 1/4
ATT	27 7/8	28 1/2
Bocing	643/4	64 1/8
Chase Man. Bank	29	28 3/4
Du Pont de Nemours	81	82 1/4
Eastman Kodak	47 5/8	46 1/8
	44 3/4	44 1/2
Erron	52 1/2	49 5/8
Ford		433/8
General Electric	43 1/2	
General Motors	84 1/8	83 3/8
Goodyear	51 3/4	57
IBM	120 3/4	120 1/4
ПТ	51 5/8	51 3/4
Mobil Oil	44 1/2	44 1/4
Pfizer	57 3/8	56 1/4
Schlumberger	33 3/4	33 1/2
Texaco	45	463/4
UAL Corp. (ex-Allegis)	961/2	97 3/4
Union Carbide	257/8	26
	27 3/4	277/8
USX		
Westinghouse	53 1/4	52 1/4
Xerox Corp	58 7/8	58 3/8

LONDRES Repli

La semaine a été placé sous le signe de la baisse au Stock Exchange de Lon-dres, où, en moyenne, les cours ont fléchi de 1,4 %.

chi de 1,4 %.

Impatiemment attendu, le discours d'automne du chancelier de l'Échiquier.

M. Nigel Lawson, a un peu rassuré le marché, pes assez toutelois pour l'inciter à se redresser. La perspective évoquée par le ministre d'une poursuite de l'inflation en 1989 a eu un effet dissuasif sur les initiatives d'achat. D'autre part, une certaine prudence a régné à quelques jours de l'élection présidentielle américaine.

Indices « FT » du 4 novembre : 100 valeurs, 1834,3 (contre 1858,4);

100 valeurs, 1 834,3 (coatre 1 858,4); 30 valeurs, 1 485,6 (coatre 1 508,9); mines d'or, 174,5 (contre 166,6); fonds d'Etat, 88,82 (contre 89,31).

	Cours 28 oct.	Cours 4 nov.
Beecham Bowater BP Charter Courtaulds De Beers (*) Glazo GUS ICI Reuters Sholl Unilever Victors War Loan	475 439 245 437 299 11 3/8 7 15/16 11 15/64 16 3/64 10 35/64 495 1/2 977 488 179 39 29/32	10 15/16 16 3/4 10 1/4

(*) En dollers.

FRANCFORT Moins 1,6%

Après la reprise des semaines précédeutes, le marché allemand a fait, ces derniers jours, un demi-tour remarqué vers la baisse. Le raffermissement enrevers la baisse. Le raffermissement enre-gistré à la veille du week-end n'a pu compenser les pertes initiales. D'an ven-dredi à l'autre, le repli a dépassé 1,6%. Les rumeurs sur d'importantes augmen-tations de capital, l'incertitude régnant sur le front monétaire et le prudence à laquelle les élections américaines incli-nent sont autant de raisons qui ont poussé les opérateurs à prendre du recul.

Indice de la Commerzbank du

4 novembre : 1 610,5	,	
	Cours 28 oct.	Cours 4 nov.
AEG BASF Bayer Commersbank Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	185 236,30 306 251 544 395,70 463 191 497 316,50	194,50 278,50 299,50 244,50 525,50 295,50 448 182,50 482,20 310,10

· TOKYO

Au-desses des 28 000 points Pour la première fois depuis le 22 août dernier, le marché de Tokyo a passé la barre des 28 000 points. Il s'y sutefois repris à deux fois, en raison roblèmes politiques soulevés par le lale boursier de Recruit Cosmos, aisse des prix du pérrole et des tanx intel, jointe à la résistance du yen, a seffet d'excouragement en les cofé

ces du 5 aovembre : Nikkei, 6,74 (contre 27961,01), général

	Cours 28 oct.	Cours 4 nov.
Akar Bridgestene Canon Fuji Bank Honda Mosors Matsuahita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp.	545 1 230 1 260 3 980 1 970 2 200 1 040 5 860 2 430	594 1 220 1 230 3 680 1 820 2 110 1 030 5 790 2 320

Matériel électrique services publics

	4-11-88	Diff.
Alcatel	2 682 393.58	+ 238 + 3.50
CGE	422,50	+ 9.50
CSEE (ex-Signaux)	466,60	+ 4,60
Générale des Eaux	1 520	- 30 - 8 + 3
TBM	744	+ 3
Intertechnique	319	+ 20 + 4,50
Labimi	885	+ 15
Legrand Leroy-Somer	3 180 1 022	- 14 + 40
Lyonnaise des Eaux	1 515	- 6
Maura	206,19	+ 7,30
Merlin-Geria Moulinex	3 230	+ 67
Radiotechnique	577	+ 7
Schlumberger	298,30 821	+ 6,20
Siemens	1 658	- 32
Thomson-CSF	291	- 1,39

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	4-11-88	Diff.
PME 10,6 % 1976	163,90	inch,
8,80 % 1977	126,15	+ 0.14
10 % 1978	163,85	- 0.05
9,80 % 1978	103,50	- 0,35
9 % 1979	101,10	- 0.05
10,80 % 1979	186 45	- 0.55
16,20 % 1982	188 99	- 0.19
16 % 1982	111,36	- 0.14
15,75 % 1982	196.38	- 0.11
CNE 3 %	3 651	+ 1
CNB bq. 5 000 F [103,10	- 0.20
CNB Paribes 5 000 F	102,95	- 0.30
CNB Seez 5 000 F .]	162,96	- 0.27
CNI 5 000 F	103,10	- 9,17

				+11-00	Dut.
rev	enu fix	<u>e</u>	Labo. Bell. Rounel Uc BASF Bayer	5 400 1 500 1 385 961 1 938	+ 30 - 1 - 74 - 20 - 18
	4-11-88	Diff.	Imp. Chemic.	1 919	- 39 - 0,60
	183,90	lach.	Norsk Hydro	94,90	+ 1,48
	126,15	+ 0,14	W		
••••	163,85	- 0,05	Mines, caoutch	iouc,	
	193,50	- 0.35			
	101,10	- 0,05	outre-mer		
	186 45	- 8,55			
••••	168 99	- 0,19		4-11-88	Diff.
	111,36	- 8.14			
	196,38	- 6,11 + 1	Géophysique	449,30	+ 9,30
	3 651	+ 1	Imétal	279	+ 9
	103,10	0,20	Michelia	181	+ 8,29 - 0,59
F	102,95	- 0.30	Min. Penarroya	89	- 0,50
)F.	162,96	- 0.27	RTZ	47,10	+ 0,68
	103,10	- 9,17	2Cī	2,27	+ 0,10

163,85	-	8,85	Mines, coouter	iouc,	
1 03,50 101,10 106 45	Ξ	0,35 0,65 0,55	outre-mer		
168 90 111.36	=	0,19		4-11-88	Di
196,38 651	-	6,11	Géophysique Imétal	449,30 279	+
103,1 0 102,95	=	0,20 0,30	Michelia	181 89	+
162,96 103,10	=	0,27 9,17	RTZ ZCI	47,18 2,27	+

La contrepartie va faire son entrée rue Vivienne

Le marché de contrats à terme et d'options négociables sur le nouvel indice boursier CAC 40 Bourse de faire face à la concurouvrira ses portes le 9 novembre prochain rue Vivienne. La Bourse de Paris se trouvers ainsi dotée de tous les instruments d'un grand marché moderne. Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy a homologué le 3 novembre le règlement général des marchés d'options négociables (MONEP) et de contrats à terme (MATIF) portant sur l'indice CAC 40. Il a également donné son feu vert au marché privé sur indice OMF 50 créé par les grandes banques (CCF, Société générale et

A propos de ce marché, M. Régis Rousselle, président de la Société des Bourses françaises la Societé des sourses trançaises (SBF), a regretté qu'il ressemble un peu trop à calui fondé sur le CAC 40, qui sera ainsi directement concurrencé. La société OMF se félicite, elle, de pouvoir contribuer à la modernisation de la place financière de Paris. Le président-de la SBF a, d'autre part, annoncé que la fonction de contrepartie aux opérations sur blocs de titres serait élargie à la fin de cette annés ou au début de l'autre. L'instauration de cette fonction, en vigueur à Londres et nulle part ailleurs en Europe, vise à donner une plus grande liqui-dité aux marchés, mais aussi à réduire, autant que faire se peut, le rôle grandissant de la place britannique dans les transactions

Cette fonction complémen-

Bourse de faire face à la concurrence étrangère de plus en plus forte avec, notamment, l'ouverture du capital des sociétés de Bourse aux établissements financiers français, mais aussi étran-

Les dirigeants de la SBF ont, en outre, jugé bon d'harmoniser la conduite des différents marcoupe-circuits pour prévenir tout risque de surtension. Chaque marché continuera d'évoluer de façon propre avec ses butoirs. Mais la suspension des cotations sur l'un d'entre sux entraînera automatiquement la coupure des cotations sur les marchés, qui lui

sont rattachés. Cette mesure résulte des conclusions des rapports Brady at Deguen, qui avaient insisté sur le caractère unique des marchés (comptant, terme, optionnel) apparemment très différents.

La Boursa est un tout. C'est une vérité de La Palice, que le haut degré de technicité atteint naut logre de technicité atteint par les nouveaux instruments financiers ne dément pas, mais qui écarte irrémédiablement l'investisseur particulier devenu presque indésirable. La Bourse est désormais affaire de profes-sionnels. S'il pouveit encore en proje les responsables de la SE. avoir, les responsables de la SBF n'ant laissé plané aucun doute à cet égard en édictent à la veille du week-end de nouvelles règles, taire de celle de courtier, simple forcer la sécurité des marchés.

Métallurgie construction mécanique

			+11-00 Dut.
Alspi Avions Dessault-B. De Dietrich FACOM Fives Li Marine Wendel Penhoët Pengoot SA Sagen Strafor Strafor	4-11-86 Diff. 327,59 - 5,50 639 + 9 1 614 - 103 1 099 + 10 166 + 1,58 394 - 6 403,50 - 9 1 219 - 9 1 625 - 25 277 - 2,59 761 + 2	Anglo-American Amgold (1) Buf. Gold M. De Beers Drief. Coms. Gencor Gold Field Harmony Randfostein Saint-Helena Westers Deep	94,50 + 7 423 - 4 80,20 + 2,80 69,05 - 1,15 55,65 + 2,65 89,60 + 1,30 40,80 + 1,80 40,80 + 23,40 40,90 + 6,90
Valeo	624 + 13	Banques, assur	wices
Vallouree,	263,90 + 38,89	sociétés d'inve	
474		ancieres in mine	ettesentent
Alimentation			4-11-88 Diff.
Béghin-Say Bongrain BSN Carrefour Casiso	4-11-88 Diff. 5-42 + 10 2-850 + 15 3-740 + 70 1-760 + 30 1-76,70 + 0,70 1-150 + 12 735 + 13	Bail Équipement Bancuire (Cie) Cetelen CFF CFI Chargeurs SA Eurafrance Hénin (La) Inon. PlMemocast	298 + 3 501 + 8 630 - 3 858 + 7 452 + 459 1 271 + 21 1 541 + 41 575 + 5 335 + 15

	4-11-88	Diff.		
Béghin-Say	542	1	10	
Bongrain	2 850	+	15	
BSN	5748	+	70	
Carrefour	2 760	++	30	
Casigo	176.70		0,78	
Eurogranché	2 150	+	12	
Guyerme et Gasc.	735	Į.	13	
Lesiour	2 150	4	48	
Most-Hermessy	3 210	Ŀ	55	
Nenté	36 990	4	500	
Occid_ (Gle)	779	Ľ	5	
Olida-Caby	387	=	32	
Pernod-Ricard	1 231	Ľ	11	
Promodès	2 195	_	66	
St-Logis-Bouchon	1 972	-+++	31	
Source Perrier	1 275		8	

Filatures, textiles, magasins

	4-11-88	DHT.
Agache (Fin.)	1 890	- 8
BHV	551	+ 30
CFAO	I 907	+ 72
Damart-Servineste	3 300	- 30
DMC	455,10	- 10.90
Galeries Lafayette	1 250	+ 74
La Redoute	3 230	+ 20
Rondier	224 aff.	-
Nouvelles Galeries	645	+ 98
Printemos	618	+ 13
SCOA	53.60	- 8.49

BONS DU TRÉSOR

Mines d'or, diamants

4-11-88 Diff.

•	Sé	ance	du (4-11	-88
i	Ethinos	Plan lang	Phs bes	Cours excepted- sation	Veristice (jate/veille) ca jes
	Déc. 88	-	-	92,45	-
	Mars 89	-	-	92,37	-
	Juin 89	-	-	92.27	-

MATIF

COURS	ÉCHÉANCES					
	Déc. 88	Mars 89	Juin 89	Sept. 89		
Premier	-	-		-		
+ heat	107,75	107,45	106,85			
+ bas	107	106,70	106,25	-		
Derailer	107,20	106,85	106,25			
Compensation	107,20	106,90	106,30	105,95		

the service	107,20
Nombre de contr	

Nombre d	e combrata :	52 900.			
LE VOLUM	ME DEST	TRANSAC	TIONS (e	n milliers o	de francs
	31 oct.	ler nov.	2 nov.	3 nov.	4 nov.
RM Comptant	_	-	2038117	2144495	2661 16
R. et obi	~	-	9173568	8910914	9 309 409
Actions		_	335 835	178 531	171 934
Total		_		11 233 940	
INDICE	s Quorin	HENS (INS	EE base 100	. 31 décembe	e 1987)
Franceicee	_	1 -	1 720 4	1200	

- 139,4 138,9 117,9 118,1 SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 31 décembre 1987) | - | 153 | 153,1 | 153,9 Tendance . (base 100, 31 décembre 1981) I - | 396,5 | 397 | 397,1 (base 1900, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40. - | 1474,32 | 1479,29 | 1501,27 OMF (base 100, 31 décembre 1981) - 414,52 | 414,05 | 415,76

Olida Simon Colimen Carrend Soc. Génés.

e Cas pièces d'ar no sont option qu'à la

2 825 1 462 825 2 020 863 476 306

Cours Cours 28 oct. 4 nov.

80 500 82 900 80 260 82 900

		ES VARIATIONADAIRES		passé est tor des pr scanda La bai d'intér es un
alons	Harme:	Valents	Beine	Indic 28046
Estren.	+24,5	Betger	- 13,8 6.9	2 145,
Galeries Essex		CCMC De Dietnich Créd. Iyoz. CIP	- 64 - 57 - 47	Aku .

2 145,05 (contr	e 2 146,56).	, ,
	Cours 28 oct.	Cour 4 nov
Akal Bridgestone Canon Fuji Bank Hoada Mosors Matsushita Elect Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Mosors	1 230 1 260 3 980 1 970 ric 2 200 7 1 040 5 860	59- 1 22: 1 23: 3 68: 1 82: 2 11: 1 03: 5 79:

PREMERES

Les métaux en

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

En attendant la levée des incertitudes allemandes

mettra peut-être de résoudre quelques-unes des incertitudes majeures qui pèsent sur le marché international des capitaux. L'élection présidentielle américaine est attendue avec impatience, et. même si les sondages concordent depuis longtemps pour en prévoir l'issue, de nombreuses décisions ne seront prises en matière financière qu'une fois que le scrutin aura eu lieu. On accorde davantage d'importance encore aux éclaircissements que devrait four-nir, mercredi, le ministère des finances de Bonn au sujet de la retenue à la source de 10 % qui, à compter de l'an prochain, devrait grever les revenus des capitaux en

BOURSES

\$150 mi 神を達成して! State of the same

THE PARTY OF THE PARTY OF

details et it.

2 4 8 EL

102 . Ett. . 3

latering L.

Berne De Callin a

Bearing the second

PERES & CLE . IT

SET ST. THE PER

A BEITHER & CLA

Entreta Tireles

TRACE

Market 22:

Soft of Market.

What the Land

📤 ta forusa 🚁 🤟

to you

Call the 4"

many he has a

guine ton :

Mark State

MI PENGET

g to plant.

-

DELOR

part of the first of

Alexander of the second Artist de Sir der

grad y as a

Bette.

hite years by had at

Mammadage

s . get a sha.

The tarte of

margine in the

der guerbal und

FE DE STONE DE CONTRACTOR DE

Indiana Su Total

State in comme

Mineral a de constitue de la c

18t. Q* . 422. - . . .

70550

Amedicana for the supplied

TRANCFORE

West New York

As hard of the

LONDRES

Alkima En very

Asser miles

SELVE STORY

ETRANGERES

NEW YORK Reclade on the Land

> En laissant entrevoir que, pen-dant une année au moins, elles toléreront que de nombreux investisseurs se soustraient à cet impôt (en se défaisant des obligations espace d'une échéance d'intérêt (voir le Monde daté 30-31 octobre), les autorités allemandes sont responsables d'une grande confusion et d'un arrêt total de l'activité primaire dans le compartiment euro-obligataire du deutschemark. Les euroobligations, par définition, ne sont soumises à aucun précompte lis-

S'il se vérifie que les obligations émises sur le marché nationai allemand peuvent, dans une large mesure, bénéficier du même avantage, les prêteurs n'auront alors plus aucune raison de privilégier les placements en euro-obligations. L'évolution de ces derniers jours sur le marché secondaire montre combien la situation est ambigue.

Depuis le début de l'angée et jusqu'à la fin du mois dernier, les titres émis en marks par la Banque mondiale (euro-obligations) procuraient un rendement nettement inférieur à ceux des fonds d'Etat allemands correspondants.

Pour des échéances de dix ans, l'écart s'était récemment stabilisé à environ 33 ou à 34 points de base. Il s'est réduit de moitié pour atteindre une quinzaine de points la semaine passée. Ces quinze points de marge, à égale distance environ de ce qui serait de mise si l'incertitude se dissipait vraiment dans un sens ou dans l'autre, montrent bien que l'on n'est sûr de rien. Tout au plus les investisseurs sont-ils portés à croire que les allemandes n'échapperont que provisoirement à l'impôt.

Par-delà le compartiment des titres en marks, c'est un grand

car une sois de plus est mis au jour le fait que sa référence première demeure la devise allemande. Parallèlement, une monnaie d'emprunt comme le franc suisse profite pleinement de l'interruption de l'activité en marks, ce dont la foison d'émissions internationales lancées ces derniers jours à Zurich, à Genève et à Lugano témoigne largement.

particulier, en souffre nettement. En outre, le marché international des capitaux demeure sous l'influence des prodigieuses offres d'achat et de rachat de sociétés américaines à propos desquelles on redoute une aggravation soudaine de l'endettement et dont, en conséquence, on se détourne. Le souci général des prêteurs est d'investir de préférence dans des titres dont la qualité saute aux yeux et ne risque pas d'être sou-

Succès de NatWest à New-York

La plus importante des banques britanniques, National West-minster (NatWest), a fort bien su tirer parti de ce climat : elle s'est adressée au marché new-vorkais en y lançant un emprunt subordonné de type « yankee » d'un montant de 500 millions de dollars pour une durée ferme de quinze ans. Le coupon est de 9,375 %, et le prix d'émission a été fixé de telle sorte que le rendement dépasse de 75 points de base celui des plus récentes obli-gations du Trésor américain de dix ans d'échéance. Notées « AAA/Aal » par les agences spécialisées américaines, les obligations NatWest out suscité un vif intérêt auprès des investisseurs institutionnels américains. Merrill Lynch dirige cet emprunt, pour lequel les commissions se montent au total à 0.75 %. Les OPA à l'américaine sont

inconnues au pays du Soleil-Levant. Elles y sont tellement contraires aux usages qu'on peut en écarter l'éventualité. Les entreprises industrielles japonaises ne manquent évidemment pas une occasion de faire valoir la supériorité qu'elles ont sur ce point sur leurs homologues des Etats-Unis. Honda s'est, par exemple, distingué la semaine passée en lançant deux opérations de type classique, en dollars des Etats-Unis et en ECU. Celle de 100 millions de dollars à cinq ans dirigée par Nomura International a été particulièrement bien acqueillie : son coupon est de 9,125 %, et son prix d'émission de 101,875 %. Celle de 100 millions d'ECU à cinq ans également, que dirige Morgan Stanley International est plus lente à trouver preneur : émission à 101,75 % du pair, les obligations portent intérêt au taux facial de 7,875 % l'an. La transaction est « swappée » afin de fournir à monnaies européennes.

Plusieurs emprunteurs allemands de tout premier plan s'apprêtent également à mettre à pan du marché obligataire inter-national qui est concerné. L'unité lité qui caractérise présentement monétaire européenne (ECU), en le marché. Il s'agit essentiellement d'établissements publics appartenant à l'Etat fédéral ou aux Länder qui avaient sollicité candidement, sous leur propre nom, le marché international des capitaux, alors que, il v a environ deux ans, on croyait abolie pour bien longtemps la retenue à la

source sur les revenus des capi-

taux placés en Allemagne. S'ils s'étaient servis d'un vecteur étranger pour leur émission, ces établissements n'auraient rien eu à craindre du précompte alle-mand, qui sera rétabli l'an pro-chain. Mais ils ne pourront pas s'y soustraire, car, contrairement à celle des investisseurs, la situation des emprunteurs allemands est tout à fait claire. Il leur faut de toute façon mettre à la disposition du fisc de leur pays le montant de l'impôt anticipé à l'échéance des coupons. Heureusement pour eux. les conditions de leurs emprunts prévoyaient la possibilité de rem-bourser les obligations par anticipation en cas de changement fiscal de cette nature.

L'un de ces débiteurs, le Kreditanstalt für Wiederaufbau, a déjà dénoncé un emprunt en francs suisses dans le but de le remplacer par une opération nouvelle dont l'emprunteur sera une société de son groupe domiciliée à l'étranger. Sa garantie confère aux oblieations le même crédit que les précédentes. Mais de telles restructurations coûtent cher à l'emprunteur. Il lui faut verser à la banque qui s'en occupe (la Société de banque suisse en l'occurrence) une commission de remboursement (0.125 % du montant nominal) et une commission d'émission (1,50 %). Mais la qualité d'une telle signature lui vant de pouvoir servir, sur le nouvel emprunt, un intérêt inférieur à celui du précédent. Le coupon des für Wiederaufbau sera de 4,375 %, contre 4,50 % pour les anciennes obligations qui auraient encore eu cinq ans à courir. La transaction a été couronnée de

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Le dollar rebondit

Pendant les trois premiers jours que les sept grands s'étaient cette fin de semaine dans un marde la semaine écoulée, la Banque avec difficultés, pour freiner le repli du dollar. Il aura suffi de la publication, vendredi 4 novembre, des chiffres du chômage américain pour le mois d'octobre pour que le billet vert s'envole finalement... et termine cette dernière semaine avant l'élection présidentielle américaine en légère hausse. Il cotait, vendredi 4 novembre à is fermeture à New-York,

1,7940 deutschemark (contre 1,7730 DM vendredi 28 octobre) et 6.1225 francs français (contre 6,0565 FF). Il restait cependant toujours faible par rapport au yen, se négociant autour de 125 yens. Amorcée avant la Toussaint, la

chute du dollar se poursuivait en début de semaine sur les marchés ouverts, à Tokyo et à New-York en particulier. Le ralentissement de l'activité outre-Atlantique, confirmé par plusieurs statisti-ques, ne laissait présager rien de bon : pas de hausse des taux d'intérêt à court terme en vue chez l'Oncie Sam. Conséquence : les investisseurs, notamment japonais, ont continué à vendre leurs

Au cours des trois premiers jours de la semaine, la Banque du Japon et le Fed ont cherché à freiner le repli de la devise américaine. Intervenant à tour de rôle sur les marchés en se portant acheteurs de dollars, ils n'arrivaient cependant pas à empêcher la glissade. En trois jours, ils auraient, selon certains experts, acheté pour plus de 1,5 milliard de dollars. Les paroles sont venues soutenir les interventions. Mardi, M. Kiichi Miyazawa, le ministre des finances japonais, a rappelé

entendus sur la nécessité de soutedu Japon et le Fed se sont battus, nir une certaine stabilité des changes.

Le yen fort

Achats et propos ne furent que peu efficaces. Le billet vert perdait du terrain par rapport à toutes les monnaies, le yen restant le principal bénéficiaire de la faiblesse du dollar. Repassant dès lundi sous la barre symbolique des 125 yens, le billet vert tombait même mercredi à 124,35 yens, son plus bas depuis cinq mois. Dès jeudi à New-York - le marché chômait à Tokyo pour cause de Journée nationale de la culture, puis vendredi matin sur les autres places, le dollar amorçait un léger mouvement de redressement. Les hanques centrales n'intervenaient pourtant plus. On enregistrait de nombreux achats de couverture.

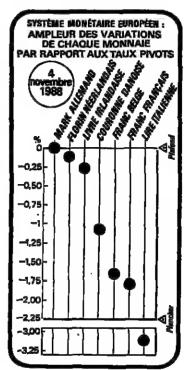
Mais il fallut attendre, vendredi matin, à New-York, la publication des chiffres du chômage américain d'octobre pour assister à un véritable rebondissement du dollar sur toutes les places mondiales. Contrairement à la stabilisation attendue, le chômage a diminué en octobre, son taux étant ramené de 5,4 % à 5,3 %. Les créations d'emplois, nombreuses, sont analysées par les marchés comme un signe d'une activité toujours forte outre-Atlantique. Si l'activité reste soutenue, la probabilité d'une augmentation des taux d'intérêt croît, les piacements libellés en dollar redeviennent intéressants, les investisseurs se précipitent sur le billet vert, et celui-ci monte. C'est à nouveau ce qui s'est passé en

ché resté néanmoins peu actif. Plus que la réunion, mercredi, des gouverneurs des banques centrales à Bâle, ou l'opération prevue de refinancement du Trésor américain (pour 30 milliards de dollars) la semaine prochaine, les marchés des changes attendent maintenant les résultats... non pas du référendum français, mais de l'élection présidentielle américaine mardi.

En Europe, la faiblesse du dollar en début de semaine n'a pas provoqué les tensions habituelles au sein du SME, dans la mesure où elle a davantage profité au yen qu'au mark. La devise japonaise a, d'ailleurs, atteint des niveaux records par rapport aux monnaies a 4,8896 francs pour 100 yens. En fin de semaine, la parité entre le mark et le franc se modifiait à l'avantage de la devise française. Le mark cotait 3.4125 francs vendredi 4 novembre, contre 3,4131 francs une semaine aupa-

Au cours de cette première semaine de novembre, enfin, l'or a profité de la faiblesse initiale du dollar, reprenant, mercredi et jeudi, quelques couleurs. L'once a terminé à Londres, vendredi 4 novembre, au-dessus de 421 dollars, contre 411 dollars avant les fètes de la Toussaint.

ERIK IZRAELEWICZ.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 31 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Liera	\$EU.	Franc Irançais	Franc solone	D, merk	Franc Seige	Florin	Lire (taileng
	1,7698	-	16,3479	66,5778	55,7880	2,6681	49,4894	0,875
les-Yerk	1,7698	-	16,5016	66,8896	56,3221	2,6860	49,9500	0,075
	16,9210	6,1170	-	407,26	341,25	16,3207	382,67	4,593
	10,7201	6,0600	-	495,35	341,31	16,2772	302,70	- 4,585
with	2,6570	1,5620	14,550		83,7936	4,0075	74,3196	1,128
AND	2,6446	1,4950	24,6700		84,2016	4,0155	74,6753	1,131
	3,1769	1,7925	23,3840	119,34	-	4,7825	88,6937	1,346
profest	3,1409	1,7755	29,2988	118,76	-	4,7698	88.6863	1,343
	66,3021	37,48	6,1272	24,9534	209,89	-	18,5453	2,315
	65,8598	37,23	6,1435	24,9838	289,68	-	18,5964	2,817
	3,5751	2,0210	33,0392	134,55	112,74	5,3922	-	1,518
وبناطاني	3,5415	2,0020	33,0360	133,91	112,76	5,3774	-	1.514
	2354,54	1331	217.59	886,15	742,54	35,5122	658,58	-
	2337,73	1321,50	218,67	883,94	744,29	35,4955	660.08	-
Teleya	221.30	125,10	284,52	83,200	69,7967	3,3378	61,9000	0,094
	222.54	125,80	207,59	84,1471	78,8532	3,3789	62,8371	0.095

MATIÈRES PREMIÈRES

Les métaux en vedette

Les marchés de matières premières ont été dominés cette semaine par la forte remontée générale des prix des métaux, le platine entraînant l'argent dans son sillage et l'ensemble des non-ferreux, du cuivre au nickel.

Le mouvement de hausse a démarré aux Etats-Unis. Le recul des stocks de platine au New York Stock Exchange, à leur niveau le plus bas depuis huit ans, a favorisé la progression des cours du métal blanc de plus de 50 dollars. Vendredi 4 novembre, il s'etablissait audessus de la barre de 580 dollars l'once. De l'avis des professionnels, cette tension est liée aux perspectives d'une offre insuffisante de platine en 1988-1989, compte tenu du niveau de consommation attendu dans l'industrie automobile, en par-

PRODUITS	COURS DU 4-11
Cuivre h. g. (Londra)	1 665 (+ 20)
Trois mois	Livres/tome
Atomicium (Lonica)	1 320 (+ 40)
Trois mois	Livres/tonne
Nickel (Lodes)	12 709 (+ 1 920)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Pais)	1 750 (+ 50)
Décembre	Francs/tounc
Café (Losées)	1 067 (- 27)
Novembre	Livres/tonne
Cacae (New-York)	1 403 (+ 78)
Décembre	Dollars/tonne
Bié (Chicago)	415,75 (+ 5,75)
Décembre	Cents/boisseau
Mais (Chicage)	278 (- 0,60)
Décembre	Cents/boisscau
Soja (Cheno)	262 (+ 12,10)
Décembre	Dollars/t. courte

e sur l'autre.

ticulier (pour la fabrication de pots catalytiques).

Le déficit de la production disponible sur la demande est estimé à 450 000 onces par le courtier britannique Johnson Matthey. Si les industriels jugent ce chiffre - trop élevé », ils n'écartent pas l'éventua-lité de payer le platine 600 dollars l'once dans les mois à venir. Sur les marchés américains, les opérateurs sont en outre convaincus que la bonne tenue des métaux précieux est liée à une relative incertitude quant à la politique économique qui sera suivie aux Etats-Unis après l'élection présidentielle. L'or et l'argent ont aussi bénéficié de ce flottement très conjoncturel. Senl, le platine semble avoir des raisons « intrinsèques - de se raffermir. Les achats très soutenus du Japon (55,65 tonnes importées au cours des neuf premiers mois de 1988 contre 55,2 tonnes sur la totalité de 1987) renforcent cette tendance favorable. Les joailliers nippons estiment que désormais les bijoux de platine vont mieux au teint des Japonaises que l'or... et la mode est au métal blanc au pays du Soleil-

Le cuivre a, de son côté, retrouvé pour un temps son rôle de locomo-tive des non-ferreux. Les cours au comptant à Londres ont atteint jusqu'à 1 900 livres la tonne, dopés par l'annonce d'une baisse sensible des stocks du London Metal Exchange (LME) et par les craintes de pénurie de matières premières de qualité à court terme. La grève entamée il y a trois semaines par les mineurs péruviens pose des pro-blèmes de livraison à la Southern Peru Coppers Corp. qui produit les deux tiers du métal rouge de ce

Le courtier américain Shearson Lehman estime qu'à la suite de ce mouvement la production péruvienne de cuivre diminuera de 15 000 tonnes pour ne plus atteindre que 310 000 tonnes. Si les cours ont édé du terrain en fin de semaine, la spéculation prenant ses bénéfices, les tensions restent fortes pour les livraisons à court terme.

L'enchérissement du cuivre a eu pour effet d'enraver le repli de l'alpminium qui a finalement gagné 10 dollars par tonne en fin de période. L'étain s'est, à son tour, raf-fermi, soutenn par des achats en provenance d'Europe de l'Est. Quant au nickel, il a bénéficié de l'annonce d'une chute de 516 tonnes des stocks du LME qui sont tombés à 1422 tonnes, leur niveau le plus faible depuis août 1982. Le marché n'a pas réagi face à la

perspective d'un possible investissemem de la France via le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), dans un gisement de nic-kel de Nouvelle-Calédonie en tandem avec l'investisseur australien Alan Bond. A quelques jours du référendum

sur le sol du Territoire, le projet de produire 40 000 tonnes supplémen-taires de minerai de nickel par an sur le Caillou - pour un montant d'investissement de 1 milliard de francs paraît confirmer que la France sonhaite conserver son poids économique dans cette région du Pacifique. Le nickel est sans doute aujourd'hui le meilleur moyen de rester «accroché» au Caillou... Le doublement des prix du « métal de Satan » depuis le début de l'année a plus de 11 300 dollars la tonne, montre que le jeu en vaut encore la chandelle même si la sidérurgie, princi-pal débouché du nickel, n'est plus ce

t dent in the section of the secti

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Léger flottement

A l'optimisme de la semaine précédente a succédé un léger flottement, dont l'origine semble se situer outre-Atlantique et qui s'est traduit par un léger repli des coars de l'échéance décembre sur le MATIF, revenu de 107,75 à 107,20. Aux Etats-Unis, en effet, la hausse des cours des matières premières, dont le cuivre, a provoqué un début de remontée des rendements, tombés à près de 8,75% en début de semaine sur l'emprunt à trente ans du Trésor. Surtout, la baisse continue du dollas (Voir en rubrique - Devise et or -) a fait renaître des inquiétudes sur l'attitude des investisseurs étrangers, surtout japonais, lors de la prochaine adjudication trimestrielle de bons du Trésor. Cette légère dégradation de la tendance sur le marché américain n'a pas manqué de trouver un certain écho.

Pour sa part, la Banque de France a procédé à une adjudication contre effets de première catégorie au taux inchangé de 7 1/4%, sans surprise, le loyer de l'argent au jour le jour se maintenant dans la fourchette 7 1/2% -

En Allemagne, après le mouvement de baisse des taux amorcé la semaine précédente, un palier est observé. Dans sa nouvelle procévariable, la Bundesbank a pratiqué des taux compris entre 4,35% et 4,75 %, ce qui, pour l'instant, n'incite guère à une réelle diminution sur les taux à court terme.

En Grande-Bretagne, le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, a déclaré : « Selon toutes les informations dont je dispose, le niveau actuel des taux d'intérêt (12 % à court terme) est adéquat. » Il a réaffirmé que, si les pressions inflationnistes s'accentuaient, les taux britanniques seraient relevés, cette hypothèse lui paraissant - tout à fait improbable -. M. Lawson a, tout de même, laissé entendre que l'inflation à 6,25 % fin 1988 pourrait atteindre un maximum de 7 % au premier semestre de l'année prochaine avant de revenir à 5 %. Ce dernier propos a jeté un froid dans la City.

Sur le front des émissions, la semaine a été dominée par l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT). Comme la chose était prévisible, les taux de rendement ont baissé, car les tranches adjugées se comparaient avec les adjudications du mois d'août. En conséquence, sur celles à dix ans et quinze ans (1988 et 2002), les taux ont été ramenés de 9,39 % à 8,65 %, et de 9,53 % 2 8,81 %.

Au total, le Trésor a levé un peu plus de 9 milliards de francs, avec la part des spécialistes en valeurs de Trésor (SVT), tout en haut de la fourchette de 7 à 9 mildure de pensionnement à taux liards de francs précédemment fixée. Comme ledit Trésor est réputé être à l'aise actuellement, certains opérateurs en déduisent que, Rue de Rivoli, on fait le plein en prévision d'une remontée des

taux, ce qui est aller vite en beso gne.

Autre émission, tout de même. celle du Crédit local de France (CLF) pour I milliard de francs à taux variable indexé sur le PIBOR, sur neuf ans et deux cent quatre-vingt-treize jours. Le placement se révèle très moyen au départ. Les amateurs de taux variable préfèrent des indexations sur des produits « longs » et non pas courts, comme le PIBOR.

Les emprunts précédents sont tous achevés de placer, sauf celui de la Banque européenne d'investissements (BEI) dont la décote au marché gris dépasse 2 % : c'est « la catastrophe du siècle, le siasco le plus fabuleux de ces dernières années », commentent les opérateurs... et les concurrents du Crédit lyonnais, chef de file du syndicat de placement.

Sans aller jusque-là, il faut convenir que l'émission de la BEI s'avère une formidable «glu». non en raison de la qualité du - papier - indiscutée, mais à cause des conditions d'émission et de commissionnement jugées trop tièdes. De toute façon, l'emprunt était mal parti et il a continué. Celui de la BFCE s'est très bien casé, l'émission de la Caisse nationale des télécommunications (CNT), mal partie, ayant terminé de manière plus satisfaisante.

Au calendrier des prochaines semaines pourrait être inscrit un gros emprunt du Crédit foncier de France, de 2 à 3 milliards de

FRANÇOIS RENARD.

Le Monde

ÉTRANGER 3 La négociation sur conflit cambodgien. 4 La visite du prince Charles

en France.

DATES

2 Il y a cinquante ans, la € Nuit de cristal ».

POLITIQUE

référendum 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. 13 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale.

Le revenu minimun d'inse tion devant le Sénat. «Livres politiques», per

André Laurens.

SOCIÉTÉ

14 Scandale financier à Car-Sports : les remous dans

le football français. 17 Communication : M. Max well va vendre ses imprimeries de labeur britanni-

15 Opéra de Paris : la démission de M. Raymond Sou-

- Mois de la photo : Laurence Sudre à l'ESEC. Vingt-deux ans après, la Religieuse pour tous

ÉCONOMIE

19 La France s'apprête à lever l'embargo sur pétrole iranien.

- Nouveau plan inflationniste au Brésil. 20 Revue des valeurs. 21 Crédits, changes, grands marchés.

SERVICES

Carnet 17 Météorologie 17 Spectacles16

TÉLÉMATIQUE

 Algérie, Platini... chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR tin ceil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE Jouez avec le Monde

36-15 tapez LEMONDE

L'Espagne confirme sa participation au projet d'avion de combat

Le gouvernement espagnol a officiellement annoncé, le vendredi 4 novembre, qu'il allait participer, aux côtés de la RFA, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, à la construction de l'avion de combat européen (ACE), une décision qui exclut de fait la collaboration de Madrid au projet français d'avion Rafale.

Le ministre espagnol de la défense, M. Narcis Serra, a précisé que la participation de son pays à l'ACE s'élèvera, comme prévu initialement, à 13 % du coût total du projet, soit, pour la seule phase de développement de l'appareil, qui devrait s'échelonner sur douze ans, 164 milliards de pesetas (8,2 milliards de francs). Ce prix n'inclut pas l'achat des avious dont l'Espa-gne entend acquerir une centaine d'exemplaires pour un montant global de 600 milliards de pesetas (6 milliards de francs).

M. Narcis Serra a précisé que l'Espagne allait multiplier désormais ses efforts pour que certains élé-ments de l'ACE et du Rafale puissent être fabriqués en commun.

(Corresp.)

[La décision de Madrid a pour effet de compromettre l'exécution du plus de financement prèvu en France pour le Rafale. En effet, le projet français, à l'origine, est foudé sur la perspective d'une participation de gouvernement strangers associés, pour 20 % environ (soit 6 700 millions de francs) du financement public, assuré, de son côté, par l'Etsat français. Denx pays, l'Espague et la Belgique, out été approchés pour contribuer à ces dépenses de développement du programme Rafale. Les discussions avec la Belgique continuent. Mais, avec la décision espaguole, c'est une possabilité de participation étrangère qui s'éloigne et, donc, une charge gère qui s'éloigne et, donc, me charge supplémentaire, à terme, pour les finances françaises au titre de l'armée de l'air et de la marise, qui devront alors secroître leur quote-part.]

L'aile dure de l'extrême droite perd son chef de file

La mort de Jean-Pierre Stirbois

Jean-Pierre Stirbois, secré-taire général du Front national, a trouvé la mort, samedi 5 novembre vers 2 h 40, près de Ponchartrain (Yvelines), dans un accident de la route. Il a manqué un virage et s'est écrasé contre un arbre alors que les conditions météorologiques étaient bonnes et la chaussée sèche sur une portion de route où la vitesse est limitée à 60 kilomètres-beure. Le numéro deux du mouvement d'extrême droite était âgé de quarante-trois aus.

"Il y a une forte chance que le non l'emporte sur le territoire. "Jean-Pierre Stirbois, dur parmi les durs du Front national, avait la foi chevillée au corps. A peine était-il revenu d'une mission de propagande en Nouvelle-Calédonie, à la tête d'une délégation de son monvement, qu'il avait affirmé sa certitude, grâce à son action sans doute, de voir le Caillon refuser l'accord entre « le chef des terroristes du FLNKS », M. Jean-Marie Tibaou, et « le parrain d'une mafia d'affaiet « le parrain d'une mafia d'affai-ristes qui a retourné sa veste sans en vider les pockes », M. Jacques Lasleur, président du RPCR. Venu de groupuscules extrémistes où le souhait de se montrer « pur et dur » se marie volontiers avec la violence physique, Jean-Pierre Stirbois semblait avoir un penchant naturel pour la violence troide des mots. « La Nouvelle-Calédonie est une marmite prête à exploser, et le référendum va créer là-bas un véritable apartheid qui va entraîner l'irréparable », déclarait-il entraîner l'irréparable », déclarateil quelques houres avant sa mort. Jusqu'au dernier moment, le dirigeant d'extrême droite avait battu la campagne, et c'est au retour d'un dernier meeting à Dreux, où il était adjoint au maire, qu'il s'est tué. Il était l'antithèse presque parfaite de son chef, qu'il admirait tout en révant, disait-on, de lui succéder : Jean-Pierre Stirbois était, sans l'emphase de l'ancien paraétait, sans l'emphase de l'ancien para-chutiste qui dirige le FN, un organisa-teur méthodique, calculateur et sans

états d'âme. Il avait joué un rôle pré-pondérant, sinon déciaif, dans les récentes exclusions prononcées au

Jean-Pierre Stirbois puisait ses Jean-Pierre Stirtous puisait ses racines politiques dans le courant dit « solidariste », adversaire du « marxisme totalitaire » et du « capitalisme international », qui, dans la petite sphère de l'extrémisme de droite, ne négligeait pas de s'opposer aux nationalistes révolutionnaires dont François Duprat, mort dans un attentat en 1978, fut le chef de file. Militant successivement pour Me Jean-Louis 1978, fut le chef de file. Multant successivement pour Mª Jean-Louis Tixier-Vignancour dans les « comités TV », au Mouvement jeune révolution (MJR) du capitaine Sergent, ancien chef de l'OAS-métropole, au Mouvement solidariste français lancé en 1971, ruis au Groupe action interesses 1971, puis au Groupe action jeunesse (GAJ) initié par d'ex-militants du groupe Ordre nouveau et du MSF qui ont refusé de suivre... M. Le Pen, Jean-Pierre Suirbois rejoignit enfin le Front national en 1977, et en devint rapidement la cheville ouvrière.

Il représentait, comme M. Michel Collinot, son coreligionnaire du cou-rent solidariste, l'aile dure du Front.

« Au chann

d'houneur » Rendant hommage à celui qui venait de tomber « au champ d'honneur des hommes politiques », le président du parti d'extrême droite a implicitement reconnu cette caractéristique, « Je perds un ami, un camarade, un homme emièrement dévoué à une cause, plus sensible qu'il n'y paraissait, a déclaré M. Le Pen, mani-lestement touché, samedi matin. Il avait la réputation d'être un homme dur. On disait de lui que c'était le chef de la tendame dure du presti c'était en de la tendance dure du parti, c'ésait en fait un homme timide et secret. . Il est vrai que derrière l'image du notable de province acquise depuis l'élection municipale partielle de Dreux en 1983, Jean-Pierre Stirbois conservait celle d'un ex-activiste fermé. Cette tendance dont il était le chef de file avait repris du poids depuis

Péchec du Front aux élections législa-tives anticipées de juin dernier, qui avaient vu disparaître corps et biens le groupe d'extrême droite de l'Assem-blée nationale. En un tournemain, M. Le Pen avait adopté - sous l'influence de cette tendance? - un profil brisant net l'image respectable qu'une autre partie de son emourage issue de la droite classique, avait tent de lui forger pendant la campagne de l'élection présidentielle. Représentant l'élection présidentielle. Représentant du courant dit modéré, M. Bruno Megret avait cependant été désigné récemment délégué général du mou-vement (le Monde daté 23-24 octo-

Le patron des CAR (comités d'action républicaine) apparaissait comme un contre-pouvoir mis en place face à Jean-Pierre Stirbois. Le choix du successeur du muméro deux du Front donners donc une indication préciouse sur la stratégie future de M. Le Pen.

QLIVIER BIFFAUD.

[Né le 30 janvier 1945 dans le dix-huitième arrondissement de Paris, Jean-Pierre Stirbois, fils d'un chaudrounier, est diplômé en marketing de l'Ecole des cadres et du commerce. Employé dans plusieurs sociétés, il fonde la sienne, une imprimerie, en 1975. Responsable des imprunerie, en 1975. Responsable des jeunes an Conneil national des comités Tixier-Vignancour en 1964, il passe dans plusieurs groupes d'extrême droite (Mouvement jeune révolution, Mouve-ment solidariste, Groupe action jeu-nesse), avant de rejoindre M. Jean-Marie Le Pen et le Front national en 1977. Il certe à ces hurstu estétieure et Marie Le Feir et le Front institutal en 1977. Il entre à son bureau politique en 1980 et en a été son secrétaire général jusqu'à son décès. Candidat malheureux à Dreux (Eure-et-Loir) aux élections cantonales de 1978 et de 1982, aux législatives de 1978 et de 1981, il est étu à l'occasion d'une municipale parlégislatives de 1978 et de 1981, u est étu, à l'occasion d'une municipale partielle en 1983, dans cette ville, dont il devient adjoint au maire. Député à l'Assemblée des Communautés européennes sur la liste de M. Le Pen en 1984, il l'est aussi à l'Assemblée mationale aux législatives de 1986, dans les Hauts-de-Scine, avant d'être butta à celle de fain 1088 l

ALGÉRIE

Les félicitations embarrassées de M. Mitterrand à M. Chadli

Les félicitations affluent à Alger après le succès du président Chadii au référendum du 4 novembre. Oublieux des querelles du passé, le roi Hassan II se réjouit de la participation « massive et libre » des électeurs, et il prie Dieu de « combler de bienfaits le peuple algérien frère ».

Pour sa part, le président Mitterrand a envoyé le texte suivant : La France se réjouit de l'approbation massive donnée par le peuple algérien aux propositions que vous lui avez soumises. Ce succès témoigne de la confiance placée dans votre action et dans votre personne, en vue d'assurer l'avenir démocratique de l'Algérie. Permettez-moi de vous renouveler l'expression de la solidarité de la France et de mes sentiments personneis. »

D'aucuns pourront s'étonner de la chaleur de ce message à un prési-dent dont l'armée a tout de même tué plusieurs centaines de personnes le mois dernier sans que des sanctions aient été annoncées jusqu'à présent. Raison d'Etat oblige! Il fal-lait faire quelque chose, alors que les relations bilatérales étaient devenues glaciales.

Aucune déclaration sur l'aide que la France était prête à apporter ou sur le prix qu'elle était disposée à payer pour le gaz n'y pouvait rien : Alger a très mai pris le « déchainement - des journaux contre l'ancienne colonie et surtout la liberté de parole accordée aux oppo-sants en exil sur des chaînes de télévision dont l'indépendance demeure incompréhensible pour les responsebles de l'« information » outre-

Dans un style paranofaque qui n'a pas changé, l'hebdomadaire Algérie Actualités, dont les ténors passent pour proches de la mouvance présidentielle, écrit par exemple : « A en juger par les gesticulations hystériques et revanchardes de milieux politiques et médiatiques français, une certaine France coloniale était prête à voler au secours de notre peuple décimé par la famine et à

jeter notre ANP [l'armoc] en pature aux organisations internationales pour cause de répression à la chilienne. C'est tout simplement scandaleux, le parti pris haineux manifesté par ces médias qui ont tout fait pour mystifier une partie

: 49 to 1

 $\frac{(a)_n}{a} = (a)_n = (a)_n$

Francisco Francisco

4

10 mg

1 4 4 . mis #m

1, " 1 4 A. ..

Tark Tark

e ...

* - " *

74 z

1.

. .

1557 E. .

.

 n_{k_1}

G-1

....

- ...

Le h

The state of the state of

Plus grave encore, on pense à Alger que certains socialistes ont prêté une oreille complaisante à un projet de gouvernement algérien en exil. L'entreprise a-t-elle eu beaucoup de consistance ? Il est toujours bon de s'en montrer persuadé pour essayer de « culpabiliser » le gou-vernement français blàmé pour sa passivité devant les meetings, les manifestations et les pétitions qui se sont multipliés à l'initiative de « collectifs . de . collèges » et autres « coordinations » regroupant Francais et contestataires algériens

« Ici, plus rien ne sera jamais comme avant », rabache-t-on maintenant dans tous les milieux à Alger. Mais, dans les sphères officielles, on regrette encore le bon temps où les ministres de l'intérieur français, RPR ou socialistes, faisaient interdire la revue d'opposants El Badil au nom des intérêts diplomatiques...

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Une « première » en France

La technique des «empreintes génétiques» pourrait être utilisée dans l'affaire Tangorre

La nouvelle affaire Tangorre pourrait bien constituer le premier dossier criminel français pour lequel la technique dite des « empreintes génétiques » fournirait les éléments scientifiques de nature à confondre - ou à innocenter - le principal suspect. An terme d'une confrontation, organi-sée le 4 novembre à Nîmes par M. Christian Lernould. juge d'instruction, il apparaît en effet que l'on pourrait recourir, à la demande de la défense et de l'inculpé, à cette technione.

D'un côté, deux jeunes étudiantes américaines, prénom-mées Carol et Jennifer, toutes originaires l'une du Connecticut. l'autre du Kansas, en voyage dans le sud de la France, affirment avoir été violées le 23 mei dernier sur l'autoroute A 9, à proximité du péage de Galler-gues, dans le département du Gard. Ces deux jeunes filles confirmeront formellement au cours de la confrontation ce qu'alles avaient dit précédem ment : leur agresseur est bien Luc Tangorre, interpellé le 24 octobre à Lyon par les gendarmes de la section de recher-26 octobre). Elles l'avaient d'ailleurs primitivement reconnu. graphies qui leur fut présenté aux Etars-Unis.

Pour sa part, Luc Tangorre affirme, après l'affaire de 1983, être l'objet d'une nouvelle machination. Son père, Joseph Tangorre, assure notamment que, le 23 mai, son fils était présent à Marseille lie Monde du 27 octobre) et ne pouvait donc commettre les feits criminels dui lui sont

aujourd'hui reproche Depuis le début de cette nouvelle affaire, Me François Vidal-Naquet, avocat à Marseille et défenseur de Luc Tangorre, réclame, avec son client, le recours à la nouvelle technique des « empreintes génétiques » qui permettrait, selon eux, d'établir la vérité et de démonter l'hypothèse de l'accusation. Or il

apparaît aujourd'hui, contraine ment à ca qu'on avait ou croire dans les premiers jours de cette affaire, qu'au terme d'un exemen médical des prélèvements vaginaux et rectaux ont bien été effectués sur les deux victimes per un praticien spécialiste au centre hospitalier de Nimes.

On indique aussi, de source judiciaire, que, selon la rapport d'expertises médicales, des traces de sperme ont pu être retrouvées et prélevées chez les deux victimes. Si cas prélèvements ont été conservés de telle manière que les patrimoines génétiques des cellules n'ont pas été altérés, on pourrait ainsi comparer, grâce à la technique intes génétiques et à partir d'un simple prélèvement de sang du principal suspect, si les spermatozoïdes sont ou non ceux de Luc Tangorra.

A la demande de la défense

Mª Vidal-Naguet indique avoir fait, le 4 novembre, une demande écrite en ce sens, auprès du madistrat-instructeur qui, selon l'avocat, aurait accueilli favorablement cette requets. Les choses pourraient avancer rapidement puisqu'une société française spécialisée dans les techniques de biologie geoise Apolices - développe depuis peu une technique d'empreintes génétiques mise au point par des spécialistes de ité libre de Bruxel dont ils viennent d'acquérir les droits exclusifs pour la France (le Monde du 28 septembre).

Si les spécialistes strasbour geois hésitaient, pour des raisons de fiabilité technique (la méthode est encore à un stade expérimental de dévaloppement), à mettre une affaire aussi importante, le magistrat-instructeur de Nimes pourrait s'adresser à Bruxe société IDNA commercialise la technique des professeurs Gilbert Vassart et Jacques Dumont) ou en Grande-Bretagne (à la sociét Cel Mark d'Abingdon, Angle-

JEAN-YVES NAU.

Le budget des postes, des télécommunications et de l'espace à l'Assemblée nationale M. Paul Quilès fait donner la réserve

Pour la troisième fois, le gouvernement a dû crédits. Ce budget rejoint ceux de la justice et des demander, vendredi 4 novembre à l'Assemblée nationale, la réserve du vote du budget des postes, télécommunications et espace. Dans la crainte de voir son budget repoussé par une conjouction des contraires (droite + PCF), M. Paul Quilès, ministre des P et T et de l'espace, a préféré renvover à la fin de la discussion de la seconde partie de la loi de finances (18 novembre) le vote de ses

l'Assemblée nationale, la discussion budgétaire prend, au fil des semaines, l'allure d'un véritable baptême du feu pour nombre des ministres. Certains voltigeurs passent à travers les embûches, ralliant après négociations les centristes ou obtenant, au pis, leur neutralité. MM. Pierre Bérégovoy, Jean-Pierre Chevènement et Jean-Pierre Soisson ont fait preuve, dans ce domaine, d'une habileté indéniable; d'autres ont du battre en retraite, en faisant donner la réserve. Ne sachant nes quelle serait l'attitude des députés de l'UDC, convaisco en revanche de l'attitude hostile du groupe communiste, M. Paul Quilès a donc préféré la carte de la prudence ; le climat actuel dans les centres de tri postaux ne lui a pas facilité la tache.

Au nom du groupe communiste, M. Marcelin Berthelot (Seine-Saint-Denit) a consciencieusement étrillé le budget de ce ministère : « L'actualité éclaire vos intentions d'un bien mauvais jour », a-t-il lancé au ministre ; « Il faut remonter loin dans le temps pour voir un ministre des postes recourir aux centres de tri clandestins, afin de contourner une action du personnel = (...). Aux déclarations toni-truantes de la droite libérale sur le statut, sur les filiales, sur la concurrence, vous avez substitué une approche plus pragmatique mais qui va dans le même sens. Non seulement vous n'êtes pas revenu sur les créations de filiales, mais vous en avez créé d'autres. Non seulement vous me placez pas le service public en mesure de faire face aux besoins de ses clients, mais vous encouragez les entreprises à la concurrence », a accusé le député communiste.

Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Alais Bonnet (apparenté PS, Dordogne), s'est, au contraire, félicité du fait

anciens combattants, qui ont été également réservés et qui sont dans l'attente d'un probable enregistre une progression de 5,7 %.

tenir les services traditionnels en améliorant leur efficacité et de réaffirmer le rôle du service public. » Rapporteur pour avis, M. Jean-Pierre Fourre (PS, Seine-et-Marne) a souligné les gains de pro-ductivité euregistrés par les services de ce ministère : « Vous les avez officiellement reconnus en créant un Fonds de participation doté de 300 millions de francs : il consacre pour la première fois l'Idée d'intéressement dans la fonction publique. (...) Le montant initial peut parattre modeste, mais il amorce un processus. .

Moins de réductions d'emplois

M. Gérard Vignoble (UDC, Nord) a reconnu que ce budges contemut « des éléments intéres sants pour l'élaboration d'une politique d'avenir, mais ils sont encore trop embryonnaires ou trop dispersés pour constituer une stralégie cohérente et offensive ». « Les utilisateurs et le personnel attendent du gouvernement un véritable plan de développement », a-t-il rappelé. · Etes-vous le ministre des usagers de la poste ou celui de l'immobi lisme et de l'attentisme? », s'est interrogé M. François d'Aubert (UDF, Mayenne). « Il est permis d'être inquiet quand on voit ce qui se passe aujourd'hui dans les centres de tri ». « A vous entendre, tout va mal aujourd'hui et les seules avancées sout celles qui avaient été préparées ces deux dernières années, a ironisé M. Quilès, en réponse. Les chiffres du projet de budget témoignent qu'il n'en est

A propos de la question de la sous-traitance évoquée par plusieurs députés, le ministre a précisé qu'il avait voulu y recourir pour certains travaux que France-Télécom ne pouque ce secteur clé de l'avenir sit été vait assumer, car elle n'a pas tou-

49-3 (engagement de responsabilité). Cette demande de réserve intervient alors que des mouvements de grère affectent toujours certains centres de tri postaux à Paris. Le budget de M. Quilès s'élève à 181,3 milliards de francs et Faute de majorité absolue à doté d'un budget « dynamique et jours les compétences nécessaires en Assemblée nationale, la discussion moderne ». « Il permettra de mainde génie civil. Il a voulu également sous-traiter - lorsqu'il s'est agi de

rattraper notre retard en matière d'équipements téléphoniques. Il a fallu susciter la création de nombre d'entreprises locales, que nous ne pouvons abandonner aujourd'hui, sous peine d'accroltre le chômage . a expliqué le ministre, qui a rappelé qu'en matière de tarifs, ceux du téléphone ne bougeront pas l'année pro-A propos des grèves, M. Quilès a

affirmé que le dialogue social se poursuit, qu'il a porté ses fruits à Lille et qu'il a bon espoir de voir la situation se débloquer à Paris. « Ce budget est un budget dynamique. qui nous permet de préparer dans de bonnes conditions l'échéance de 1993 et de relever les défis du futur », a-t-il insisté. En réponse à une question qui lui

a été posée en fin de débat, M. Quilès a précisé que le nombre des suppressions d'emplois dans les services postaux passerait des 1 800 initialement prévus à 1 275. Cette concession n'a toutefois pas été suffisante pour séduire une partie de la droite et permettre à son budget de passer cette étape.

PIERRE SERVENT.

• Enquête en Suisse sur une affaire de recyclage de « nerco-dolfare ». – La police suisse, selon le quotidien zurichois Tagesanzeiger, aurait découvert une importante affaire de recyclage et de blanchi-ment de « narcodollars » provenant d'un trafic d'héroine opéré par un réseau libano-turc. Neuf personnes auraient été arrêtées, l'affaire porte-rair sur des centaines de millions de dollars et pourrait concerner plusieurs grandes benques

Le naméro du « Monde » daté 5 novembre 1988 a été tiré à 530 445 exemplaires

ABCDEFG

CHILI Importante restructuration à la tête de l'armée

SANTIAGO-DU-CHILI ae notre corresponaent

Vice-commendant en chef de l'armée de terre depuis 1984, le général Santiago Sinclair cède la place au général Jorge Zincke, qui commandait la garnison de la capitale. La décision a été prise à l'issue de la réunion annuelle dite de qualification du cadre supérieur, qui a revêtu cette année une importance particulière, car elle s'est tenue un mois après le plébiscite du 5 octo-

La défaite du général Pinochet a donc été fatale au général Pinochet a donc été fatale au général Sinclair, un proche du chef de l'Etat, voire, pour certains, l'éminence grise de la présidence. Il avait été nommé à se charge sans avoir gravi tous les échecharge sans avoir gravi nous res conc-lons de la carrière, et cette ascension-éclair avait été diverse-ment appréciée par ses pairs. Quel-ques semaines avant le plébiscite, il avait engagé, en son nom, la responsabilité de l'armée de terre, qui se devait, disait-il, de préserver sur le terrain politique sa légendaire invin-

Son remplacant, le général Zincke, a connu la notoriété le Zincke, a connu la notoriete le 5 octobre, lorsque, en sa qualité de responsable du maintien de l'ordre à Santiago, il s'est opposé aux préten-tions des durs du régime de ne pas reconnaître le verdict des urnes. Il u'a pas hésité à démentir, par ses mises en point reseurentes les mises au point rassurantes, les propos alarmistes du général Pino-chet, qui s'était dit préoccupé, ce soir-là, par la présence de « bandes armées » dans les rues. Le nouveau lors, bonne presse dans les milieux

D'autre part, treize généraux, sur un total de cinquante, sont versés dans le cadre de réserve. Plusieurs dans le cadre de réserve. Plusieurs d'entre eux ont occupé des postes-clés, comme le général Valenzuela, ancien secrétaire général de la prési-dence; le général Guillard, qui fut un gouverneur à poigne de la région de la capitale, ou le général Soto, qui s'est fait une réputation de libéral à l'occasion de son passage au rectorat de l'université du Chili.

Leurs remplacants sont des hommes d'une cinquantaine d'années, n'ayant joué aucun rôle de premier plan lorsque leurs ainés prirent le pouvoir en 1973. Ce renouvellement sans précédent du haut commandement annonce-t-il une évolution politique? Même s'il a dit se défaire de plusieurs de ses proches, le général Pinochet entend bien s'y opposer.

GILLES BAUDIN.